

LA COMMISSION D'ENQUÊTE
SUR LES RELATIONS
ENTRE LES AUTOCHTONES
ET CERTAINS SERVICES PUBLICS

SOUS LA PRÉSIDENCE DE
L'HONORABLE JACQUES VIENS, COMMISSAIRE

COMPLEXE NEOSKWESKAU
206, MAIN STREET
MESTISSINI, QUÉBEC G0W 1C0

LE 12 JUIN 2018

VOLUME 112

Gabrielle Clément, s.o.
Anita Auza, o.c.r.

Sténographe officielle
STENOEXPRESS
201 ch. De l'Horizon,
Saint-Sauveur (Québec) J0R 1R1

COMPARUTIONS :

POUR LA COMMISSION :

Me MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN

Me DONALD BOURGET

POUR LES PARTIES PARTICIPANTES :

Me MARIE-PAULE BOUCHER, pour la
procureure générale du Québec

Me RAINBOW MILLER, Association des
femmes autochtones du Québec

TABLE DES MATIÈRES

Préliminaires.....4
Paul Turmel.....9
HC-56.....115
Elizabeth-Mina Bearskin.....163

1 OUVERTURE DE LA SÉANCE

2 **LA GREFFIÈRE :**

3 La Commission d'enquête sur les relations entre les
4 Autochtones et certains services publics au Québec
5 présidée par l'honorable Jacques Viens est
6 maintenant ouverte.

7 **LE COMMISSAIRE :**

8 So good morning. Bonjour. Je comprends ce matin
9 ce sera en français. Alors, je vais faire la
10 présentation du début en français. Je vais
11 commencer par demander aux procureurs de
12 s'identifier pour les fins de l'enregistrement.
13 Évidemment, les procureurs, je les connais, mais
14 pour l'enregistrement, ça a son utilité.

15 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

16 Certainement. Donc bonjour, Monsieur le
17 Commissaire. Marie-Josée Barry-Gosselin pour la
18 Commission.

19 **LE COMMISSAIRE :**

20 Bienvenue.

21 **M^e RAINBOW MILLER :**

22 Bon matin, Monsieur le Commissaire. Me Rainbow
23 Miller pour Femmes autochtones du Québec.

24 **LE COMMISSAIRE :**

25 Bienvenue, Me Miller.

1 **M^e MARIE-PAULE BOUCHER :**

2 Bonjour, Me Marie-Paule Boucher pour la procureure
3 générale du Québec.

4 **LE COMMISSAIRE :**

5 Bienvenue, Me Boucher.

6 **M^e MARIE-PAULE BOUCHER :**

7 Bonjour.

8 **LE COMMISSAIRE :**

9 Maintenant, Me Barry Gosselin, vous pouvez nous
10 présenter le programme de la journée, s'il vous
11 plaît?

12 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

13 Certainement, Monsieur le Commissaire. Donc pour
14 l'avant-midi, ce sera moi qui serai en audience
15 avec vous. Nous avons un seul témoin pour une
16 durée d'environ deux heures (2 h), deux heures
17 quinze (2 h 15). Il s'agit de monsieur Paul
18 Turmel. Monsieur Turmel, je vous le présenterai un
19 petit peu plus abondamment lors du début de sa
20 présentation, mais en fait, a passé une bonne
21 partie de sa carrière à travailler aux Services
22 parajudiciaires autochtones du Québec ainsi qu'à la
23 Commission québécoise et la Commission canadienne
24 des libérations conditionnelles et maintenant
25 retraité, il viendra aborder ces sujets-là. On

1 suspendra ensuite pour la période du lunch. En
2 début d'après-midi, Me Donald Bourget reprendra au
3 niveau des procureurs de la Commission et il y aura
4 deux (2) dossiers en après-midi. Un premier
5 dossier de treize heures trente (13 h 30) à
6 quatorze heures trente (14 h 30) pour lequel il
7 vous présentera une demande de huis clos puisqu'il
8 s'agit d'une situation concernant la protection de
9 la jeunesse. Il vous fera cette demande-là, donc
10 Monsieur le Commissaire à treize heures trente
11 (13 h 30). Vers quatorze heures trente (14 h 30),
12 nous retournerons en session publique. Donc à
13 partir du moment où ce dossier-là sera terminé, le
14 dernier dossier qui sera traité dans la journée
15 sera traité d'une manière publique et il s'agit
16 principalement d'un dossier concernant les services
17 de santé. Donc à quatorze heures trente (14 h 30),
18 nous continuerons le reste de la journée demain en
19 public.

20 **LE COMMISSAIRE :**

21 Alors, comme il s'agit d'une demande à treize
22 heures trente (13 h 30) qui concerne la protection
23 de la jeunesse, je peux souligner immédiatement
24 pour les gens qui nous suivent et les médias que ce
25 sera à huis clos parce que lorsqu'il s'agit de

1 protection de la jeunesse, je dois prononcer un
2 huis clos et j'ai pas vraiment d'alternative. La
3 loi m'impose de le faire. Alors, on peut présumer
4 qu'il y aura une interdiction de communication et
5 de diffusion à ce moment-là pour pas que les gens
6 attendent inutilement que les audiences reprennent.
7 Alors, j'aime mieux aviser. Ça va?

8 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

9 Oui.

10 **LE COMMISSAIRE :**

11 Alors, vous allez nous présenter maintenant votre
12 premier témoin?

13 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

14 Si vous...

15 **LE COMMISSAIRE :**

16 Votre témoin de ce matin.

17 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

18 Oui. Si vous me permettez, Monsieur le
19 Commissaire, en fait, avant la présentation du
20 premier témoin de la journée, j'aurais une requête
21 verbale à vous présenter. Vendredi dernier en
22 avant-midi lors du témoignage du policier de la
23 sûreté municipale de la ville de Montréal, monsieur
24 Jacques Turcot, comme vous vous en souvenez,
25 certains noms étaient... en fait, on a numéroté ou

1 on a identifié par des lettres certains
2 intervenants du dossier pour éviter
3 l'identification. Nous avons été informés qu'à un
4 moment, la victime dans le dossier aurait été
5 identifiée. Je vous demanderais donc... et c'est
6 par erreur, en fait. Ce n'était souhaité. Je vous
7 demanderais donc de rendre une ordonnance de non-
8 diffusion, de non-publication et de non-
9 transcription uniquement en lien avec l'identité de
10 la victime, en fait, qui aurait été divulguée à une
11 reprise dans la deuxième portion du témoignage du
12 policier. L'information exacte sur le moment a été
13 transmise à madame la greffière au niveau de la
14 nécessité de caviardage.

15 **LE COMMISSAIRE :**

16 C'est arrivé à une reprise si je comprends bien?

17 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

18 C'est exact, Monsieur le Commissaire. C'est
19 l'information que j'ai.

20 **LE COMMISSAIRE :**

21 Alors, évidemment comme il avait été convenu et
22 décidé qu'il y aurait pas de publication du nom de
23 la victime ou de moyens susceptibles de
24 l'identifier et que par erreur... évidemment, ça
25 peut arriver sur un témoignage de quelques heures

1 que se glisse une coquille. Alors, je vais
2 ordonner de rayer de la diffusion ou de
3 l'enregistrement vidéo et audio la partie où
4 monsieur Turcot aurait mentionné le nom de la
5 victime et je vais interdire à quiconque de
6 publier, communiquer ou diffuser cette partie de
7 témoignage si quelqu'un en aurait eu connaissance
8 et je vais ordonner aussi éventuellement que la
9 transcription qui sera faite du témoignage de
10 monsieur Turcot ne contienne pas cette mention, que
11 ça soit rayé. Ça vous satisfait?

12 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

13 Merci, Monsieur le Commissaire. Donc je suggère,
14 madame la greffière, que vous assermentiez le
15 témoin avant que je le présente, s'il vous plaît.

16 **LA GREFFIÈRE :**

17 D'accord.

18 -----

19

20

21

22

23

24

25

1 Paul Turmel
2 Ex-directeur général des Services parajudiciaires
3 Autochtones du Québec
4 Affirmation solennelle

5 -----

6 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

7 Merci, madame la greffière. Donc Monsieur le
8 Commissaire, tel qu'indiqué précédemment, nous
9 avons un témoin ce matin, monsieur Turmel qui a
10 accepté de se déplacer de la région de Québec
11 jusqu'à Mistissini pour venir rendre témoignage.
12 Nous le remercions. Monsieur Turmel, en fait, pour
13 la petite histoire, nous a été référé par la
14 Commission québécoise des libérations
15 conditionnelles comme étant un des commissaires qui
16 a travaillé à la Commission pendant plusieurs
17 années qui avait une expertise particulière en lien
18 avec les personnes autochtones. Il y a eu un
19 échange de contact avec les membres de l'équipe et
20 on a jugé pertinent de vous présenter son
21 expertise. Monsieur Turmel, et là, vous
22 m'excuserez si je fais erreur dans votre CV, mais a
23 un BAC en administration des affaires. En fait, ce
24 qui est pas nécessairement en lien avec son
25 expérience postérieure a travaillé pendant deux (2)

1 ans au Nunavik principalement dans la région de
2 Kuuujuaq, a également résidé donc pendant deux (2)
3 ans, au début des années quatre-vingt (80) dans la
4 région de Kuuujuaq et ensuite revenu ce qu'on
5 appelle « au sud » pour travailler pour les
6 Services parajudiciaires autochtones du Québec,
7 SPAQ. Trois (3) témoins d'ailleurs des services
8 parajudiciaires sont venus témoigner à l'automne
9 deux mille dix-sept (2017) à la Commission. Il a
10 été directeur général de SPAQ, là, des Services
11 parajudiciaires pendant une trentaine d'années soit
12 de mille neuf cent quatre-vingt-trois (1983) à deux
13 mille quatorze (2014) environ. Il a également été
14 Commissaire à la Commission des libérations
15 conditionnelles sur une période d'environ neuf (9)
16 ans. Initialement, Commissaire des communautés,
17 ensuite, à temps partiel et finalement a terminé sa
18 carrière à la Commission canadienne des libérations
19 conditionnelles pour une durée d'environ trois (3)
20 ans. Donc on peut dire que toute sa carrière a été
21 en lien avec le mandat de la Commission Viens.
22 C'est la raison pour laquelle on l'a invité.
23 Traitera principalement de la question du... des
24 services correctionnels dans un sens large, là,
25 plus que du judiciaire. Ce sera donc vraiment

1 principalement axé sur le correctionnel. On tente
2 évidemment d'avoir la vision la plus globale à vous
3 présenter dans le cadre des travaux de la
4 Commission et on souhaite justement la
5 collaboration de certains acteurs ou acteurs
6 retraités des services publics et c'est directement
7 dans cette... ce type de témoignage que celui de
8 monsieur Turmel s'inscrit. C'est une présentation
9 qui durera environ deux heures (2 h) où environ
10 sept (7) thèmes seront abordés. On va conclure
11 avec certaines pistes peut-être de réflexion pour
12 la Commission au niveau de bonnes pratiques
13 pourraient être mises en place.

14 **LE COMMISSAIRE :**

15 Alors bienvenue, Monsieur Turmel. Il nous fait
16 plaisir de vous accueillir. Nous allons vous
17 écouter avec beaucoup d'intérêt. Évidemment, nous,
18 depuis le début, nous soulignons que nous
19 souhaitons avoir des gens qui sont intervenus dans
20 les services publics, qui rendent des services aux
21 Autochtones dans la province afin de nous éclairer
22 sur les choses qui, à leur avis, vont moins bien,
23 nous éclairer sur des pistes de solution, nous
24 éclairer sur les bonnes pratiques qui peuvent être
25 répandues ailleurs. Alors, nous sommes très, très

1 heureux de vous accueillir et nous allons vous
2 écouter...

3 **M. PAUL TURMEL :**

4 C'est moi qui vous remercie.

5 **LE COMMISSAIRE.**

6 ... avec beaucoup d'intérêt.

7 **M. PAUL TURMEL :**

8 C'est moi qui vous remercie, Monsieur le
9 Commissaire de me donner l'opportunité d'être actif
10 encore une fois au niveau du progrès des services
11 qui pourrait être amené pour les services aux
12 autochtones en milieu de la justice. Je débiterais
13 si vous me le permettez en faisant peut-être un...
14 une parenthèse concernant la définition du terme
15 « autochtone ». On a la... selon la Charte
16 canadienne, le terme inclut les membres des
17 Premières Nations, donc les Indiens statués, les
18 Indiens sans statut, les Métis et les Inuits. Par
19 contre, il semble persister une perception erronée
20 du terme « autochtone » en ce qui concerne certains
21 intervenants ou de la façon même que les gens
22 perçoivent le terme ou utilisent le terme
23 « autochtone ». Il est fréquemment utilisé pour
24 représenter un seul peuple et non un ensemble de
25 nations, de nations qui sont, oui, sur certains

1 points identiques, mais sur plusieurs points, ils
2 ont des points qui sont moins en commun puis qui
3 présentent d'importantes caractéristiques
4 distinctives de chacune des nations qui composent
5 le terme « autochtone ». Dans le sens, c'est
6 que... l'exemple que je pourrais prendre à ce
7 niveau-là, c'est que les gens font pas
8 l'association d'Autochtone avec Asiatiques, par
9 exemple. Lorsqu'on parle des Asiatiques, on parle
10 de différentes nations, Corée du Nord, Corée du
11 Sud, Japonais, Chinois. Les gens sont en mesure de
12 dire « c'est des peuples qui sont différents, ça »,
13 mais cette façon de penser là, au niveau
14 autochtone, c'est pas un automatisme pour tout le
15 monde. Ils mettent les Autochtones dans un groupe.
16 Ils sont tous pareils puis on devrait les traiter
17 tous de la même façon, mais on a des
18 caractéristiques particulières à chacune des
19 nations mêmes. Dans certains cas, des communautés
20 dans une nation va avoir des particularités qui
21 sont différentes, qui devraient être prises en
22 considération lorsqu'il vient le temps de donner ou
23 de mettre en place la prestation de services pour
24 répondre adéquatement aux attentes et aux
25 aspirations de ces communautés-là. C'était un

1 point que je voulais faire au départ pour préciser,
2 là, que les Autochtones, là, lorsqu'on veut donner
3 un service aux Autochtones, il faut avoir une idée
4 un peu plus large de dire qu'on vise seulement les
5 Autochtones puis que notre boîte, là, elle est
6 inflexible. C'est ça qu'on va donner comme service
7 puis faudrait que ça soit ouvert un peu à
8 l'ensemble des différentes nations, des différents
9 degrés aussi d'intégration de l'administration de
10 la justice dans les... dans les nations dans les
11 communautés. Puis il y a également une distinction
12 à faire dans l'implication, dans la gestion
13 d'administration de la justice par les communautés.
14 Ça devrait être fait dans le sens de répondre non
15 seulement aux priorités puis aux attentes du
16 ministère qui est touché par ce dossier-là, mais ça
17 devrait correspondre à leurs propres priorités puis
18 à leurs aspirations face à ce qu'eux voudraient
19 voir mis en place pour le système judiciaire. On
20 peut pas arriver avec un programme, là... « ça,
21 c'est le programme autochtone puis ça, c'est ce
22 qu'on va appliquer, là, d'un bout à l'autre du
23 Québec ». Le fédéral le fait puis ça créer des
24 disparités au niveau des services puis les gens se
25 ressentent pas bien desservis dans tout ça parce

1 que oui, c'est un programme qui a été fait pour les
2 Autochtones, mais la saveur qu'il a correspond
3 peut-être plus aux nations de... veut prendre pour
4 l'ensemble du Canada aux nations de l'Ouest puis
5 quand c'est mis en application au niveau du Québec,
6 bien, les Autochtones, là, se ressentent pas dans
7 tout ça, là. L'adaptation qui a été faite
8 correspond pas à leurs valeurs, leurs façons de
9 faire puis exactement à ce qu'eux voient qui
10 devrait être fait dans leur communauté. Il y a
11 aussi... les attentes sont très différentes face à
12 l'application des programmes reliés au système
13 judiciaire dans leur communauté. Si on prend un
14 exemple, si vous arrivez à Kahnawake pour
15 développer un programme, un service, vous avez déjà
16 une structure administrative au niveau judiciaire
17 qui est mise en place. Ils ont un directeur au
18 niveau des services dans ça, au niveau de la
19 justice ce que d'autres communautés n'ont pas puis
20 sont pas rendues là dans leur façon de prendre en
21 charge l'administration de l'administration de la
22 justice. Ça fait qu'il faut également que les
23 programmes soient plus flexibles pour être en
24 mesure d'arriver à fonctionner, là, puis de
25 répondre aux attentes de chacune des différentes

1 communautés. L'intérêt des communautés atikamekw
2 de s'impliquer au niveau judiciaire, c'est pas la
3 même chose que les Mohawks par exemple. Eux,
4 voient ça beaucoup plus d'une façon « travail
5 communautaire, qu'est-ce qu'on peut faire avec nos
6 gens? », tout ça tandis que les Mohawks, eux autres
7 sont un peu plus drastiques dans leur implication.
8 Quelqu'un qui fait quelque chose de pas correct,
9 bien, on doit le contrôler. On doit le superviser
10 un peu plus. Ils sont peut-être rendus là tandis
11 que d'autres ne le sont pas. Après ça, les
12 services puis les programmes offerts dans les
13 domaines judiciaires sont non adaptés aux
14 communautés surtout en régions éloignées. On peut
15 parler de services de probation. Services de
16 probation dans certaines communautés, là, c'est
17 presque inexistant puis ça se fait par téléphone.
18 Il y a pas de suivi qui peut être fait. Si vous
19 avez des gens qui sont en suivi avec une
20 ordonnance, qui sont en probation avec une
21 ordonnance de suivi, je m'excuse, bien, les suivis
22 à faire, c'est les... même les services sont
23 réticents pour laisser aller les gens dans leur
24 région parce que ça va être tellement difficile de
25 mettre ça en application puis de le faire puis

1 d'assurer la protection de la société selon les
2 normes qui ont établies pour le (inaudible) que
3 c'est déjà une problématique pour permettre à
4 quelqu'un d'aller suivre sa probation, là, dans sa
5 communauté. C'est la même chose au niveau de la
6 libération conditionnelle même que c'est pire au
7 niveau de la libération conditionnelle. Par la
8 suite, il y a certains programmes qui ont été mis
9 en place. On peut parler des comités de justice,
10 mais encore là, les comités de justice, de la façon
11 qui ont été mis en place par justice Québec,
12 justice Québec avait élaboré un programme de
13 comités de justice avec des critères qui sont
14 stricts, des normes à suivre, des façons de
15 procéder, des statistiques à répondre qui
16 correspondaient à ce qu'eux voulaient, mais si la
17 communauté autochtone arrivait, nous, on serait
18 intéressés à faire un comité de justice, mais nous,
19 on serait intéressés à faire plus du travail avant
20 la sentence, commencer à travailler avec l'individu
21 aussitôt qu'on sait qu'il s'est passé quelque
22 chose, essayer de faire de la réinsertion sociale
23 ou de la réhabilitation voir ce qui pourrait être
24 fait, déjà commencer le processus dans ça, aller
25 même... avoir des représentations de faites au

1 niveau du juge, au niveau de la sentence voir
2 qu'est-ce que le comité de justice. Dans certains
3 cas, ça fonctionne. Dans d'autres cas, ça
4 fonctionne pas. Ça peut dépendre soit du procureur
5 de la couronne qui est... qui est sur le dossier.
6 Ça peut dépendre aussi de l'intérêt du juge qui est
7 là ou l'ouverture du juge à vraiment avoir un
8 intérêt à ce que fonctionne des affaires
9 autochtones ou qui a plus un petit peu d'empathie
10 au niveau des affaires autochtones que d'autres.
11 Ça, ça varie d'une région à l'autre au Québec.
12 C'est pire en milieu urbain. C'est plus difficile
13 de faire passer des choses spécifiques pour un
14 Autochtone à la cour à Montréal, à Québec que si
15 vous arrivez dans des régions où le conseiller
16 parajudiciaire, il est là. Il est connu par les
17 intervenants. Dans certaines régions, c'est le
18 juge qui donne la parole au conseiller
19 parajudiciaire. Dans d'autres endroits, c'est le
20 procureur de la défense qui dit « Votre Honneur, le
21 conseiller parajudiciaire aurait quelque chose à
22 présenter. Est-ce qu'il peut le faire? » Parce
23 qu'un des points qui vient nuire un peu au
24 fonctionnement du conseiller parajudiciaire, oui,
25 c'est un intervenant qui est reconnu, qui est

1 impliqué dans le système judiciaire, mais il a
2 aucune reconnaissance officielle. Il a pas le
3 droit de parole en cour. L'agent de probation
4 lorsqu'il fait un rapport présentenciel, bien, il
5 lui... il ordonne la parole, présenter le rapport
6 qui a été fait puis il peut répondre aux questions.
7 Il peut apporter des explications parce que le
8 conseiller parajudiciaire, il faut toujours qu'il
9 attende soit que le juge le demande ou que ça soit
10 le procureur de la défense qui lui, pour présenter
11 son cas ou quoi que ce soit, préfère que ça soit le
12 conseiller parajudiciaire qui lui va présenter
13 exactement les points qu'il a besoin tandis que lui
14 aurait un peu plus de difficulté à le faire. Donc
15 s'il y avait une possibilité pour que les
16 conseillers parajudiciaires puissent avoir au moins
17 une reconnaissance à la cour pour arriver à avoir
18 une place puis dire qu'« on n'est pas seulement que
19 des gens assis dans la salle, là puis qu'on va
20 répondre uniquement si vous le demandez », mais
21 qu'il devrait avoir une place à ces individus-là,
22 une place officielle pour ces individus-là pour
23 être en mesure d'amener leur rapport au système
24 judiciaire. Ça soit pas uniquement de bon aloi de
25 certains intervenants lorsqu'ils désirent... ils

1 pensent que c'est approprié de le faire.

2 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

3 Je me permettrais peut-être une petite question,
4 monsieur Turmel, avant que vous alliez plus loin.
5 En lien avec ça, vous disiez que vous constatiez
6 qu'en milieu urbain, c'est encore plus difficile
7 qu'en milieu, par exemple, où dans les cours
8 itinérantes ou dans des milieux où en fait, les
9 tribunaux sont plus petits. Est-ce que vous pensez
10 aussi que c'est parce que la connaissance des
11 acteurs, en fait, notamment des services, des
12 Services parajudiciaires ou bien de l'existence des
13 comités de justice, les différents acteurs du
14 système de justice, les avocats de la poursuite,
15 les avocats de la défense, les juges en milieux
16 urbains ont moins d'informations ou en tout cas
17 sont moins sensibilisés à l'existence de certains
18 services?

19 **M. PAUL TURMEL :**

20 Ça va dépendre avec quel procureur vous travaillez.
21 Il y a des procureurs de la défense et des
22 procureurs de la couronne qui sont au fait de ça
23 tandis que d'autres, ça les intéresse moins ou ils
24 savent, mais « regarde, on va continuer ».
25 Lorsqu'on passe à la cour, moi, je suis allé au

1 palais de justice de Québec quelques fois, là, puis
2 que ça soit n'importe quel individu qui passe,
3 c'est la cause numéro un tel, on procède. Il faut
4 qu'on procède, bien, « flak, flak », on procède
5 puis on fonctionne. Il faut arriver. On a un
6 rendement à donner, là. Il y a trop... de toute
7 façon, les cours sont surchargées puis il y a pas
8 tellement d'importance qui est donnée au fait qu'un
9 individu autochtone qui passe à la cour. Quelles
10 sont les prérogatives qu'on devrait mettre en
11 application? Est-ce que l'article 718-II devrait
12 s'appliquer au niveau de la sentence pour les
13 Autochtones, tout ça? C'est plus ardu un peu. Il y
14 a depuis, je pense, c'est trois (3), quatre (4)
15 ans, là, peut-être une emphase qui est mise sur les
16 rapports Gladue. Je sais qu'il y a des ententes
17 qui ont été prises après que moi j'ai quitté pour
18 que les rapports Gladue soient faits par certains
19 conseillers parajudiciaires, mais c'est pas... le
20 rapport fait pas uniquement... puis encore là, le
21 rapport Gladue est fait si le juge en demande un,
22 un peu comme le rapport présentenciel. C'est pas
23 un automatisme pour le cas des Autochtones puis
24 c'est un peu ce que fait le conseiller
25 parajudiciaire. C'est que lorsqu'il est appelé à

1 parler au niveau de la cour, il amène certains
2 points qui touchent un petit peu le rapport Gladue.
3 C'est pas un rapport Gladue fait du bout à l'autre
4 avec le pedigree des gens alentour puis tout, tout.
5 Je sais pas si vous connaissez un peu le rapport
6 Gladue, comment il est structuré, mais il amène les
7 points en fin de compte pour arriver à dire « bien,
8 la sentence à cet individu-là, elle devrait être...
9 tenir en considération tel facteur aggravant ».
10 C'est certain qu'on met pas l'emphase là-dessus.
11 C'est pas notre mandat, là, mais certains facteurs
12 atténuants qui devraient être pris en considération
13 dans le cadre de cet Autochtone-là. Puis aussi
14 quel genre de services qui pourrait lui être
15 disponible en communauté? Le conseiller
16 parajudiciaire est au fait de certaines choses qui
17 se passent dans les régions et tout ça. Ça fait
18 qu'il peut arriver et dire « bien, il y a un
19 programme présentement qui existe, là puis ça
20 pourrait être utile pour cet individu-là de
21 l'envoyer là au lieu de l'envoyer faire une
22 détention puis après ça, l'envoyer dans un CRC dans
23 le sud où il fera pratiquement pas de réinsertion
24 sociale pour retourner chez lui après dans sa
25 communauté ».

1 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

2 Puis avez-vous l'impression aussi que c'est... les
3 dossiers peuvent être parfois dans les milieux
4 urbains noyés dans le volume entre guillemets?
5 C'est-à-dire que...

6 **M. PAUL TURMEL :**

7 C'est ce que je voulais...

8 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

9 ... une personne autochtone sera... il y aura
10 peut-être même pas de... ça sera peut-être même pas
11 mentionné ou traité à la cour.

12 **M. PAUL TURMEL :**

13 C'est fort possible que ça arrive.

14 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

15 O.K.

16 **M. PAUL TURMEL :**

17 Dans le sens que ça peut arriver. C'est... le
18 numéro de la cause, ils en ont un paquet. Lorsque
19 vous allez aux procédures, de toute façon, à neuf
20 heures (9 h), c'est pas compliqué, là. Il y a une
21 secrétaire qui se lève puis on reporte, on reporte,
22 on reporte puis les procureurs sont même pas là
23 pour le faire eux autres même. C'est la secrétaire
24 qui le fait puis par la suite, bien, on procède.
25 Tout le monde est là, attend son temps pour

1 procéder puis lorsqu'il vient le temps de procéder,
2 bien, c'est un numéro de cause qui passe. C'est
3 même pas un individu qui passe à la cour. On a un
4 dossier, le dossier passe puis on procède avec ça.
5 Les conditions un petit peu particulières des gens
6 sont plus ou moins prises en considération. On a
7 un cas, là, « vous avez fait tel délit, vous êtes
8 accusé de ça. Plaidez coupable ou non coupable
9 puis on procède ».

10 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

11 Ça passe dans la machine.

12 **M. PAUL TURMEL :**

13 C'est bien ça.

14 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

15 Vous avez parlé un petit peu avant ça aussi de la
16 rigidité en fait du cadre qui avait été mis en
17 place pour les comités de justice. Là, je veux pas
18 vous citer, là, c'est mes mots, mais qui rendait
19 peut-être plus difficile le fait que d'autres des
20 communautés pouvaient avoir des aspirations
21 différentes ou des visions différentes de
22 l'implication des comités de justice. Ça, pour
23 vous, c'était une embuche, en fait, ou un...

24 **M. PAUL TURMEL :**

25 C'est une embuche au développement de ça puis même

1 au développement du comité de justice dans le sens
2 de répondre aux attentes de la communauté. Nous,
3 on voudrait faire telle chose, supposons, on
4 voudrait travailler, là, en amont de la cour, mais
5 le cadre qui existait dans mon temps-là ne
6 permettait pas ça. Même si le Code criminel, là,
7 de la façon que le Code criminel stipule les
8 comités de justice, ça peut être... ça peut se
9 faire. Puis certains comités de justice ont pris
10 beaucoup de temps à se développer à cause de la
11 différence de position entre la communauté et le
12 représentant du ministère de la Justice quant à ce
13 que devrait faire le comité de justice, comment il
14 devrait le faire. C'est surtout le « comment ».
15 Après ça, c'est quelles sont les normes de repart
16 (inaudible) que vous allez faire là? La tenue des
17 statistiques, des choses comme ça. Il y avait une
18 statistique qui était standard. Ça, je peux
19 comprendre qu'il y ait un certain standard dans
20 tout ça, mais il devrait pouvoir avoir une
21 flexibilité pour la communauté. Nous, on a telle
22 problématique qu'on voudrait compiler puis tout ça,
23 là, puis c'est pas dans votre système. Il y as-tu
24 moyen qu'on l'incorpore dans ça? Au lieu de créer
25 un système parallèle pour faire leur affaires puis

1 être obligé de répondre à celui du ministère aussi.
2 Ça, ça semblait être « c'est ça que vous prenez ou
3 bien donc vous prenez rien ». Il y a peut-être eu
4 des changements à ce niveau-là parce qu'en
5 discutant avec Maître, il y a des comités de
6 justice qui sont en place présentement, surtout au
7 niveau des Atikamekw qu'on a parlé puis ça, c'était
8 vraiment des communautés qui avaient des
9 difficultés dans le temps puis ça fait déjà
10 plusieurs années, là qui était venu me voir pour
11 « tu peux-tu faire quelque chose pour qu'on puisse
12 faire ça? » « Bien moi, tout ce que je peux te
13 faire, c'est te mettre en contact avec le
14 représentant du ministère de Justice. Si tu veux,
15 je peux aller avec vous autres », mais il est assez
16 bien articulé dans leurs choses qu'ils avaient pas
17 besoin de moi pour aller débattre ce qu'ils
18 voulaient faire. Ils avaient tout ce qu'ils
19 avaient besoin pour faire ça, mais ils se butaient
20 un peu au cadre qui était mis en place par le
21 ministère de la Justice. Il a dû y avoir une
22 certaine ouverture. Ça, je peux pas vous dire
23 jusqu'où. Est-ce que c'est les Autochtones qui ont
24 mis... j'ai pas été en mesure de parler avec eux
25 avant de vous rencontrer pour savoir quels avaient

1 été les aboutissements de cette... mais il existe
2 des comités de justice, mais c'est un frein à la
3 mise en place des comités de justice. Il y en a
4 pas dans toutes les communautés. C'est certain que
5 c'est certainement pas aujourd'hui non plus toutes
6 les communautés qui en veulent. Du temps que
7 j'étais là, il y a certaines communautés qui
8 voulaient pas s'impliquer à ce niveau-là. Ils
9 trouvaient que c'était ardu un peu puis ils
10 préféraient que ça soit le système judiciaire qui
11 fonctionne puis ils étaient pas prêts à s'impliquer
12 dans ça. Puis c'est pas une question que... c'est
13 une question de priorité en fin de compte qu'ils
14 faisaient. On a tellement d'autres choses à gérer
15 ici puis à mettre en place, là, que les
16 délinquants, on va les mettre un petit peu plus
17 tard. Présentement, eux s'en occupent puis nous,
18 on va essayer de régler l'ensemble des autres
19 problèmes qu'on a au niveau de notre communauté
20 avant de s'impliquer au niveau judiciaire. C'est
21 une question de priorité puis de possibilité aussi
22 de services, capacité de service que la communauté
23 pouvait prendre en charge.

24 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

25 Ça fait que ça, c'est un petit peu un exemple

1 d'application du premier point que vous avez abordé
2 au fait que les Autochtones ne doivent pas être vus
3 comme un ensemble homogène, mais qu'en fait, il
4 doit avoir des distinctions qui sont faites et de
5 créer un seul programme peut être un frein, en
6 fait, pour certaines communautés qui... ça remplit
7 pas aux aspirations. Ça fait que c'est une
8 application de votre premier point de votre
9 présentation.

10 **M. PAUL TURMEL :**

11 C'est ça.

12 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

13 Je fais un mini aparté ici, Monsieur le
14 Commissaire, pour vous dire que la semaine
15 prochaine, vous aurez le plaisir d'entendre, en
16 fait, une présentation sur le comité de justice
17 d'Obedjiwan, une communauté donc atikamekw comme
18 vous le savez. Il y aura le coordonnateur ainsi
19 que deux (2) autres témoins qui viendront en
20 parler. Je veux pas m'avancer sur... en profondeur
21 sur le contenu parce que c'est Me Denis-Boileau qui
22 sera présente à ce moment-là, mais on aura une
23 présentation de trois heures (3 h) en fait, la
24 semaine prochaine. On sera peut-être en mesure de
25 compléter les propos de monsieur Turmel. Je vous

1 ramène un petit peu aussi, Monsieur Turmel, dans
2 votre présentation, vous disiez, en fait, que
3 certains programmes ou certaines prestations de
4 service seront pas adaptés en contexte autochtone.
5 Vous avez parlé premièrement de la probation. Vous
6 aviez ensuite fait une mention générale au niveau
7 de la libération conditionnelle en disant « c'est
8 encore pire ». Seriez-vous mesure un petit peu
9 d'élaborer plus en quoi, selon vous, les mesures de
10 libérations conditionnelles sont difficilement
11 adaptées? Je pense que vous vous référiez surtout
12 au milieu plus isolé, là, éloigné plutôt en fait en
13 contexte autochtone.

14 **M. PAUL TURMEL :**

15 Au niveau de la libération conditionnelle, c'est
16 des critères qui sont stricts qui sont appliqués
17 pour évaluer est-ce que la libération
18 conditionnelle va être appliquée ou non, va être
19 octroyée ou non puis il y a plusieurs critères en
20 fin de compte qui font que c'est difficile de
21 mettre ces critères-là en application au niveau des
22 communautés. Si on se met à la place du
23 Commissaire qui lui voit quelqu'un, là, dans le
24 plan de sortie, il s'en va travailler à quelque
25 part. Si on regarde au niveau des communautés,

1 vous avez des taux de chômage quatre-vingts (80),
2 quatre-vingt-cinq (85), des fois, quatre-vingt-dix
3 pourcent (90 %) de chômage. C'est difficile pour
4 l'individu, pour l'Autochtone qui veut retourner
5 dans sa communauté de dire au Commissaire « bien
6 moi, je vais retourner travailler chez nous ». Ça
7 fait que tout de suite là, c'est déjà une lacune
8 pour cet individu-là d'avoir une porte d'ouverture
9 pour aller dans sa communauté. J'ai pris le
10 travail comme exemple, là, mais après ça, il y a le
11 suivi de la libération conditionnelle. Comment
12 est-ce que le suivi de la libération conditionnelle
13 va être fait en communauté? Il n'y a pas d'agent
14 de libération conditionnelle. Il y a pas d'agent
15 de probation pour rester au provincial. Il y a pas
16 d'agent de probation dans la communauté. C'est qui
17 qui va faire le suivi puis à qui on pourrait mettre
18 en charge, donner la charge de faire le suivi? On
19 sait que les policiers, ça fonctionne pas. C'est
20 difficile. Dans le cadre que si c'est les
21 policiers qui font un suivi des libérés
22 conditionnels ou de la probation, bien, le policier
23 lui, il vient de travailler pour le mettre en
24 dedans puis il est peut-être pas prêt à dire que
25 lui, il avait d'affaire à sortir tout de suite puis

1 il serait peut-être bien mieux de remonter. Ça
2 règle mon problème, moi, je ne l'ai plus ici. Je
3 veux pas dire que tous les policiers ont cette
4 attitude-là, mais dans certains cas même l'individu
5 qui lui s'est fait arrêter par un policier puis là,
6 c'est le policier qui va faire le suivi de la
7 probation ou de la libération conditionnelle, ça
8 fonctionnait pas tellement puis même les policiers,
9 ça les intéresse pas plus que ça de le faire.

10 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

11 Mais fondamentalement, est-ce qu'on peut dire que
12 c'est pas le rôle des policiers aussi de faire
13 ça...

14 **M. PAUL TURMEL :**

15 C'est pas le rôle des policiers de faire ça.

16 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

17 ... que d'imposer ce fardeau-là sur les policiers
18 alors que ce n'est ni son rôle, ni sa formation
19 notamment de participer par exemple au processus
20 *réhabilitatif*? C'est tout simplement de demander
21 au mauvais acteur de jouer un rôle.

22 **M. PAUL TURMEL :**

23 En partie.

24 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

25 Oui.

1 **M. PAUL TURMEL :**

2 C'est bien ça. Puis au niveau de la libération
3 conditionnelle, c'est certain que le gars va avoir
4 fait un certain cheminement en détention pour avoir
5 accès à la libération conditionnelle, mais après
6 ça, l'individu, bien, il s'en va dans quel milieu?
7 S'il retourne dans le milieu d'où il vient, c'est
8 quelqu'un qui... il était dans sa communauté
9 lorsqu'il a été criminalisé lorsqu'il a commis ces
10 infractions. De retourner dans sa communauté, des
11 fois, un Commissaire « je le retourne à la même
12 place. Quels outils, là, qui vont être mis en
13 place pour s'assurer que le gars prendra pas le
14 lien avec ses anciens complices ou se remettra pas
15 dans le même *pattern* dans lequel il était pour
16 s'impliquer au niveau criminel? Quels sont les
17 acteurs qui pourraient être mis en place? » puis
18 tout ça. C'est méconnu aussi des gens de la
19 Commission, ça. Quels sont les services qui
20 pourraient être disponibles au niveau de la
21 communauté? C'est pas quelque chose que les
22 Commissaires sont au fait ou que l'ensemble... il y
23 a certains Commissaires qui connaissent certaines
24 communautés qui sont en mesure de le faire, mais
25 c'est pas la majorité des gens. C'est la minorité

1 puis si on regarde au niveau du suivi, bien, il y a
2 un programme qui avait été mis en place pour un peu
3 pallier au service de probation même au suivi des
4 libérations conditionnelles, c'est l'agent de
5 surveillance communautaire. L'agent de
6 surveillance communautaire, c'est un individu de la
7 communauté qui, en fin de compte, lui, fait pas
8 tout à fait la totalité du travail d'un agent de
9 probation, mais qui en fait une partie puis c'est
10 lui qui va faire le suivi puis l'emphase qui est
11 mis avec ces gens-là, c'est surtout au niveau du
12 travail social qu'il y a à faire. Le contrôle est
13 fait. Oui, on vérifie si le gars fonctionne, s'il
14 tient ses affaires comme il faut, mais l'avantage
15 du programme, c'est que l'individu qui y va, c'est
16 quelqu'un de la communauté puis c'est quelqu'un qui
17 va essayer de voir au travail social qu'il a à
18 faire de réinsertion sociale. Comment tu peux te
19 réhabiliter puis de parler de plus... puis c'est
20 plus facile aussi pour l'Autochtone qui est en...
21 soit en libération conditionnelle ou en probation
22 d'avoir une discussion avec cet individu-là qui
23 connait la communauté, qui sait à peu près ce qu'il
24 pourrait avoir comme services puis comment est-ce
25 qu'il peut faire pour essayer de mieux se maintenir

1 puis pas retomber au niveau de la délinquance que
2 d'avoir l'agent de probation que lui rentre dans la
3 communauté, les rencontre soit au conseil de bande
4 une heure (1 h). « On remplit les papiers, on fait
5 notre rapport » puis l'agent de probation s'en
6 retourne puis c'est plus un travail de contrôle qui
7 peut être fait en faisant ça comme ça qu'en
8 utilisant ces (inaudible). Mais au niveau de
9 l'agence de surveillance, l'agent de surveillance
10 au niveau autochtone, ça, encore, c'est un
11 programme qui a été développé au sud surtout pour
12 les organismes du sud. C'est un programme qui a
13 été mis en place en discutant avec un organisme
14 provincial qui représentait des organismes au sud.
15 Ils ont mis un programme. C'est un très bon
16 programme, mais encore là, la rigidité du programme
17 fait en sorte que lorsqu'on arrive en région
18 surtout en région éloignée, c'est difficile à
19 mettre en application. Si vous vous mettez un
20 programme qui est fait pour répondre à trois cents
21 (300) personnes à Montréal, deux cent cinquante
22 (250) à Québec puis que vous mettez votre agent de
23 surveillance avec un *caseload* de soixante (60)
24 personnes puis par la suite, bien, il faut que vous
25 donniez un service vingt-quatre heures (24 h) sur

1 vingt-quatre (24). Ça veut dire que ça vous prend
2 une autre programme à côté qui vous oblige d'avoir
3 quelqu'un de nuit pour être en mesure de répondre
4 au téléphone quand c'est le besoin de faire le
5 contact avec les autres individus, les autres
6 agents de surveillance pour être en mesure de
7 procéder ce que... j'ai failli dire « nous », ce
8 que les Services parajudiciaires sont pas en mesure
9 de faire, d'avoir un individu qui va travailler
10 là-dessus à temps partiel puis de répondre à une
11 demande. « Oui, mais il faudrait qu'il soit
12 disponible vingt-quatre heures (24 h) sur
13 vingt-quatre (24) ». Oubliez ça, là. On peut pas
14 arriver à ça. Dans certains cas, on a réussi avec
15 Sécurité publique de certaines régions d'avoir un
16 petit peu, un « boom » là-dessus. Oui, mais
17 regarde, là, tu as les services policiers qui sont
18 là quand même puis s'il arrive quelque chose, bien
19 coudon, ils prendront le téléphone puis ils
20 appelleront l'individu puis on procédera. Puis
21 l'autre point aussi avec les agents de
22 surveillance, c'est pas l'agent de surveillance qui
23 va aller chercher l'individu lorsque ça
24 fonctionnera pas pour y dire « regarde, là. On le
25 suspend, là ». Nous, on retournait à l'agent de

1 probation du district puis c'est l'agent de
2 probation qui prenait les procédures pour
3 suspendre. C'est certain que le rapport de
4 négatif, en fin de compte, s'il arrivait quelque
5 chose, provient de l'agent de surveillance, mais
6 l'agent de surveillance, on n'a pas la... bien, la
7 capacité, il pourrait l'avoir, là, mais c'est pas
8 dans notre intérêt d'aller faire le travail
9 coercitif de l'agent de probation pour être en
10 mesure de continuer à faire un travail de
11 réinsertion sociale et de réintégration de ces
12 individus-là dans la société. Ça fait que ça,
13 c'était demeuré aux services de probation de le
14 faire puis ça devrait, quant à moi, être comme ça.
15 La problématique qu'on a au niveau des agents de
16 surveillance, il y en a eu deux (2) qui ont été mis
17 en place quand j'étais en poste puis il y en a pas
18 plus aujourd'hui. Puis il y en a un pour des
19 questions administratives d'une certaine partie de
20 la gestion administrative, il a été arrêté. Ça
21 fait qu'il faudrait aller peut-être plus loin que
22 juste l'économie financier que ça peut apporter au
23 ministère de la Sécurité publique, là, de mettre en
24 place les agents de surveillance, parce qu'à date,
25 les deux (2) programmes qui ont été mis en place,

1 là, c'était parce que ça leur coûtait moins cher de
2 le faire comme ça puis je crois que les services
3 coûteraient pas beaucoup plus cher à donner avec
4 des agents de surveillance dans plusieurs
5 communautés. C'est sûr qu'il va avoir... s'il y a
6 un volume d'individus à engager et tout ça, il va
7 avoir des frais dans tout ça, mais il reste que les
8 communautés vont être mieux desservies puis le
9 travail de réinsertion sociale serait encore plus
10 adapté aux besoins de notre individu autochtone, là
11 de faire affaire avec ces gens-là, qu'un agent de
12 probation qui rentre de temps en temps dans la
13 communauté. L'agent de... communautaire, l'agent
14 de suivi de surveillance communautaire, je sais pas
15 si vous en avez entendu parler avec les Inuits,
16 mais ça ressemble un peu au CRO, là, « Community
17 Reinsertion Officer », qui eux ont un mandat qui
18 diffère un peu, mais c'est dans la même optique,
19 là, de réinsertion sociale et tout ça, en général.

20 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

21 Ça fait que ça, pour vous, c'est une pratique qui
22 pourrait être porteur à cause... si on fait preuve
23 de flexibilité dans son application, en fait, dans
24 sa mise en place puis s'il y a une modulation entre
25 l'aspect *réhabilitatif* versus l'aspect plus

1 coercitif qui serait plutôt laissé à l'agent de
2 probation au niveau, par exemple, de la suspension
3 ou des révocations ou des choses comme ça pour que
4 l'agent qu'on appelle « de surveillance », là, mais
5 soit vraiment dans une intervention plus de
6 réinsertion, réhabilitation dans le milieu de vie
7 naturel de la personne.

8 **M. PAUL TURMEL :**

9 C'est certain que l'objectif premier des organismes
10 communautaires, c'est de travailler au niveau
11 communautaire puis qu'est-ce qu'on peut faire, là
12 pour améliorer le milieu de vie dans lequel nos
13 clients sont puis lequel ils vivent puis aussi
14 d'assurer, là, que dans le cas des délinquants,
15 bien, qu'est-ce qu'on peut ajouter à tout ça pour
16 que ce délinquant-là puisse se remettre dans la
17 communauté et vivre selon les règles de la
18 communauté et respecter les gens alentour de lui
19 puis avoir... finir par avoir le même respect lui
20 aussi, mais de fonctionner dans ce sens-là, c'est
21 l'objectif principal puis c'est ça qu'avec le
22 service de probation présentement, eux, ils
23 rentrent, ils rencontrent l'individu. Oui, ils
24 jasent avec. « Tu as-tu fait tes choses? » puis
25 tout ça, mais il y a pas beaucoup de suivi qui se

1 fait ou de motivation qui pourrait être faite à
2 l'individu pour continuer à faire ce genre de
3 travail là puis rares sont les Autochtones qui ont
4 pris le téléphone pour appeler leur agent de
5 probation, là, un petit peu plus au sud ou bien...
6 « Oui, bien là, moi, je *feel* pas. J'ai telle
7 chose » tandis qu'avec l'autre individu, ça va être
8 beaucoup plus facile de le faire, de parler à un
9 autochtone puis dans le cas que moi, je peux
10 parler, celui qu'on avait comme exemple, nous,
11 c'est un Innu de Mashteuiatsh qui donnait le
12 service à Obedjiwan, mais le lien de confiance puis
13 de communication s'est établi puis ça fonctionne.
14 Assez que les services de probation à Chicoutimi,
15 des fois, sont inquiets parce que l'agent de
16 surveillance communautaire s'en va tout seul à
17 Obedjiwan puis en plus, on a des rencontres à faire
18 dans le milieu de vie de l'individu. Il va les
19 rencontrer à leur domicile, ce que l'agent de
20 probation aurait jamais été capable, quasiment
21 jamais été capable de faire à part d'y aller avec
22 la Sûreté du Québec pour assurer sa protection, là
23 dans cette communauté-là. Quand je dis « assurer
24 sa protection » pour que lui soit rassuré face à ce
25 qui pourrait peut-être arriver dans la communauté,

1 mais il y a jamais eu de violence qui a été portée
2 à mon attention en face de l'agent de surveillance
3 et il y a jamais eu d'intervention comme ça. Il
4 jase avec eux autres. Il discute avec eux autres
5 puis « regarde si tu veux pas, c'est ta décision à
6 toi, là. C'est ta libération conditionnelle.
7 C'est ta probation ». Il dit « moi, je viens ici
8 pour t'appuyer dans tout ça puis si ça fait pas ton
9 affaire, bien regarde, là... si tu fais pas ce que
10 tu as à faire, bien, c'est toi qui vas vivre avec
11 les conséquences de tes gestes ».

12 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

13 Ça serait quoi votre vision en fait pour... de ça,
14 par exemple, mais aussi en milieu urbain pour les
15 Autochtones? C'est-à-dire, tu sais, une bonne
16 partie de la population autochtone réside
17 maintenant en milieu urbain ou n'est plus en
18 communauté ou en ce qu'on qualifie de « réserve ».
19 Est-ce que vous pensez que ça pourrait être aussi
20 utile d'avoir des intervenants d'origine autochtone
21 qui feraient des agents de surveillance
22 communautaires dédiés uniquement à la clientèle
23 autochtone afin de s'assurer que même en milieu
24 urbain, il y a une prise en considération des
25 besoins particuliers ou une prise en considération,

1 en fait, d'une manière différente de concevoir le
2 processus de réinsertion? Ou c'est vraiment une
3 recommande... une idée que vous avez plutôt pour
4 les milieux...

5 **M. PAUL TURMEL :**

6 Non même en...

7 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

8 ... plus isolés?

9 **M. PAUL TURMEL :**

10 Même en milieux urbains, il y a des cours Gladue
11 qui ont été mis en place à Toronto pour commencer,
12 donner un exemple. Il y en a présentement dans
13 l'Ouest aussi. De mettre ça en application, ça
14 serait déjà un plus pour répondre à l'article
15 718-EE. J'ai failli dire 2-I encore... 2-E du Code
16 criminel puis dans la détermination de la peine,
17 oui, les facteurs spécifiques des Autochtones
18 doivent être pris en considération puis si les gens
19 qui ont à élaborer, à travailler là-dessus sont pas
20 au fait de ça, sont pas au fait de ce qui pourrait
21 être fait pour les Autochtones, bien, c'est quoi la
22 particularité qui va pouvoir être donnée à la
23 sentence? Par contre, je dois dire aussi que dans
24 certains cas, dépendant de l'ouverture du juge,
25 c'est même arrivé que la proposition conjointe...

1 non, la proposition du procureur de la défense puis
2 la proposition de sentence du procureur de la
3 couronne étaient différentes. Il y avait pas eu
4 d'entente entre les deux (2), mais que le juge est
5 arrivé après avoir vu le rapport Gladue, avoir
6 entendu la personne qui avait élaboré le rapport
7 Gladue a donné une sentence qui était toute autre
8 afin de répondre aux besoins puis de... que la
9 sentence soit sans être vraiment moins restrictive,
10 mais qu'elle puisse apporter le plus possible dans
11 l'intérêt de la société pour faire un travail sur
12 cet individu-là, pour le ramener dans la communauté
13 puis qu'il soit fonctionnel puis qu'on ne le revoit
14 plus dans le système. Tandis que l'envoyer juste
15 en détention, bien, il va faire son temps de
16 détention. S'il y a une détention provinciale deux
17 (2) ans moins un jour, il va s'en aller en
18 détention. Il y a quasi pas de programmes à
19 l'exception que je dois mentionner qu'aujourd'hui,
20 il semble qu'il va avoir un programme qui va être
21 mis en place d'accompagnement des détenus
22 autochtones en détention provinciale. Quels sont
23 les modus operandi du programme? Je le sais pas,
24 là. J'ai pas pu me mettre au courant avant de vous
25 rencontrer, mais il y a au moins ça qui est fait

1 puis d'après moi, ça va être un peu l'équivalent du
2 programme d'agent de liaison au niveau fédéral.
3 L'agent de liaison autochtone au niveau fédéral qui
4 lui, travaillait avec les gens, les rencontrait
5 puis voir comment est-ce qu'on peut faire pour que
6 la période de détention soit utilisée plus
7 positivement possible pour déjà préparer un, la
8 libération conditionnelle, préparer la réinsertion
9 sociale puis travailler aussi sur les changements
10 que l'individu devrait faire, là, pour être en
11 mesure de se réinsérer en société. Ça, c'est déjà,
12 je pense, un plus. On verra ce qui en sortira.
13 Espérons que ça va être fonctionnel puis que ça va
14 répondre aux besoins des gens, mais à mon avis, ça
15 devrait être déjà un pas vers un service mieux
16 adapté aux Autochtones. On m'a dit qu'il y aurait
17 à peu près huit (8) postes d'agents de...
18 d'intervenants. Je ne sais pas leur titre exact,
19 là, en détention provinciale puis ça devrait être
20 mis en place, là, sous peu.

21 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

22 Si vous me permettez une petite intervention à ce
23 point-ci, Monsieur le Commissaire, vous vous
24 rappellerez à Mani-Utenam, le témoignage de Line
25 Boudreault en fait du ministère de la Sécurité

1 publique qui est venue parler spécifiquement de
2 l'établissement Sept-Îles à ce moment-là, elle en
3 avait fait mention, en fait, que... bon,
4 l'établissement de Sept-Îles est un des
5 établissements québécois à vocation autochtone et
6 elle avait parlé de la mise en place de ce
7 poste-là, mais qui n'était pas encore concrétisé,
8 là, n'était pas comblé, et évidemment, on vous
9 fournira plus tard, en fait, une preuve
10 additionnelle sur le fait. Est-ce que
11 l'établissement de Sept-Îles est unique ou est-ce
12 que c'est un programme qui est plus élargi? Mais
13 c'est ce à quoi fait référence monsieur Turmel.

14 **LE COMMISSAIRE :**

15 On avait l'idée ou l'impression que ça serait une
16 bonne idée que ça se multiplie ce qui se faisait à
17 Sept-Îles. Les bonnes pratiques sont
18 recommandables, hein? Comme on dit parfois, c'est
19 bon de les cloner.

20 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

21 Merci, Monsieur le Commissaire. Donc je vous
22 laisse continuer, Monsieur Turmel, dans votre
23 intervention.

24 **M. PAUL TURMEL :**

25 Il est presque dix heures vingt (10 h 20). Est-ce

1 que vous désirez votre pause ou est-ce qu'on
2 continue?

3 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

4 On peut continuer encore une quinzaine de minutes à
5 peu près. Je vous ferai signe pour la pause.

6 Merci.

7 **M. PAUL TURMEL :**

8 En termes de services pour les Autochtones après la
9 détention, la prestation de services au niveau du
10 suivi de probation, libérations conditionnelles
11 sont carrément inversement proportionnels aux taux
12 de criminalité observés dans les communautés puis
13 même en discutant avec Maître en préparant le... le
14 taux de criminalité, le taux de dénonciation a
15 augmenté dans les communautés, mais les services
16 ont pas suivis. C'était déjà un manque de service
17 avant ou de programmes puis là, on a une explosion
18 de dénonciation probablement aussi du taux de
19 criminalité s'il procède. C'est un autre point
20 aussi parce que dans une communauté, il y a à peu
21 près seulement cinquante pour cent (50 %) des
22 dénonciations qui aboutissent avec des
23 représentations en cour. Je nommerai pas la
24 communauté, là, mais c'est une statistique qui
25 m'avait déjà été donnée puis en plus, la façon que

1 ça m'avait été donné, c'est comme si c'est le
2 conseiller parajudiciaire qui faisait pas sa job,
3 mais c'est pas à nous. C'est pas au conseiller
4 parajudiciaire dans son mandat de travailler à
5 partir que l'individu est inculpé jusqu'à sa
6 sentence. C'est ça le mandat du conseiller
7 parajudiciaire, mais ce qui se passe avant, la
8 prévention, tout ça, il y a peu de choses de mises
9 en place. Ça fait que certains programmes à
10 l'occasion qui sont financés sporadiquement, mais
11 il y a rien de suivi, là, au niveau de la
12 prévention du crime puis comment est-ce qu'on peut
13 fonctionner là-dessus. Si on regarde, il y a une
14 ligne présentement qui a été mise en place pour les
15 victimes d'actes criminels. Oui, la ligne a été
16 mise en place. Les gens peuvent faire les
17 dénonciations, mais en bout de ligne, une fois que
18 tout ça c'est fait, ça tombe à la même place que
19 c'était avant. Ça tombe à une place que les
20 services ont pas été augmentés. Ça fait que les
21 dossiers s'accumulent puis là, bien, quand les
22 procureurs vont avoir le temps, ils vont regarder
23 les dossiers s'ils décident pas un jour ou l'autre
24 « bien là, on va laisser tomber parce que ça fait
25 déjà un bout de temps puis on n'est pas sûr de la

1 façon que la dénonciation est faite, si on a
2 suffisamment d'information » ou choses comme ça
3 puis ils poussent pas plus loin. Ça fait qu'il y a
4 encore... oui, c'était bien qu'il y ait ce
5 système-là de mis en place suite aux
6 représentations qu'il y a eues, mais il reste que
7 par la suite, il y a pas plus d'interventions qui
8 peut se faire. Le système est déjà engorgé. Une
9 autre problématique qu'on perçoit au niveau des
10 Autochtones, là, ça devient difficile d'intégrer un
11 Autochtone dans un service particulier selon ses
12 besoins. On fait face au sous-financement des
13 programmes qui est existant présentement puis après
14 ça, l'organisme, là, de service qui est dans sa
15 communauté, là, on va la mettre dans le bout de
16 l'entonnoir. Par la suite, vous avez les
17 différents ministères, qui eux, arrivent avec leur
18 grosse structure, leur mandat spécifique, leurs
19 critères de fonctionnement puis leur façon que les
20 choses devraient être faites puis là, ils
21 descendent tous dans l'entonnoir puis ils disent à
22 l'organisme de services qui est là, là « il faut
23 que tu répondes à tous nos critères. Il faut que
24 tu répondes à toutes nos exigences. Il faut que tu
25 répondes à tout ça », mais lui, ce qui l'intéresse,

1 c'est le service qu'il a à donner à sa clientèle,
2 aux Autochtones qui sont là puis quand vient le
3 temps de donner un service, supposons à un individu
4 qui est judiciairisé, mais qui a un problème de
5 santé mentale, on cogne à Santé. Santé dit « oui,
6 mais il est judiciairisé. C'est Justice. C'est
7 Sécurité publique. C'est pas nous autres ». Tu
8 vas voir « oui, mais il est problème de santé
9 mentale. C'est l'autre ministère ». Ça fait
10 qu'ils se renvoient la balle de ministère en
11 ministère puis on aboutit que l'individu est là
12 puis on n'est pas capable de le rentrer dans aucun
13 des services parce que les ministères nous disent
14 « à cause de telle problématique que l'individu
15 rencontre, il ne cadre plus dans nos critères
16 d'évaluation. Il ne cadre plus dans le critère de
17 personnes que nous à qui on veut donner services ».
18 Ça fait que l'Autochtone qui est pris avec une
19 multitude de problématiques, qui devrait être
20 répondu par le ministère A, B, C, D, bien, quand il
21 vient le temps de lui donner le service, les
22 ministères A, B, C, D, « moi, je payerai pas pour
23 ça. C'est toi. C'est pas moi, c'est toi » puis on
24 finit que l'individu a accès à peu près que dalle,
25 a pas accès à aucun service.

1 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

2 Est-ce que...

3 **M. PAUL TURMEL :**

4 Parce que l'organisme qui donne le service a une
5 accréditation, telle accréditation pour faire telle
6 chose. Là, le ministère, « bien là, lui, il a un
7 problème de santé mentale. Moi, je m'occupe des
8 délinquants ». Supposons que c'est Sécurité
9 publique avec qui l'organisme a l'entente, « oui,
10 mais il est santé mentale. Va voir Santé. C'est
11 Santé qui devrait payer pour ça, pas nous autres ».
12 Puis on se ramasse avec des gens qui sont en bout
13 de ligne, qui tombent entre deux (2) programmes
14 puis on n'est pas en mesure de donner un service
15 puis le temps que ça peut prendre pour essayer de
16 débrouiller tout ça, bien, l'individu, nous, on le
17 perd dans le système puis première affaire qu'on
18 sait, il repasse au palais de justice pour d'autres
19 choses parce qu'on n'a pas été en mesure de lui
20 donner un service adéquat. Oui, Maître?

21 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

22 Est-ce que cette situation-là était amplifiée dans
23 le cas des Autochtones par les problèmes de
24 juridiction provinciale, fédérale versus par
25 exemple conseil de bande? On pense notamment au

1 niveau de la santé, des services sociaux, là.
2 Est-ce que c'est... parce que je comprends que ce
3 constat-là pourrait être fait probablement pour pas
4 mal tous les contrevenants, mais est-ce que c'est
5 amplifié par la question des juridictions?

6 **M. PAUL TURMEL :**

7 La question de juridiction fédérale, provinciale,
8 j'ai pas été jusque-là quand j'ai dit les
9 ministères, là, mais c'est certain que lorsque vous
10 arrivez dans les ministères... écoutez, je suis
11 passé dans les journaux parce que j'ai été dire que
12 Sécurité publique donnait pas les médicaments.
13 Sécurité publique du Québec donnait pas le
14 médicament aux détenus, détenus autochtones. Moi,
15 je faisais affaire avec les Autochtones. « Bien
16 non, c'est pas ça ». Oui, mais après ça, Sécurité
17 publique disait « oui, mais vu que c'est un
18 Autochtone, c'est Santé Canada qui est supposé lui
19 fournir ses médicaments à lui. Pas nous autres ».
20 Puis en plus, ça a mal tombé un peu pour le
21 représentant de Sécurité publique cette fois-là.
22 « Voyons Paul, ça a pas d'allure ce que tu dis.
23 Voyons, quelqu'un qui est... qui a un problème de
24 diabète, voyons, on va y donner ses médicaments
25 c'est sûr ». « Ah, bien ça tombe mal parce que

1 madame, là, qui est en détention à Québec
2 présentement, là, ils lui ont enlevé ses
3 médicaments puis ils lui donnent pas puis elle fait
4 du diabète ». Ils ont réussi à régler ça après,
5 là, mais c'est de donner un exemple. Attends un
6 peu. Hurluberlu de parler comme ça, mais c'est
7 arrivé dans les faits puis je les ai pas ici, mais
8 j'ai encore l'article de journal qui a passé dans
9 le soleil qui mentionnait ça. Puis même, il y
10 avait un autre point. Je peux même pas vous dire
11 si c'est réglé comme tel. Sécurité publique du
12 Québec étant donné que selon la loi sur les
13 Indiens, c'est les services correctionnels du
14 Canada qui doit prendre en charge les services pour
15 les Autochtones. Bien, Sécurité publique du Québec
16 dit « regarde, c'est un détenu, ça, autochtone.
17 Bien, c'est Santé Canada. C'est Services
18 correctionnels du Canada qui devrait prendre en
19 charge les services. Pas nous autres » mais c'est
20 un gars qui a une détention provinciale. Il a
21 fallu s'obstiner avec le ministère uniquement parce
22 que c'est bien beau ce que la loi dit, là, mais là,
23 il est chez vous puis chez vous, là, bien, les
24 Services correctionnels du Canada n'ira pas donner
25 de services chez vous, là. Il est aux Services

1 correctionnels du Québec. Il est en détention à
2 Québec dans la province de Québec. Je veux pas
3 dire au centre de détention de Québec. Je veux pas
4 les viser, là, mais il est au niveau provincial.
5 Ça a été jusque-là pour dire, là, comment est-ce
6 que les ministères essaient de tirer la corde pour
7 pas... pour essayer de limiter leur financement
8 dans ce qu'ils devraient payer.

9 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

10 Pour un Autochtone, c'est doublement vécu. C'est
11 vécu entre les ministères mêmes de l'état québécois
12 et c'est vécu également entre le fédéral et
13 provincial, conseil de bande et autres au niveau
14 des modes de...

15 **M. PAUL TURMEL :**

16 C'est ça.

17 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

18 O.K. Ça fait que donc on pourrait... on pourrait
19 souhaiter que le principe de Jordan s'applique pas
20 uniquement en Santé, services sociaux, mais soit
21 élargi, en fait, à l'ensemble des services donnés
22 aux personnes autochtones. Je vous laisse
23 continuer, Monsieur Turmel.

24 **M. PAUL TURMEL :**

25 Bien, au niveau, moi, dans le cadre de Jordan que

1 je vois, c'est au niveau des délais de la cour, des
2 choses comme ça. C'est certain qu'au niveau des
3 délais de la cour...

4 **LE COMMISSAIRE :**

5 On parlait d'un autre Jordan, Monsieur Turmel.
6 C'est le petit Jordan, là, qui est mort à
7 l'hôpital, là.

8 **M. PAUL TURMEL :**

9 Excusez mon incompréhension...

10 **LE COMMISSAIRE :**

11 Il y a pas de problème.

12 **M. PAUL TURMEL :**

13 ... Monsieur le Commissaire.

14 **LE COMMISSAIRE :**

15 C'est deux (2) Jordan, mais qu'ils parlaient pas de
16 la même chose.

17 **M. PAUL TURMEL :**

18 O.K. Non, je saisis ce que vous voulez dire, mais
19 il reste que... puis c'est sûr que pour
20 l'Autochtone, bien, il arrive en milieu urbain. Il
21 est sorti... pour certains, il est sorti de sa
22 communauté parce qu'au niveau autochtone, là, on
23 peut considérer qu'il y a différents types
24 d'autochtones. Ça, c'est un individu du Service
25 correctionnel Canada qui est arrivé avec cette

1 expression-là. C'est que d'après lui, les
2 Autochtones, il les divisait en trois (3)
3 catégories. Tu avais les Autochtones qui sont qui
4 assimilés, qui vivent en milieu urbain puis eux
5 autres, O.K., ils savent qu'ils sont autochtones,
6 mais ils en font pas de cas puis ils vivent dans le
7 milieu urbain. Ils sont assimilés, point. Après
8 ça, vous avez les Autochtones qui vivent en milieu
9 urbain, mais qui eux, ils tiennent à leur titre
10 autochtone puis ils aimeraient bien être en mesure
11 que même s'ils sont en milieu urbain, d'être
12 reconnus pour tel puis d'avoir accès puis d'avoir
13 droit aux services que leur donne le fait qu'ils
14 sont autochtones puis qu'ils devraient avoir accès
15 étant donné qu'il sont autochtones pour répondre à
16 leurs besoins puis par la suite, on a les Indiens
17 statués qui eux n'ont jamais sorti de leur
18 communauté. Ils demeurent dans leur communauté
19 puis qui ont toujours vécu dans leur communauté
20 puis ils savent ce qui se passe un peu dehors, mais
21 ils vivent dans leur communauté puis ils sont
22 intéressés à continuer de vivre que ça. C'est plus
23 traditionnel la façon qu'ils vivent puis ils sont
24 bien comme ça puis ils veulent le faire, mais suite
25 à ça, moi, j'ai rencontré un anthropologue dans un

1 cadre d'une recherche pour l'Université Laval puis
2 l'Université de Montréal puis l'anthropologue, elle
3 me dit « oui, mais moi, j'ai demeuré chez les
4 Algonquins puis ce qu'on vit présentement, là,
5 c'est... oui, on a nos Autochtones... » elle a
6 confirmé les Autochtones en milieux urbains,
7 assimilés. Ceux qui... milieux urbains puis qu'ils
8 reviennent en communauté, c'est différent que celui
9 qui est pas sorti. On voit ces différences-là puis
10 celui qui est jamais sorti, mais depuis un bout de
11 temps, on en a un autre Autochtone. C'est
12 l'Autochtone qui sort du Service correctionnel du
13 Canada, qui lui, arrive avec des valeurs
14 autochtones qui sont (inaudible) générales du
15 programme du Service correctionnel du Canada qui
16 est pancanadien, qui a été élaboré surtout pour
17 baser sur des programmes des nations autochtones de
18 l'Ouest puis il les applique à la grandeur du
19 Canada. Même dans l'Ouest, il y a un aîné lorsque
20 j'étais sur un autre comité qui est allé dire
21 « oui, mais nous autres, le programme, là... nous
22 autres, on est des Indiens de la côte. On est des
23 Autochtones de la côte, là puis le programme comme
24 tel, tu sais, ce qui est vécu, oui, il y a des
25 choses de base qui nous touchent, mais c'est pas

1 tout à fait comme ça nous autres qu'on
2 fonctionne ». Ça fait que imaginez-vous si celui
3 de l'Ouest ressent ça que l'Autochtone du Québec
4 qui passe dans tout ça qui retourne dans sa
5 communauté après, il est perçu comme quelqu'un
6 « voyons, d'où est-ce qu'il vient? C'est pas ça.
7 C'est pas comme ça qu'on fonctionne chez nous ».
8 C'est d'où vient le besoin d'avoir une flexibilité
9 dans les programmes pour être en mesure de
10 l'adapter selon d'où viennent nos gens, nos
11 Autochtones puis que ça puisse faciliter leur
12 réinsertion sociale dans leur propre communauté par
13 la suite.

14 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

15 Est-ce que ça serait un bon moment pour prendre une
16 petite pause dans votre présentation?

17 **M. PAUL TURMEL :**

18 Il y a pas de problème.

19 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

20 Oui? Je vous...

21 **LE COMMISSAIRE :**

22 Alors, on prend un quinze (15), vingt (20) minutes?

23 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

24 Quinze (15), vingt (20) minutes, Monsieur le
25 Commissaire, s'il vous plaît.

1 **LE COMMISSAIRE :**

2 Très bien.

3 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

4 Merci.

5 **LE COMMISSAIRE :**

6 Alors, à tout à l'heure.

7 SUSPENSION

8 -----

9 REPRISE

10 **LA GREFFIÈRE :**

11 Reprise de l'audience.

12 **LE COMMISSAIRE :**

13 Alors rebonjour. Me Barry-Gosselin, nous
14 continuons avec monsieur Turmel?

15 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

16 C'est exact. Je pense qu'on en était rendu au
17 point de parler plus spécifiquement des libérations
18 conditionnelles, en fait. Je vous laisse donc
19 continuer votre présentation.

20 **M. PAUL TURMEL :**

21 On serait peut-être rendu à regarder d'où viennent
22 les difficultés, là, pour un Autochtone d'avoir
23 accès à la libération conditionnelle au sein d'une
24 communauté autochtone. Premier point qu'on a à
25 regarder, bien, c'est le départ de la libération

1 conditionnelle. C'est la préparation du plan de
2 libération. Souvent, les plans de libération sont
3 lacunaires pour un Autochtone. Ils ont pas
4 d'informations concernant les ressources dans la
5 communauté. Il y a un manque de connaissances des
6 particularités des communautés, de la structure de
7 fonctionnement de la communauté puis aussi du
8 niveau d'implication de cette communauté-là, ce
9 qu'on pourrait appeler au sein de l'administration
10 de la justice. Ça vous va?

11 **LE COMMISSAIRE :**

12 Ça va. Non, c'est parce que je me demandais si on
13 pouvait monter le son un peu.

14 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

15 Voulez-vous que j'aille vous chercher des
16 écoutateurs, Monsieur le Commissaire?

17 **LE COMMISSAIRE :**

18 Peut-être. Oui, s'il vous plaît.

19 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

20 Est-ce que vous me permettez de me lever?

21 **LE COMMISSAIRE :**

22 Oui, bien sûr.

23 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

24 Oui?

25 **LE COMMISSAIRE :**

1 Merci.

2 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

3 Donc Anne-Marie s'en occupe. Le son est pas...

4 **LE COMMISSAIRE :**

5 Ça va, on continue.

6 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

7 Est difficile à l'avant. Donc ce que vous parliez,
8 en fait, c'était la première difficulté que vous
9 avez constatée en lien avec les libérations
10 conditionnelles, c'est au niveau de l'élaboration
11 même du plan de libération. On se rappellera, en
12 fait, peut-être ou on informera Monsieur le
13 Commissaire que ce plan de libération là est rédigé
14 par les agents de probation...

15 **M. PAUL TURMEL :**

16 Détention.

17 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

18 ... à l'intérieur des... à l'intérieur des centres
19 de détention en vue d'une audience à la libération
20 conditionnelle. C'est donc le plan qu'un
21 contrevenant va présenter à la Commission
22 québécoise des libérations conditionnelles pour
23 faire l'objet d'une libération.

24 **M. PAUL TURMEL :**

25 C'est ça.

1 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

2 O.K.

3 **M. PAUL TURMEL :**

4 C'est certain que le plan est fait aussi en
5 collaboration avec le délinquant, mais dans
6 certains cas, là lorsque vous avez un individu qui
7 est limite, qui est pas moins articulé, bien, c'est
8 l'agent de probation, là, qui prend la pôle pour
9 élaborer le plan de libération. Ça fait que si
10 l'agent de probation n'a pas les informations
11 nécessaires ou nécessaires, adéquates en ce qui
12 pourrait être possible de donner à cet individu-là
13 en communauté, bien, c'est certain que lui, il va
14 regarder son plan de libération puis dire « oui,
15 sais-tu, au lieu de t'en retourner dans ta
16 communauté... » supposons Pikogan, là, «... bien,
17 on va t'envoyer au CRC d'Amos à la place. Il me
18 semble que tu vas être mieux encadré là », mais
19 c'est peut-être pas nécessairement le besoin de
20 l'individu qu'au niveau de facilité à la
21 réinsertion sociale dans sa communauté. Puis je
22 voulais pas mettre le CRC d'Amos en... c'était
23 juste un exemple, là, de l'envoyer dans un CRC.
24 Lui, c'était... généralement, c'est le plus proche
25 qu'ils essayent de les envoyer. Après ça, c'est le

1 manque de ressources pour favoriser la libération
2 conditionnelle, la réinsertion sociale dans les
3 communautés. Les ressources, là, elles sont
4 insuffisantes. Des fois, pour permettre à
5 quelqu'un d'avoir accès à la libération
6 conditionnelle, bien, ils vont demander aux
7 services sociaux de la communauté « bien, tu
8 prendrais-tu en charge? Tu le rencontrerais-tu à
9 tant de fois par mois ou tant de fois par
10 semaine? » puis des choses comme ça puis ils
11 élaborent un plan comme ça, mais l'intervenant
12 Santé et services sociaux lui a déjà son mandat à
13 remplir puis en fin de compte pour ne pas dire non
14 parce que ça les dérange des fois de dire non,
15 bien, il dit oui. Ils rencontrent l'individu
16 pendant un bout de temps, mais après un bout de
17 temps, lui, son travail qu'il pensait avoir à faire
18 au niveau des services sociaux, le gars est
19 fonctionnel dans la communauté. Il a sa famille.
20 Ça roule pas mal. Il ne sent plus le besoin de
21 rencontrer cet individu-là, mais l'individu est
22 encore en libération conditionnelle. Il tombe où?
23 C'est qui qui va faire le suivi si l'agent de Santé
24 et services sociaux lui... « regarde, moi, je n'ai
25 plus besoin de te rencontrer », mais lui, comme

1 tel, il a pas la responsabilité de la libération
2 conditionnelle puis il a pas de suivi à faire ou
3 quelqu'un qui est en probation avec suivi, c'est la
4 même chose. La période du suivi est déterminée
5 puis c'est l'agent de probation qui va décider
6 quand est-ce que ça va se terminer, mais il sait
7 pas. C'est pas tout à fait fonctionnel d'espérer
8 que les communautés soient en mesure de donner des
9 services en libération conditionnelle puis en
10 suivis puis en réinsertion sociale pour les
11 délinquants étant donné que les ressources qu'ils
12 ont déjà sont déjà utilisées pour faire le mandat
13 qu'ils ont à faire puis on leur en demande d'en
14 faire plus, mais sans ressources spécialisées puis
15 préparées pour faire ce genre de travail là. Après
16 ça, c'est... l'autre difficulté qu'on rencontre,
17 c'est les critères généralement appliqués pour
18 déterminer l'octroi ou le refus de la libération
19 conditionnelle. C'est sûr qu'un Commissaire qui a
20 à prendre la décision de libérer, s'il arrive avec
21 un plan de libération structuré, travaille, il a
22 des ressources pour le suivre, il a tout en fin de
23 compte. Après ça, bien, tu as l'agent de
24 libération qui est proche puis il y a des services
25 disponibles alentour. Le gars va retourner aux

1 études parce que c'est possible dans ce coin-là.
2 C'est plus facile de structurer un projet en milieu
3 urbain que de le structurer dans une communauté où
4 les ressources sont déficientes. Ça fait que ça
5 met un peu un frein à l'ouverture du Commissaire de
6 dire « oui, mais là, je le sais pas trop où je
7 l'envoie. Je sais pas trop qu'est-ce qui pourrait
8 lui être donné comme services. J'ai une
9 recommandation peut-être d'aller là, mais c'est...
10 il me semble qu'il manque des liens pour attacher
11 tout ça puis d'assurer la protection de la
12 société ». L'objectif des Commissaires, le premier
13 objectif que ça soit au fédéral ou à la Commission
14 québécoise, c'est la protection de la société. La
15 différence entre les deux (2) lois, c'est que la
16 loi au niveau provincial, « quels sont les critères
17 qui vont faire que je lui donnerai pas sa
18 libération conditionnelle? » tandis qu'au fédéral,
19 c'est « qu'est-ce qui ferait qu'il faudrait que je
20 lui donne sa libération? » L'analyse est
21 différente. Il y a un côté que c'est négatif.
22 L'autre côté, c'est positif puis ça vient changer
23 un petit peu la modalité de fonctionnement, mais
24 ça, les gens qui préparent les rapports, bien, eux
25 autres aussi le savent. Les gens du provincial

1 sont habitués avec la loi du provincial. Ça fait
2 qu'ils le font dans ce sens-là, mais moi, j'ai vécu
3 les deux (2) puis c'est une approche qui est
4 différente, mais il reste que la problématique,
5 manque de service, manque de connaissances des
6 communautés, manque de connaissances au niveau
7 autochtone puis également, là, le sous-financement
8 des services qui sont là présentement fait que
9 c'est une difficulté pour être en mesure d'élaborer
10 des programmes puis de donner des services adéquats
11 surtout à la clientèle de judiciarisés. Alors,
12 dans certains cas, ils sont pas admis parce qu'ils
13 sont judiciarisés dans le programme. On arrive par
14 la suite au manque de formation des Commissaires de
15 la Commission québécoise des libérations
16 conditionnelles. Que ça soit au niveau des
17 communautés de savoir il y a tant de communautés,
18 il y a tant de nations, il y a des Premières
19 Nations, des Métis, des Inuits, mais il faudrait
20 aller plus loin que ça. On peut pas uniquement se
21 limiter à faire le pedigree des nations qui
22 existent puis dire « c'est ça au Québec, ça fait
23 que vous avez affaire à *dealer* avec ces gens-là ». *dealer*
24 Il faut rentrer plus loin. Il faudrait faire
25 face... il faudrait qu'ils soient en mesure, là, de

1 faire face aux opportunités ou de connaître les
2 opportunités de prise en charge par les
3 communautés. Ça varie d'une place à l'autre, mais
4 ça devrait se faire. Il y a des endroits où que
5 vous pouvez avoir accès à des services pour
6 quelqu'un qui est en libération conditionnelle qui
7 pourrait être en mesure de favoriser sa réinsertion
8 sociale puis également d'assurer la protection de
9 la société qui est le mandat de la Commission,
10 d'assurer la protection de la société. Mais
11 comment ça peut se faire? C'est là que ça devient
12 difficile pour un Commissaire en communauté de dire
13 « oui, mais c'est bien beau, ils me disent... » On
14 va prendre un exemple. Il y a un aîné, là, à
15 Obedjiwan, qui lui, a travaillé aux Services
16 correctionnels du Canada, qui fait ce genre de
17 services là puis il est prêt à le suivre puis à
18 l'encadrer puis à le rentrer dans le programme
19 qu'ils ont chez eux, mais c'est pas tous les
20 Commissaires qui sont au courant de ça. Moi, j'ai
21 eu l'avantage de savoir ça parce que d'un, c'est
22 nous-mêmes qui avons, via les services
23 parajudiciaires, qui avons rentré l'individu aux
24 Services correctionnels du Canada que lui a
25 continué son travail au sein de sa propre

1 communauté à ce niveau-là de connaître les
2 communautés, de leurs particularités puis les
3 services puis en plus, bien, quels services qui
4 devraient être adaptés aux Autochtones dans les
5 communautés. On pourrait même aller à dire il y a
6 peut-être un manque de Commissaires autochtones à
7 la CQLC. D'avoir des Autochtones comme
8 Commissaires, tant mieux si c'est un Autochtone qui
9 a une vision générale de l'ensemble des communautés
10 qui est au fait de toutes les disparités qui
11 peuvent exister au sein des communautés, ça serait
12 encore mieux, mais au moins qu'il y ait plus de
13 Commissaires autochtones qui viennent peut-être de
14 différentes régions, différentes nationalités pour
15 être en mesure d'amener ces couleurs-là différentes
16 qui pourraient éclairer les autres Commissaires
17 aussi fassent le reste. Que vous rencontrez un
18 Autochtone, bien, parlez-leur donc à ces gens-là,
19 vont être en mesure de vous dire « bien oui, mais
20 cette communauté-là, attends un peu, je vais
21 vérifier quelque chose » puis « oui, il y a telle,
22 telle, telle chose qui pourrait être faite ». De
23 la façon qu'il pourrait être structuré là-bas, là,
24 moi, ça me dérangerait pas de le libérer parce
25 qu'il va avoir un encadrement puis si jamais il y a

1 quelque chose qui fait pas, bien là, les services
2 de probation vont rentrer en ligne de compte,
3 l'agent de libération conditionnelle, l'agent de
4 probation puis la protection de la société serait
5 assurée. L'autre point qui est difficile aussi
6 pour les Commissaires, c'est de les retourner dans
7 leur milieu. Si on prend un Autochtone qui a
8 commis ses délits en milieu urbain puis il décide
9 de s'en retourner dans sa communauté, bien, c'est
10 quasiment comme déjà un facteur de protection. Il
11 s'en va ailleurs puis le « ailleurs » d'où il vient
12 dans sa communauté, on a jamais entendu parler que
13 ce gars-là était criminalisé. Ça fait que tout de
14 suite là, « c'est le fun, ça. On a un petit... on
15 a un petit point pour s'accrocher pour dire que
16 oui, ça fait du sens d'être sur la libération
17 conditionnelle », mais souvent, au niveau des
18 communautés, tout le monde le sait. C'est les
19 endroits où les taux de criminalité sont les plus
20 élevés. La consommation de drogue, consommation
21 d'alcool, c'est très élevé. Ça fait que c'est un
22 irritant aussi pour un Commissaire, là. « Est-ce
23 que je m'embarque, moi, là, pour avoir une
24 révocation bientôt? » Quoi que c'est même pas à
25 prendre en décision, mais il reste que certains

1 Commissaires, je pense, ils ont ça un petit peu à
2 l'idée. Tant qu'à libérer un gars pour risquer
3 qu'il soit révoqué, on va le laisser en dedans. Ça
4 va faire pareil. Ça peut être... aller jusqu'à ce
5 point-là, mais il y a pas d'évaluations qui sont
6 faites au niveau des Commissaires en termes de
7 nombre de... c'est parce que je veux juste corriger
8 mon tir un petit peu, là. Il y a pas d'évaluation
9 de faite en termes de Commissaire là-dessus, mais
10 il reste que le Commissaire qui va voir ça passer
11 souvent, bien, peut-être que la protection de la
12 société est pas assurée en faisant ce genre de
13 pratique là. Ça fait qu'on va peut-être y repenser
14 deux (2) fois. Puis le dernier point qui favorise
15 pas la libération conditionnelle puis le suivi de
16 la probation en communauté, bien, c'est
17 l'inflexibilité des modèles actuels de surveillance
18 qui ne permettent pas de s'ajuster afin de
19 permettre l'accès à la libération conditionnelle et
20 un suivi de probation dans les communautés. C'est
21 certain qu'un suivi de probation si quelqu'un a une
22 ordonnance de probation, c'est bien rare que le
23 juge va donner une ordonnance de probation. Alors,
24 toi, tu viens de telle communauté, mais tu vas
25 passer ta probation dans le sud. Ça, c'est moins

1 puis là, c'est au service de probation. Il a une
2 probation, il a une probation avec suivi de tant de
3 temps, bien, c'est à eux autres à s'organiser pour
4 essayer le faire. Comment est-ce qu'ils font?
5 C'est là que la partie peut être questionnée puis
6 le suivi devrait être mieux adapté pour répondre
7 aux besoins du délinquant qui est là. S'il est en
8 suivi, c'est parce qu'il a des besoins, mais il
9 faudrait que le service de suivi de probation, là,
10 soit en mesure de répondre à ces besoins-là puis
11 d'être présent puis d'être en mesure de faciliter à
12 la réinsertion sociale de l'individu ce qui est un
13 manque présentement.

14 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

15 Avant qu'on passe à votre prochain point, en fait,
16 j'aurais peut-être quelques questions en lien avec
17 les libérations conditionnelles. Avez-vous
18 l'impression aussi, en fait, que les principes de
19 détermination qui doivent guider les tribunaux de
20 la détermination de la peine des contrevenants
21 autochtones, de l'arrêt Gladue, la (inaudible)
22 718-EE ne sont pas appliqués par la Commission
23 québécoise des libérations conditionnelles?
24 C'est-à-dire que non seulement on se fait enseigner
25 en fait que, bon, les traumatismes

1 intergénérationnels doivent être pris en
2 considération au niveau de la (inaudible) de la
3 culpabilité morale du délinquant, mais aussi le
4 fait que le mode de détermination de la peine et
5 les options possibles doivent être élargis dans le
6 cadre d'un délinquant autochtone. Donc tu sais,
7 qu'on doit donc évaluer d'une manière différente,
8 en fait, le processus même de détermination.
9 Avez-vous l'impression que la Commission québécoise
10 des libérations conditionnelles met en place ces
11 principes-là en disant « aujourd'hui, on a un
12 contrevenant autochtone qui passe à la Commission
13 québécoise des libérations conditionnelles. On va
14 donc adapter notre évaluation du plan, notre
15 évaluation, en fait, du... même du processus
16 d'audience pour l'adapter » ou vous avez
17 l'impression que le contrevenant d'origine
18 autochtone va être traité de la même manière qu'un
19 contrevenant avec la même évaluation des critères
20 qu'un contrevenant non autochtone?

21 **M. PAUL TURMEL :**

22 Ce que je peux vous confirmer là-dessus, c'est du
23 temps que moi j'ai siégé, j'ai siégé jusqu'en deux
24 mille quatorze (2014) pour la Commission québécoise
25 des libérations conditionnelles, on n'avait pas de

1 représentations au niveau des rapports Gladue. Les
2 spécificités au niveau autochtone, ça dépendait de
3 l'agent de probation qui préparait le plan de
4 libération conditionnelle. C'est ça qu'on avait,
5 nous, accès au... bien là, je dis « nous » en tant
6 que Commissaire, là. On avait accès au dossier du
7 délinquant. On pouvait voir dans le dossier s'il y
8 avait eu admettons un rapport présentenciel. S'il
9 avait eu même un rapport Gladue, on aurait pu avoir
10 accès au rapport Gladue là-dessus, mais dans le
11 temps que moi j'ai siégé, on n'en voyait pas
12 souvent. Les rapports Gladue, il faut se garder à
13 l'esprit qu'il est fait comme le rapport
14 présentenciel à la demande du juge. Du moins, moi
15 quand je pratiquais, là, c'était comme ça. Est-ce
16 qu'aujourd'hui, c'est un automatisme? Un
17 Autochtone, on fait un rapport Gladue? Je le crois
18 pas. Je me suis informé un petit peu puis ça
19 semble pas être comme ça. Si le juge n'en fait pas
20 la demande puis de toute façon lorsque le juge en
21 fait la demande, c'est parce que lui, dans sa
22 détermination de la peine, dans l'ensemble des
23 critères qu'il doit... la panoplie de critères que
24 le juge doit analyser pour évaluer et faire la
25 détermination de la peine, c'est dans son esprit.

1 Il prend en considération que « oui, c'est un
2 Autochtone. Avec ce que j'ai vu passer dans le
3 dossier, ça me semble quelque chose que j'aurais de
4 plus dans le dossier pour être en mesure de
5 déterminer une peine... sans dire "adaptée aux
6 Autochtones ", mais adéquat dans le cas de cet
7 individu-là en prenant en considération pas les
8 restrictions, mais les conditions, les normes que
9 la loi lui donne au niveau du Code criminel » que
10 vous avez mentionné tout à l'heure puis après ça,
11 ça permet peut-être au juge de voir, d'avoir accès
12 à ce qui pourrait être fait. C'est arrivé dans au
13 moins un cas que je suis au courant, là puis c'est
14 un cas qui est assez récent. Procureur de la
15 défense, procureur de la couronne avaient des
16 propositions différentes puis le juge est arrivé
17 avec une sentence... uniquement une sentence
18 d'incarcération en communauté avec une période de
19 probation contrairement aux deux (2) que... les
20 deux (2) demandaient une période d'incarcération
21 qui était différente. Puis ça, ça a découlé de
22 l'analyse que le juge a faite dans le centre des
23 facteurs aggravants, facteurs atténuants et
24 également problème du rapport Gladue qu'il avait
25 demandé. Puis dans le rapport Gladue, bien, la

1 personne qui avait fait ce rapport-là est allée
2 même jusqu'à suggérer des pistes de possibilités de
3 services qui pourraient être donnés puis ça fait
4 partie un peu du rapport qu'ils ont à faire. Du
5 moins moi ce que j'aurais aimé qui soit inclus dans
6 les rapports rapports Gladue, il y aurait ça aussi
7 tandis que dans certains cas, bien, ils allaient
8 pas aussi loin que ça.

9 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

10 Et je comprends que vous pouvez pas parler de la
11 pratique actuelle, mais de la pratique qui avait...

12 **M. PAUL TURMEL :**

13 Actuellement, au niveau des rapports Gladue, oui,
14 il y en a un peu plus de faits à la demande des
15 juges, mais ça sera peut-être pas dans tous les cas
16 que la Commission va pouvoir avoir accès à un
17 rapport Gladue. La Commission ne pourra pas
18 arriver puis dire « bien, nous autres, on aimerait
19 ça en avoir un en plus » l'agent de probation
20 (inaudible) trouver. Ils vont demander peut-être
21 des informations supplémentaires, mais on peut pas
22 aller jusque-là puis même demander lors de
23 l'audience à l'agent de probation « oui, mais là,
24 au lieu de l'envoyer dans le CRC à telle place, tu
25 as-tu pensé à vérifier voir les services qu'il y

1 aurait dans sa communauté? » des choses comme ça.
2 On peut pas arriver comme ça en audience avec un
3 plan de sortie que nous autres, on penserait qui
4 serait mieux adapté à cet individu-là. C'est pas
5 le rôle du Commissaire d'aller jusque-là. Des
6 fois, ça m'a tenté, là, mais c'était pas mon rôle.

7 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

8 Ça fait que le rôle du Commissaire, c'était
9 d'évaluer le plan qui vous était proposé. Le plus
10 souvent...

11 **M. PAUL TURMEL :**

12 Le plan de sortie, le cheminement de l'individu a
13 fait... D'un, l'ensemble de la délinquance de
14 l'individu, le cheminement qu'il a fait avec les...
15 concernant l'ensemble de sa criminalité surtout les
16 infractions actuelles qui ont amené la sentence
17 actuelle. Après ça, voir les ressources qui sont
18 disponibles, l'encadrement qu'il pourrait avoir,
19 les services qui sont disponibles, qu'est-ce qui
20 peut assurer la protection de la société. Dans
21 tout ça, le point principal, là, le gars peut avoir
22 le plus beau plan de sortie, mais si le Commissaire
23 a l'impression que la protection de la société est
24 pas assurée par le plan de sortie, je pense pas que
25 le... moi, en tout cas, je la donnerais pas puis je

1 pense pas que les autres Commissaires le fassent
2 non plus. Je peux pas parler au nom des
3 Commissaires puis je peux pas parler au nom de la
4 Commission non plus. Moi, je parle au nom d'un
5 retraité, là, qui a vécu certaines choses puis
6 c'est ça.

7 **LE COMMISSAIRE :**

8 Mais maintenant... excusez-moi. Mais dans votre
9 autre vie comme Commissaire aux libérations
10 conditionnelles, est-ce qu'il y a vraiment quelque
11 chose qui vous aurait empêché de demander un
12 complément d'enquête pour prendre une décision?

13 **M. PAUL TURMEL :**

14 Bien, la difficulté dans tout ça, c'est que surtout
15 au provincial lorsqu'on arrive à la libération
16 conditionnelle de l'individu, si on demande à avoir
17 des informations supplémentaires, là, on vient de
18 retarder cet individu-là puis les délais sont pas
19 longs au provincial. Les sentences sont courtes,
20 la période que la Commission peut rencontrer les
21 gens, c'est proche des dates où est-ce qu'il a
22 accès. Ça fait que d'aller dans ce sens-là, c'est
23 quasiment dire à l'individu « bien regarde, là... »
24 Il dit « on va te retarder puis on sait pas quand
25 on va avoir les informations ». Qui va être... mais

1 d'un, qui va aller chercher? Ça va être le Service
2 correctionnel. Puis Service correctionnel peut
3 nous arriver en bout de ligne « bien regarde, nous
4 autres, on n'a rien trouvé ». On n'a pas
5 d'autorité pour imposer aux Services correctionnels
6 (inaudible). On peut leur demander, mais est-ce
7 que l'agent de probation va faire autre chose que
8 ce que lui prévoyait dans son plan de libération?
9 Est-ce qu'il va vraiment être en mesure de rentrer
10 en contact avec la communauté pour aller chercher
11 ces informations-là? Est-ce qu'il va avoir, lui,
12 accès à ces informations-là de la communauté? S'il
13 prend le téléphone « bon, bien moi, je suis agent
14 de probation. Je suis à telle place puis j'aurais
15 besoin d'informations sur telle famille »,
16 admettons, ou « j'ai besoin d'information... » pas
17 sûr qu'il va se faire répondre.

18 **LE COMMISSAIRE :**

19 Ça fait que quelqu'un reste détenu alors que
20 parfois, on pourrait poser la question et vérifier
21 combien de temps peut prendre la réponse?

22 **M. PAUL TURMEL :**

23 C'est un fait puis souvent, quand on arrivait avec
24 des positions comme ça, bien, plus au fédéral parce
25 qu'au fédéral, on avait les agents de liaison qui

1 étaient là. C'est l'agent de liaison qui est en
2 mesure d'amener ces informations-là que l'agent de
3 libération conditionnelle amenait pas. Peut-être
4 que les intervenants du Service correctionnel du
5 Québec vont être en mesure, eux, de mettre cette
6 couleur-là dans les rapports. Est-ce qu'ils vont
7 le faire? Je le sais pas, mais ça serait une
8 pratique qui pourrait être mentionnée que
9 « regardez, les gens qui sont là pour les aider,
10 là, dans leur processus de détention provinciale,
11 là, bien, préparez donc aussi la sortie puis
12 impliquez-vous donc à ce niveau-là puis allez donc
13 voir, vous, qu'est-ce qui serait disponible dans
14 les communautés? » D'un, ça va être des
15 Autochtones qui vont être là. S'ils sont pas en
16 mesure d'avoir de contacts avec la communauté eux
17 autres mêmes, bien, ils vont pouvoir parler avec un
18 de leurs collègues ou l'organisme des Services
19 parajudiciaires parce que c'est les Services
20 parajudiciaires qui ont cette entente-là, d'appeler
21 quelqu'un là puis « regarde, on va te trouver
22 quelqu'un nous autres qui va te... qui va être en
23 mesure de rentrer en contact puis d'avoir les
24 informations ». Ça, c'est peut-être une chose qui
25 pourrait être améliorée en autant que le mandat de

1 ces gens-là va se rendre jusque-là. Ça pourrait
2 être déjà un atout pour faciliter la libération
3 conditionnelle aux Autochtones puis je peux pas
4 vous dire si le programme présentement est
5 structuré pour ça ou non. J'ai... ça manque à ma
6 culture, je m'excuse. C'est tout récent. Ça vient
7 juste d'être signé cette entente-là puis les gens
8 devraient être... je pense qu'il y en a un à
9 Sept-Îles comme vous avez mentionné puis il devrait
10 en avoir d'autres prochainement.

11 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

12 Au niveau de l'évaluation du plan, si l'objectif de
13 la Commission québécoise des libérations
14 conditionnelles est d'assurer la protection de la
15 société, évidemment, des communautés, est-ce que
16 vous pensez qu'au niveau de l'évaluation du plan,
17 il pourrait y avoir une adaptation de dire
18 « peut-être qu'un contrevenant autochtone, le fait
19 d'avoir un plan de retourner dans sa communauté,
20 pratiquer des activités traditionnelles... » qui
21 pourraient par ailleurs lui donner accès à une arme
22 à feu dans le contexte où il y a pas
23 d'interdiction, là, mais par exemple de la chasse
24 ou de la pêche traditionnelle «... en étant sur son
25 territoire peut être un plan en fait qui participe

1 à la protection durable de la société? » Est-ce
2 que vous avez l'impression que les Commissaires ou
3 en fait que la Commission vous permet d'être ouvert
4 à ce type de réflexion là de dire « qu'est-ce qui
5 assure la protection durable de la société »? Il
6 doit peut-être être évalué différemment dans le cas
7 d'un contrevenant autochtone versus un contrevenant
8 allochtone ou vous avez l'impression que ce sont
9 les mêmes critères que vous expliquez, par exemple,
10 au niveau de l'encadrement, l'employabilité, la
11 structure, le milieu de vie, les critères
12 standards, là, si je peux dire?

13 **M. PAUL TURMEL :**

14 Si les Commissaires n'ont pas d'informations
15 spécifiques qui pourraient être disponibles dans la
16 communauté, c'est sûr qu'ils se rendront pas plus
17 loin que ça. Eux, ils vont travailler avec le
18 dossier qu'ils ont en main, mais il y aurait
19 peut-être un intérêt pour eux d'avoir plus
20 d'informations, mais ils ne l'ont pas puis les
21 décisions se rendent sur le banc, hein, à la
22 Commission? Puis au niveau Québec, si tu dis à
23 l'individu « bien, dans deux (2) semaines,
24 peut-être qu'on va avoir l'information », mais dans
25 deux (2) semaines, sa date, là, elle va peut-être

1 bien être passée puis il va être retardé puis après
2 ça, il y a tout le volume de... le rôle des
3 audiences qui est fait un mois d'avance, là.
4 Comment ça pourrait se structurer? Je le sais pas,
5 mais dans les informations qui pourraient être
6 disponibles, c'est comme j'ai dit tantôt, c'est
7 lors de la préparation du plan de libération. Les
8 Commissaires travaillent avec les informations
9 qu'ils ont en main puis lorsque les Commissaires,
10 moins au Québec, mais au fédéral lorsqu'ils
11 reçoivent des informations sur le banc, là, c'est
12 dérangentant puis d'un, ça va même... au niveau de la
13 loi, là, l'individu, c'est son audience. Le
14 délinquant, c'est son audience puis lui, il peut
15 arriver puis dire « minute, là. C'est de
16 l'information additionnelle, ça. Moi, je l'ai pas
17 eue. Normalement, selon la loi, je suis supposé
18 avoir ça quinze (15) jours avant ». Ça fait que
19 c'est un peu une problématique, mais souvent
20 lorsque ces informations-là sont données, c'est un
21 peu à l'avantage du délinquant. Si c'est des...
22 non, c'est arrivé aussi que c'était pas à
23 l'avantage du délinquant, là. Il a fallu que le
24 Commissaire, il s'organise avec ça, là, mais c'est
25 la prérogative du détenu d'avoir les informations

1 deux (2) semaines avant son audience au fédéral.
2 Au provincial, je me souviens pas du délai. Il y
3 en a certainement un aussi, mais je me souviens
4 pas.

5 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

6 Mais je comprends que principalement, vous voyez le
7 travail devrait être fait en amont pour s'assurer
8 que le plan qui est soumis au Commissaire aux
9 libérations conditionnelles soit...

10 **M. PAUL TURMEL :**

11 Le Commissaire pour savoir toute l'information
12 pertinente pour être en mesure de prendre une
13 décision éclairée dans tout ça puis de la... on
14 avait un terme, nous, qu'on disait. C'est de
15 l'information « sûre et convaincante ». À ce
16 niveau-là, ça prendrait des ressources aussi pour
17 être en mesure, là, d'établir les liens avec les
18 communautés puis de voir... qu'est-ce qui s'est
19 développé à telle place? Quel programme qui est
20 là? Est-ce que le programme Ocean qu'il y avait,
21 là, est-ce qu'il existe encore? Ça fonctionne-tu?
22 Ils sont-tu prêts à le prendre? Il y a-tu
23 quelqu'un qui a fait toutes ces modalités? Il faut
24 que ça soit fait avant l'audience de libération.
25 Puis même au niveau du retour dans la communauté,

1 la famille, en général, on a besoin... bien, la
2 famille sont-tu prêts à le reprendre? Bien, soit on
3 a une lettre, on a... on a quelques... un document
4 dans le dossier qui nous dit que oui, c'est fait.
5 C'est vérifié. On a des informations puis ils sont
6 prêts à faire ça, ça, ça, ça dans le cadre du suivi
7 qu'ils ont à faire et ça prend toutes ces
8 informations-là puis si le Commissaire les a pas,
9 il est moins enclin à laisser la personne sortir.
10 Puis ce qui arrive aussi, c'est étant donné que
11 c'est difficile pour un Autochtone d'avoir accès à
12 des services, bien, il renonce à sa libération
13 conditionnelle. Il voit pas le bout du tunnel. Ça
14 fait que tant qu'à aller là à me faire brasser par
15 ces gens-là parce que souvent, c'est un peu
16 l'impression qu'ils ont. C'est qu'ils vont se
17 faire questionner, ça va être ardu un petit peu
18 puis souvent, bien, on essaye de leur tirer les
19 vers du nez, là. « Comment ça va? Puis tu as-tu
20 vraiment cheminé? Puis c'est quoi tu as fait? »
21 puis tout ça. Ça fait que ça les fatigue un peu
22 puis « tu as-tu vraiment des remords, là, sur ce tu
23 as fait? Puis tu es-tu prêt à rentrer en société
24 en respectant les normes de la société ou de la
25 communauté? » Ça fait que tant qu'à passer là,

1 souvent, les gens renoncent puis présentement, je
2 ne sais pas les dernières années, mais les derniers
3 temps que moi j'étais là, le taux de renonciation
4 augmente au niveau des libérations conditionnelles.
5 Ça fait que les gens, au lieu de passer à la
6 Commission, bien, « regarde, on y va pas puis c'est
7 tout puis on finira notre sentence puis on verra
8 après ».

9 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

10 Ça, vous parlez des contrevenants autochtones ou
11 tous confondus, en fait?

12 **M. PAUL TURMEL :**

13 En général puis les Autochtones, bien, vous pouvez
14 accentuer le pourcentage comparativement à la
15 population en général. Au niveau des Autochtones,
16 c'était déjà plus élevé. Ils ont moins accès à la
17 libération conditionnelle. Ça, ça fait des
18 décennies que c'est connu, ça que les... pas juste
19 ils ont moins accès, c'est... ils y vont pas.

20 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

21 Donc il y a de plus renonciations pour les
22 contrevenants autochtones que pour l'ensemble de la
23 population carcérale?

24 **M. PAUL TURMEL :**

25 Je le croirais étant donné que... ils ont moins

1 accès à la libération conditionnelle, c'est
2 possible qu'il y ait plus de renonciations.

3 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

4 O.K. Puis est-ce que...

5 **M. PAUL TURMEL :**

6 Mais j'ai pas de données statistiques, là pour...

7 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

8 Non, non. On les a. Est-ce qu'en soi, le
9 processus que vous dites un processus un peu
10 contradictoire où on... vous avez utilisé
11 l'expression « on va tirer les vers du nez ».
12 Est-ce que vous pensez qu'en soi, le processus en
13 lui-même peut être un frein, en fait, pour
14 certaines personnes autochtones? Ça fait pas
15 partie du mode traditionnel, en fait, de faire ça
16 et ça peut être en soi, la bureaucratie liée à la
17 présentation du plan puis le processus un peu
18 *adversarial* de la procédure peut être en soi un
19 frein, en fait, à la participation pleine au
20 processus, là?

21 **M. PAUL TURMEL :**

22 C'est un fait, mais au niveau de la Commission
23 québécoise, moi, en tout cas avec l'ensemble des
24 Commissaires avec qui j'ai siégé, il y avait une
25 certaine ouverture de l'ensemble des Commissaires,

1 là pour s'adapter à l'individu à qui ils faisaient
2 affaire. Souvent, c'est des personnes... ça peut
3 arriver que c'est des personnes limites. C'est des
4 personnes autochtones et c'est des gens qui
5 viennent de régions éloignées. Ça fait que les
6 Commissaires, en général, avaient un... une
7 ouverture pour essayer s'adapter à ça. Les gens
8 qui avaient une difficulté à s'exprimer, bien, on
9 leur demandait pas de s'exprimer dans un français
10 parfait ou un anglais parfait pour faire leur
11 audience. On essayait de comprendre ce qu'eux
12 disent puis la Commission essayait de se mettre au
13 niveau de l'individu pour que l'individu comprenne
14 ce que la Commission mentionne. Qu'est-ce qui sont
15 les questions qui sont posées? Comment... il y a
16 une ouverture à ce niveau-là, mais d'aller vraiment
17 au niveau des spécificités des Autochtones puis de
18 répondre à leurs besoins particuliers, il y a un
19 manque de connaissance à ce niveau-là. Ça fait que
20 le Commissaire qui est pas au courant que
21 l'individu qui vient d'une certaine communauté
22 pourrait avoir accès à certains services, bien,
23 l'individu, lui, si c'est pas discuté avec l'agent
24 de probation pour préparer le plan de libération,
25 il arrivera pas pour dire ça au Commissaire. S'il

1 l'a pas fait à son agent de probation, c'est
2 certain qu'il ira pas le dire à l'autorité qui est
3 en face de lui. Puis même dans la formation au
4 niveau des Commissaires, on leur disait... surtout
5 dans le cas des Inuits, si tu rencontrais un Inuit,
6 là puis s'il vous regarde pas dans le visage, là,
7 faites-vous en pas, hein? C'est pas parce qu'il
8 vous boude, là. C'est parce que dans sa façon à
9 lui, l'autorité, là, tu le regardes pas dans les
10 yeux. C'est une question d'humilité. C'est toutes
11 des petites choses comme ça aussi qu'il faut que
12 les gens s'habituent, mais pour être en mesure...
13 pour être en mesure de s'habituer à ça, bien, il
14 faut les connaître puis les connaître, bien, il
15 faut être formé puis si c'est un Autochtone qui est
16 là, bien, il va pouvoir être en mesure de...
17 l'adaptation va être plus facile puis ça serait
18 probablement plus facile à un Autochtone de passer
19 devant un Commissaire autochtone. La question qui
20 se pose : est-ce que le système... étant donné que
21 c'est un Autochtone qui va juger un Autochtone, il
22 va-tu être biaisé? Mais un blanc, je dis bien un
23 blanc... puis le système est supposé être
24 fonctionnel... Non, mais je vous vois le visage,
25 mais c'est... ça m'a déjà été mentionné. Est-ce

1 que l'Autochtone qui est là va être biaisé puis
2 c'est parce que c'est un Autochtone, « on fait ça
3 vite puis il va l'avoir ».

4 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

5 Je vous... je sais pas si vous aviez fini vos
6 commentaires pour la libération conditionnelle. Je
7 pense qu'il vous restait un point à couvrir aussi
8 après la Commission québécoise des libérations qui
9 sont peut-être des pistes de solution, des pistes
10 de recommandations.

11 **M. PAUL TURMEL :**

12 Si vous me permettez, Monsieur le Commissaire, je
13 ferais peut-être des suggestions de recommandations
14 ou des points qui pourraient être pris en
15 considération afin d'assurer un meilleur accès à
16 des services adaptés aux besoins des délinquants
17 autochtones. Le premier, je l'ai dit peut-être
18 souvent, là, la flexibilité dans l'application des
19 programmes afin de répondre tant aux besoins des
20 délinquants qu'aux aspirations des membres des
21 communautés... l'aspiration des membres des
22 communautés. Qu'est-ce que la communauté est
23 intéressée de faire en fin de compte pour
24 travailler à l'ampleur de la problématique de
25 délinquance qui existe dans notre communauté?

1 Nous, on est prêts à faire ça, ça, ça, mais comment
2 est-ce qu'on peut faire maintenant, notre plan
3 d'action pour le rentrer dans la case du ministère,
4 là, pour qu'on soit en mesure de fonctionner? Donc
5 la flexibilité des critères d'admission,
6 d'admissibilité aux programmes, ça serait quelque
7 chose qui permettra aux communautés de remplir le
8 mandat du ministère, mais également, là, de
9 travailler la façon qu'ils sont prêts à le faire
10 dans leur communauté. Par la suite, il y aurait le
11 développement de services, de programmes afin
12 d'assurer la capacité des communautés, communautés
13 intéressées à effectuer le suivi de la libération
14 conditionnelle, de la probation et la réinsertion
15 sociale rattachées, là, à toute la problématique
16 que peut avoir un délinquant pour s'assurer, là,
17 qu'il va être réintégré dans la communauté puis
18 autant que possible, là, qu'on le reverra pas le
19 système. Du temps que j'étais au niveau des
20 conseillers des services parajudiciaires, moi, je
21 disais à mes gens « oui, je sais, il est revenu, le
22 gars, mais la dernière fois, il est revenu en
23 combien de temps dans ton système? » « Ah, bien, ça
24 a pris un mois ». « Mais là, vous avez travaillé
25 avec. Ça a pris combien de temps avant qu'on le

1 revoit passer dans la justice? » « Bien, ça
2 faisait six (6) mois ». Ah, bien là, si on finit
3 par gagner du temps comme ça, bien, c'est déjà un
4 peu la problématique délinquante qu'on essaye
5 d'estomper dans la communauté. C'est certain que
6 quelqu'un qui est délinquant, qui a des valeurs
7 délinquantes, c'est pas « comme ça » qu'on va être
8 en mesure de changer tout ça. Il y a un travail
9 puis un travail qui peut être à longue échéance
10 puis c'est de la persévérance qu'il faut mettre en
11 application puis on peut peut-être arriver à...
12 c'est certain qu'en bout de ligne, c'est le
13 délinquant qui va décider « bien moi, là... oui,
14 respect des autres, humilité, l'honnêteté, le
15 partage... tiens, ça va être ça mon dada
16 aujourd'hui, là ». Au lieu de dire « il y a de
17 quoi là, je vais me l'approprier tout de suite puis
18 je me fous de ce que ça fait aux autres », mais
19 pour arriver à ces quatre (4) principes de base là,
20 souvent, bien, il faut revenir puis il faut
21 travailler souvent sur notre individu pour que ça
22 passe, mais il faut que ça soit fait. Il faut que
23 les ressources puissent être là pour le faire. Si
24 on met l'individu, on lui fait faire sa détention.
25 On le retourne, il fait sa probation. Il retombe

1 dans le même milieu, il y a pas de changement.
2 Lui, « regarde, qu'est-ce que vous voulez que je
3 fasse? Moi, je vais refaire comme que je faisais
4 avant. Je connais pas d'autres choses ». La
5 réinsertion sociale qui est importante, mais avec
6 des ressources. Par la suite, une autre
7 suggestion, ça serait d'assurer une formation
8 continue aux agents de probation ainsi qu'aux
9 Commissaires de la libération... de la Commission
10 de libérations conditionnelles... Commission
11 québécoise des libérations conditionnelles face aux
12 réalités autochtones, leurs particularités propres,
13 le type d'encadrement disponible dans la communauté
14 puis le genre de services, là, qui vient d'être mis
15 en place. Ça, ça bouge, mais ça prendrait
16 quelqu'un soit les Commissaires ou un intervenant à
17 la Commission québécoise des libérations
18 conditionnelles. Maintenant, dans le
19 fonctionnement dans la Commission, les Commissaires
20 ont un dossier d'avance avant les journées
21 d'audience. Ça fait que s'il y a un Autochtone qui
22 passe, « Monsieur un tel? », « oui? » « Bien moi,
23 j'aurais besoin d'informations voir qu'est-ce
24 qui... dans sa communauté, là, vous me parlez de
25 tel programme. Moi, je le connais pas ». Est-ce

1 qui pourrait avoir quelqu'un à la Commission qui
2 serait disponible pour faire ce genre de contact-là
3 ou qui aurait déjà les informations en main pour le
4 passer aux Commissaires pour que les Commissaires
5 puissent en tenir compte dans leur délibération,
6 dans leur préparation de cas, par la suite, à leur
7 délibération? Même au niveau de l'audience,
8 présentement, les Commissaires, on reçoit les
9 documents, mais « oui, ils me disent tel programme
10 dans telle communauté, mais je le connais pas moi,
11 le programme ». Il dit « c'est-tu *straight*, ça? Ça
12 fonctionne-tu bien ou bien donc c'est une affaire
13 qui fonctionne pas? » Si la Commission québécoise
14 pouvait se doter d'un intervenant qui aurait le
15 mandat de mettre à jour les informations des gens
16 là-dessus puis de le mettre disponible aux
17 Commissaires ou que ça soit plus de commissaires
18 autochtones, mais il reste qu'il va falloir que
19 l'information, le transfert à l'ensemble des
20 Commissaires. Je pense pas que le commissaire
21 autochtone ou les quelques commissaires autochtones
22 qui vont être nommés vont être en mesure de faire
23 tous les cas qui vont être référés. Puis dernière
24 chose, ça serait de... comment est-ce qu'on
25 pourrait faire pour s'assurer, là, qu'un Autochtone

1 ne soit plus privé de services, d'aide,
2 d'assistance que ça soit en toxicomanie,
3 toxicomanie, abus de substance puis de soutien en
4 réinsertion sociale? Qu'on trouve un moyen, là,
5 que les ministères puissent se parler entre eux
6 autres puis « oui, mais là... » il dit « on a ce
7 cas-là, mais comment est-ce qu'on fait pour qu'il
8 l'ait son service, là? » C'est pas la case A, case
9 B, case C case D, là, mais le gars est prêt avec
10 toutes vos problématiques puis là, il y a personne
11 qui veut payer parce qu'il a la problématique de
12 l'autre. « Ah bien là, fais-le payer par l'autre
13 ». Comment est-ce qu'on peut faire pour mettre un
14 terme, là, à cette problématique de financement là
15 à cause des mandats spécifiques des gros ministères
16 dans un petit entonnoir, là, qui est l'organisme de
17 services communautaires en communauté ou même la
18 communauté autochtone qui a donné des services à
19 ses membres? Je ne sais pas si vous avez d'autres
20 questions. Moi, j'ai...

21 **LE COMMISSAIRE :**

22 J'aurais peut-être quelques questions.

23 **M. PAUL TURMEL :**

24 Allez-y.

25 **LE COMMISSAIRE :**

1 Vous parlez de Commissaires en libération
2 conditionnelle provinciale. Il y en a combien? Si
3 on veut penser peut-être à des Commissaires
4 autochtones, il y a combien de Commissaires au
5 Québec?

6 **M. PAUL TURMEL :**

7 Bon, durant ma pratique...

8 **LE COMMISSAIRE :**

9 Temps plein ou partiel, là. Je sais pas.

10 **M. PAUL TURMEL :**

11 Durant ma pratique, au niveau temps plein, il
12 devait en avoir à peu près sept (7) ou huit (8).
13 Des commissaires à temps partiel... Seigneur, je
14 peux pas vous dire exactement à Montréal, mais à
15 Québec, on était cinq (5). À Montréal, ils
16 devaient être peut-être même un petit peu plus
17 aussi puis les Commissaires communautaires, il y en
18 avait une panoplie. Il y en a avait au moins je
19 vous dirais une trentaine, je pense, qui venaient
20 de certaines régions puis qui siégeaient à
21 l'occasion, mais c'était les Commissaires
22 communautaires.

23 **LE COMMISSAIRE :**

24 Et je comprends qu'à votre époque, les formations
25 des Commissaires ou des agents de probation en

1 matière de réalités autochtones, c'était pas
2 existant ou au minimum?

3 **M. PAUL TURMEL :**

4 Bien moi, je peux pas parler de la formation des
5 agents de probation parce que j'ai jamais été
6 impliqué à ce niveau-là, mais le résultat qu'on
7 voit, il semble pas que les agents de probation
8 soient vraiment au fait, là, des disparités des
9 communautés, des services qui sont offerts en
10 communauté puis qu'est-ce qui pourrait faciliter le
11 suivi d'un individu dans sa communauté. Ça, je
12 peux au moins dire ça puis au niveau de la
13 libération conditionnelle du Québec, c'est dans les
14 formations, il y avait un volet autochtone durant
15 une formation de deux (2) jours qui durait
16 peut-être une heure et demie (1 h 30), là.
17 C'était... comme je l'ai mentionné, c'est une
18 formation générale sur l'ensemble des Autochtones,
19 un peu le nombre de nations, le nombre de... mais
20 on aurait besoin d'aller plus en profondeur dans ça
21 puis comme je l'ai mentionné aussi, s'il y avait
22 une personne-ressource au sein de la Commission
23 pour répondre aux questions des Commissaires à ce
24 niveau-là, qui aurait des connaissances au niveau
25 autochtone ou qui serait en mesure de faire les

1 contacts pour aller vérifier l'information tant que
2 possible avant que ça tombe sur le bureau d'un
3 Commissaire ou à la demande des Commissaires, ça va
4 probablement plus comme ça que ça pourrait
5 fonctionner parce que je pense pas que la
6 Commission soit en mesure d'avoir un effectif à
7 outrance à savoir tout ce qui se passe au Québec,
8 là, dans les communautés autochtones. Ça
9 m'étonnerait bien gros. À moins que... donnez-leur
10 un financement puis ils vont être bien contents.

11 **LE COMMISSAIRE :**

12 Quelle est la formation exigée des Commissaires?
13 Là, j'ai compris que vous aviez une formation en
14 administration. Maintenant, qu'est-ce qu'on exige
15 d'un Commissaire comme formation...

16 **M. PAUL TURMEL :**

17 Bon, bien...

18 **LE COMMISSAIRE :**

19 ... ou expérience?

20 **M. PAUL TURMEL :**

21 Au niveau des Commissaires, c'est sûr, moi, j'ai
22 une formation en administration, mais ils ont
23 regardé un peu le *background* que j'avais au niveau
24 d'intervention, au niveau judiciaire, ma
25 connaissance que j'avais du Code criminel, tout ce

1 qui touche en fin de compte de la détention, de la
2 libération conditionnelle même en aval, là, le
3 ministère de la Justice puis les gens qui passent à
4 la cour et tout ça. Il y a une évaluation qui est
5 faite de l'individu pour savoir c'est quoi son
6 *background* dans tout ça puis par la suite, on a un
7 examen à passer qui, là, ils regardent un peu notre
8 capacité, là, à prendre un jugement sur
9 l'évaluation, pour en faire l'évaluation du
10 dossier, être en mesure de structurer, de prendre
11 l'importance des informations qui nous sont données
12 dans les dossiers, de la prendre, prendre ces
13 éléments-là qui sont les plus importants puis être
14 en mesure de... d'arriver à se faire une idée sur
15 le cas qu'on voit. Après ça, d'analyser le profil
16 de l'individu, qu'est-ce qu'il a fait pour cheminer
17 et tout ça. On a un examen de passage à faire qui
18 est, en fin de compte, de la rédaction. Bien,
19 première fois que j'ai fait, moi, c'était une
20 rédaction de décision, faire l'analyse, sortir les
21 points importants puis arriver, tout ça puis il y
22 avait une évaluation qui était faite de la décision
23 qu'on avait pris. Par la suite, au niveau... ils
24 ont changé un petit peu leur optique pour aller
25 chercher même les points de droit qui est... qui

1 font fonctionner à la Commission. C'est sûr quand
2 on le faisait, nous, avec ça, il fallait que tu
3 aies les points de droit en... il fallait que tu
4 les connasses pour être en mesure de les
5 appliquer, là, mais par la suite, ils ont modifié
6 un peu leur sélection, la deuxième sélection que
7 j'ai fait là parce qu'il a fallu repasser encore
8 la... c'est pas un automatisme.

9 **LE COMMISSAIRE :**

10 Mais je comprends que c'est pas une exigence
11 académique particulière?

12 **M. PAUL TURMEL :**

13 Non, c'est... ils essayent, je pense, au niveau de
14 la Commission québécoise, c'est d'avoir autant que
15 possible une certaine... pas une disparité, mais
16 une certaine nomenclature, là, de près, ce qui
17 existe au Québec de gens qui pourraient être en...
18 connaître toutes les choses qui sont au niveau
19 judiciaire, des choses comme ça. Tu as pas besoin
20 d'être un avocat pour être Commissaire à la
21 libération conditionnelle. C'est certain qu'il y
22 en a. Ils ont des connaissances. Ça dépend aussi
23 de la pratique qu'ils ont faite. Un avocat qui va
24 avoir pratiqué uniquement dans le civil puis qui
25 aura pas d'affinité avec le judiciaire, bien, il va

1 être peut-être moins enclin... quoi qu'il en avait
2 une qui... Commission fédérale qui était surtout
3 avec du civil, mais ça dépend du cheminement que
4 vous avez fait puis de ce que vous pouvez amener à
5 la Commission. Puis après ça, bien, il y a une
6 évaluation qui est faite, là, sur votre capacité à
7 prendre de l'information et de porter un jugement
8 de valeur sur l'information que vous avez.

9 **LE COMMISSAIRE :**

10 Maintenant, sur un autre sujet, au niveau
11 provincial, bon, j'ai compris que des fois, ça
12 allait vite, les sentences...

13 **M. PAUL TURMEL :**

14 Sentences sont plus courtes.

15 **LE COMMISSAIRE :**

16 Bon, O.K. On nous a parlé des aînés en milieu
17 carcéral fédéral et j'ai cru comprendre qu'en
18 milieu provincial, c'était à peu près inexistant,
19 des aînés autochtones...

20 **M. PAUL TURMEL :**

21 Oui.

22 **LE COMMISSAIRE :**

23 ... d'aller dans des milieux *carcéral*s, aller
24 rencontrer les gens...

25 **M. PAUL TURMEL :**

1 Vous avez...

2 **LE COMMISSAIRE :**

3 ... les aider à cheminer, leur reprendre cet
4 enseignement, bon, et cetera. Est-ce que ce
5 qu'on...

6 **M. PAUL TURMEL :**

7 Vous avez totalement raison...

8 **LE COMMISSAIRE :**

9 Est-ce que vous êtes au courant un peu de cette
10 problématique?

11 **M. PAUL TURMEL :**

12 ... que même au niveau provincial pour être en
13 mesure de donner un service sporadique, là, les
14 Services parajudiciaires autochtones du Québec ont
15 été cherché du financement à côté puis on a vendu
16 l'idée aux Services correctionnels du Québec de
17 dire « bien, regardez, on a cet individu-là
18 présentement qui a les ressources puis qui pourrait
19 aller en détention chez vous. Ça vous coûtera rien
20 puis on va le faire ». Ça fait qu'on a réussi à le
21 faire pendant trois (3), quatre (4) ans. La source
22 de financement c'était... c'était du financement
23 annuel sporadique qu'on avait. Ça fait que les
24 services parajudiciaires, on est obligés de mettre
25 fin à ce programme-là. En plus, on avait l'aîné

1 puis on avait une agente qui allait rencontrer les
2 délinquants autochtones puis l'optique que nous, on
3 avait surtout avec l'agente, là, c'était de voir,
4 là, « regarde, là, mon homme... » dit « tu es en
5 détention provinciale. Tu as pas accès à beaucoup
6 de programmes. C'est... qu'est-ce qui change dans
7 ta vie? Qu'est-ce que tu es prêt à faire? » puis
8 on travaillait aussi pour avoir des informations à
9 donner à l'agent de probation pour le plan de
10 libération puis à quelques reprises, cette
11 personne-là s'est présentée comme assistante pour
12 le délinquant qui passait en audience suite au
13 cheminement qui aurait été fait avec eux.
14 Probablement que les nouveaux intervenants que je
15 sais pas leurs noms, là, c'est peut-être le travail
16 qu'eux autres aussi vont faire, mais au niveau
17 d'aînés, à ce que je sache, là, il y a pas de...
18 bien, il y en a quelques-uns qui y sont allés, mais
19 qui y sont allés... excusez l'expression, « sur le
20 bras », là parce qu'eux voulaient vraiment y aller
21 ou c'était soit avec un des intervenants qu'on
22 avait, nous qu'on prenait une aînée qui était
23 proche. « Madame, tu viendrais-tu avec nous
24 autres? On a tel délinquant qui est là puis il me
25 semble que ça ferait... ça ferait du bien que tu le

1 rencontres », mais il y a pas de programme établi.

2 **LE COMMISSAIRE :**

3 Mais est-ce que vous pensez que ça serait
4 souhaitable que ça existe?

5 **M. PAUL TURMEL :**

6 C'est sûr. Ça serait un intervenant qui serait en
7 mesure d'un, comme vous dites de travailler sur les
8 principes de base de la spiritualité autochtone
9 avec eux puis même sans dire que ces gens-là vont
10 se remettre à pratiquer leur spiritualité, mais
11 c'est juste le fait que le gars pense « oui, donner
12 une claque sur la baboune à quelqu'un, ça doit y
13 faire mal ». Juste le respect envers autrui, si on
14 arrive à améliorer ces points-là, le respect envers
15 autrui, l'humilité, l'honnêteté puis... c'était les
16 quatre (4) principaux qui étaient utilisés au
17 départ. Après ça, il s'en est rajouté d'autres,
18 mais si on travaille moindrement sur ceux-là puis
19 qu'on arrive à ce que l'individu prenne conscience
20 que « oui, sais-tu? J'ai volé puis la personne que
21 j'ai volé, bien, le bien que j'ai volé, bien, elle
22 ne l'a plus. Le fait qu'elle ne l'a plus, bien, je
23 lui ai probablement nui ». C'est toutes des
24 notions, là. Ça paraît un peu banal de le dire
25 comme ça, mais l'individu qui est criminalisé, qui

1 veut arrêter de s'impliquer dans la délinquance, il
2 va falloir qu'il modifie un peu sa façon de penser,
3 sa façon d'agir puis sa façon de réagir aussi face
4 aux gens. Le respect, c'est la... c'est le point
5 fondamental. Tu frapperas pas quelqu'un si tu as
6 un peu de respect. Tu le voleras pas si tu as du
7 respect. Ça fait que s'il avait accès à ce
8 programme-là aussi, ça serait un plus. Un super de
9 gros plus.

10 **LE COMMISSAIRE :**

11 Avez-vous des questions?

12 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

13 Bien, en fait, peut-être une. Bien, ça vous
14 embarque sur une discussion peut-être qui va être
15 plus que deux (2) minutes, là. Au niveau fédéral,
16 il y a des différences notamment articles 80 à 84.
17 On en a discuté brièvement. Sans aller trop en
18 profondeur, en fait, dans le système fédéral qui
19 est pas sous le mandat de la Commission, mais dans
20 une optique, en fait, de faire attention pour pas
21 reproduire peut-être certaines problématiques ou
22 d'être vigilants face à certains défis qui peut
23 poser le contexte fédéral, voudriez-vous nous
24 glisser un mot, en fait, sur notamment les articles
25 80 à 84 et la manière... au niveau fédéral et la

1 manière dont ça se passe concrètement, tant le
2 positif que le... peut-être les défis?

3 **M. PAUL TURMEL :**

4 On va commencer par le plus facile. La
5 problématique de l'application de l'article 84.
6 L'article 84, là, ça permet à un délinquant d'avoir
7 accès à un service en communauté en libération
8 conditionnelle. Ça, c'est l'article 84,
9 l'essentiel. La problématique qui est dans ça,
10 c'est que lorsque l'ADACA, c'est l'agent de
11 développement autochtone communautaire a une
12 demande pour un article 84, là, il contacte la
13 communauté. Contacte, « j'ai un délinquant qui
14 vient de chez vous puis là, il serait prêt, lui, à
15 passer un article 84 chez vous. Êtes-vous prêt à
16 le prendre? C'est quoi les services que vous
17 pouvez lui offrir? » Il y a pas... avec l'article
18 84, il y a pas eu de ressources de financement de
19 prévues pour mettre ça en application dans les
20 communautés. Ça fait qu'on se ramasse avec
21 l'article 84. Si on regarde « spécialisé
22 autochtone », vous avez la maison Waseskun dans le
23 nord de Montréal. C'est tout, mais des articles
24 84, ça en est presque pas signés avec les
25 communautés dû au fait que la communauté « bien là,

1 c'est bien beau, mais moi, mon agent de... » On va
2 prendre l'exemple encore notre agent de services
3 sociaux, là. « Lui, il a déjà son *caseload*, là
4 puis si on prend tes gens pour les mettre sur son
5 *caseload*, bien là, moi, ça me prendrait un individu
6 pour donner le service ». Vous nous dites
7 présentement, « prenez en charge les libérés
8 conditionnels », mais moi, j'ai... vous donnez quoi
9 pour qu'on le fasse? Il y a pas de ressources qui
10 ont été ciblées au départ pour dire « on applique
11 cette partie de loi là, mais c'est quoi les
12 ressources qu'on va mettre en place qu'on va mettre
13 de disponibles aux communautés pour répondre à ce
14 besoin-là puis de défrayer les coûts qui sont
15 occasionnés à ça? » Parce que l'agent de... si on
16 prend l'agent de services sociaux, lui, il est
17 formé de donner son service là, mais là, c'est
18 parce que dans l'article 84 « attends un peu, là.
19 Il y a des restrictions à ça. Il faut que tu
20 fasses un rapport. Il faut que tu fasses un suivi.
21 Le suivi, tu as telles normes à respecter. Il faut
22 que tu fasses un rapport. Tu as tes notes à
23 colliger à chaque fois que tu le rencontres. S'il
24 y arrive quelque chose, bien, il faut que tu fasses
25 un rapport puis si jamais il y a une dénonciation,

1 le gars est suspendu, il a une révocation, bien là,
2 on va peut-être t'appeler puis tu vas venir
3 témoigner, mais s'il y a des frais pour faire ça,
4 la communauté va être obligée de s'organiser avec
5 parce que c'est pas prévu dans le... il y a pas de
6 financement de prévu » puis même au niveau de la
7 structure puis des articles 81... l'article 81,
8 c'est de prendre en charge un détenu. Les articles
9 81 en communauté sont... on n'en parlera pas, ça
10 fait que... il faut que l'individu soit sur garde
11 vingt-quatre (24) sur vingt-quatre (24). Il faut
12 qu'il soit dans une chambre avec des barreaux. Il
13 faut pas qu'il soit capable de sortir par le
14 châssis, là. Il est en détention lui, là.
15 L'article 81 va dans ce sens-là. C'est plus
16 difficile à appliquer. Dans le cadre de l'article
17 81, ça pourrait être fait dans le cadre d'un
18 organisme qui prendrait en charge un certain nombre
19 de délinquants puis « regarde, des délinquants
20 autochtones, on va leur donner des services puis
21 amenez-les, on va les prendre en charge dans cet
22 établissement-là » qui est sous l'article 81.

23 **LE COMMISSAIRE :**

24 Mais je comprends que dans la loi provinciale, il y
25 a pas l'équivalent...

1 **M. PAUL TURMEL :**

2 Il y a pas d'équivalence là-dessus.

3 **LE COMMISSAIRE :**

4 ... de l'article 84?

5 **M. PAUL TURMEL :**

6 Non.

7 **LE COMMISSAIRE :**

8 Puis il y a évidemment pas le budget non plus ni
9 les ressources.

10 **M. PAUL TURMEL :**

11 Non. La seule chose qu'on a réussi à faire nous
12 autres, c'est à négocier avec les intervenants de
13 Sécurité publique, là, pour pallier au manque de
14 ressources pour que l'individu puisse avoir accès à
15 une libération conditionnelle là, mais il y a rien
16 dans la loi qui spécifie, là, des programmes
17 particuliers pour les Autochtones puis comment
18 est-ce qu'ils pourraient être articulés puis d'où
19 proviendrait le financement à ce niveau-là. La loi
20 ne prévoit aucune alternative, là, pour les
21 Autochtones présentement. Ça serait peut-être
22 quelque chose à intégrer. Ça permettrait aussi aux
23 communautés d'avoir accès étant donné que c'est
24 dans la loi. Bien là, c'est bien beau la loi, mais
25 là, la loi vous *mettent* des normes, des

1 restrictions. Bien là, il faudrait peut-être que
2 le financement pour répondre à ces normes-là, ces
3 restrictions-là, on puisse avoir accès à ça aussi
4 pour être en mesure de donner le service ce qui est
5 pas, en fait, possible présentement.

6 **LE COMMISSAIRE :**

7 Merci. D'autres questions, Me Barry-Gosselin?

8 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

9 Merci, Monsieur le Commissaire. Je n'aurai plus de
10 questions.

11 **LE COMMISSAIRE :**

12 Me Miller?

13 **M^e RAINBOW MILLER :**

14 Aucune question, Monsieur le Commissaire. Merci.

15 **LE COMMISSAIRE :**

16 Me Boucher?

17 **M^e MARIE-PAULE BOUCHER :**

18 J'aurai pas de questions.

19 **LE COMMISSAIRE :**

20 Pas de questions? Est-ce qu'il y a des choses que
21 vous aimeriez ajouter?

22 **M. PAUL TURMEL :**

23 Bien, tout ce que je peux ajouter, c'est que je
24 vous remercie du temps que vous m'avez accordé puis
25 j'espère que ça pourrait vous être utile, là, afin

1 d'améliorer les services, là, au sein des
2 communautés autochtones.

3 **LE COMMISSAIRE :**

4 Bien, merci beaucoup d'avoir accepté notre
5 invitation, nous avoir éclairés sur certains
6 aspects de cette... de cette question qui fait
7 partie de notre mandat, en fait, le système
8 correctionnel puis ce qui est autour. Alors, ça va
9 nous aider. Ça répond à certaines des questions
10 qu'on avait et ça laisse entre-ouverte, une porte
11 pour améliorer les services. Ça nous donne des
12 pistes de... des pistes de solutions, hein?

13 **M. PAUL TURMEL :**

14 Je l'espère. Les besoins sont là. Il y a des
15 lacunes à régler afin de permettre un meilleur
16 accès, là, à des services aux délinquants suite à
17 la détention, la libération conditionnelle. Même
18 au niveau judiciaire aussi, ça, c'était pas le
19 mandat qu'on m'avait demandé aujourd'hui, ça fait
20 que j'ai pas élaboré sur ce point-là. Il nous
21 reste du temps. Non, ça va.

22 **LE COMMISSAIRE :**

23 Ça va? Alors, écoutez, merci beaucoup.

24 **M. PAUL TURMEL :**

25 Bienvenue.

1 **LE COMMISSAIRE :**

2 Puis on va... on va en tenir compte. On va
3 continuer notre réflexion sur ces sujets-là.
4 Alors, on suspend jusqu'à une heure (1 h), une
5 heure trente (1 h 30)?

6 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

7 Je vous suggère de suspendre jusqu'à treize heures
8 trente (13 h 30), Monsieur le Commissaire, en se
9 rappelant qu'à treize heures trente (13 h 30), Me
10 Donald Bourget vous fera une demande de huis clos
11 pour l'audience de treize heures trente (13 h 30) à
12 quatorze heures trente (14 h 30) et vers quatorze
13 heures trente (14 h 30), nous retournerons, en
14 fait, en phase publique des audiences de la
15 Commission.

16 **LE COMMISSAIRE :**

17 Donc si je comprends bien, à une heure trente
18 (1 h 30), ça sera à huis clos.

19 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

20 C'est exact.

21 **LE COMMISSAIRE :**

22 Très bien et vers quatorze heures trente (14 h 30)
23 aux environs, il y aura un témoignage public.

24 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

25 C'est exact.

1 **LE COMMISSAIRE :**

2 Très bien. Alors, bon appétit. À tout à l'heure.

3 **M^e MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN :**

4 Merci.

5 SUSPENSION

6 -----

7 REPRISE

8 **LA GREFFIÈRE :**

9 Reprise de l'audience.

10 **LE COMMISSAIRE :**

11 So, good afternoon. Welcome! Welcome back! I
12 will first ask counsels to identify themselves for
13 the benefit of the transcript.

14 **M^e DONALD BOURGET :**

15 Good afternoon, Mr. Commissioner. Donald Bourget
16 for the Commission.

17 **LE COMMISSAIRE :**

18 D'accord.

19 **M^e RAINBOW MILLER :**

20 Good afternoon, Monsieur le Commissaire. My name
21 is Me Rainbow Miller for Quebec Native Women
22 Association.

23 **LE COMMISSAIRE :**

24 Welcome!

25 **M^e MARIE-PAULE BOUCHER :**

1 Bonjour, Me Marie-Paule Boucher, pour le procureur
2 général du Québec.

3 **LE COMMISSAIRE :**

4 Welcome, Me Boucher. So, Me Bourget, may we have
5 the program of the afternoon?

6 **M^e DONALD BOURGET :**

7 Yes, Mr. Commissioner. First of all, we have a
8 hearing in camera with the closed doors because
9 it's a Youth Protection matter. So, no identity of
10 the child... the child concerned will be
11 publicly... publicly known. So, we ask an order to
12 that effect.

13 **LE COMMISSAIRE :**

14 Okay. Which number will it be? HC?

15 **LA GREFFIÈRE :**

16 HC-56.

17 **LE COMMISSAIRE :**

18 56. So, I understand that we will proceed in file
19 HC-56, concerning a matter of Youth Protection Act.
20 So, considering Section 43 to 47, and 88 of our
21 procedural and operational rules. Considering also
22 Sections 11.2, 11.2.1, 82 and 96 of the Youth
23 Protection Act for those grounds, I will order that
24 the hearing in this file 56 be done behind closed
25 door, and that it will be ordered to anyone to

1 webcast, communicate part or totality of the
2 hearings in this file, and order the media should
3 take appropriate measures that the recording
4 matter, visual or sound, be closed to respect the
5 order. And at the end, when we'll receive the
6 transcript, we will take out everything which will
7 allow to identify people involved in this hearing,
8 before it goes on the site. So, it will be
9 possible to use it, but without possibility to
10 identify the people involved in this hearing we'll
11 have this afternoon. So...

12 **M^e DONALD BOURGET :**

13 So, we'll introduce...

14 **LE COMMISSAIRE :**

15 You will... you will present the witness... The
16 witnesses.

17 **M^e DONALD BOURGET :**

18 Yes, Mrs. [REDACTED] and [REDACTED] as a foster
19 family for a young child severely neglected and
20 physically abused in his family. They had to face
21 the non-intervention of the Youth Protection
22 Services in order to protect that child. So,
23 that's what they're going to say to... that's the
24 story they're gonna tell to the Commission today.

1 So, without further delay, if you're ready to
2 testify, go... do it your way.

3 **M.** [REDACTED] :

4 Okay, Your Honour...

5 **LE COMMISSAIRE :**

6 Do we proceed with the oath, before?

7 **M^e DONALD BOURGET :**

8 Yes, first of all. Engagement to tell the truth.

9 -----

10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25

1 [REDACTED]
2 témoin-citoyenne
3 Assermentée

4 -----
5 [REDACTED]
6 témoin-citoyen
7 Assermenté

8 -----

9 **LA GREFFIÈRE :**

10 Thank you. Your witnesses.

11 **LE COMMISSAIRE :**

12 So, welcome! We will listen to you carefully.

13 **M.** [REDACTED] :

14 (Inaudible) talking for now, since the... she's the
15 care giver for our foster child. And I'm here to
16 support her.

17 **MME** [REDACTED] :

18 Okay. I'll begin. [REDACTED] is placed with us by
19 Department of Youth Protection March twenty-two
20 (22), two thousand eight (2008). And he's two (2)
21 days short of being three (3) months old, at the
22 time. On the second day of our... at our home, he
23 makes his first hospital visit, which would be one
24 of many visits, because later he was diagnosed with
25 asthma. And so, he remains with us for six (6)

26

1 months, and he goes home September twenty-two (22),
2 two thousand eight (2008).

3 Then, after those six (6) months, he still
4 comes into our care. Within the next three (3)
5 months after he goes home, he comes into my care
6 twice, because his mom had to leave on these two
7 (2) occasions, twice. But it wasn't under the DYP
8 at the time.

9 And January three (3), two thousand nine
10 (2009) to March six (6), two thousand nine (2009),
11 he goes back into the DYP Program, because his mom
12 has to go down south to have a baby during this
13 time. And [REDACTED] still remains with us after. His
14 mother comes back from the south. He still remains
15 with us, and February fourteenth (14th), two
16 thousand nine (2009), [REDACTED] has an appointment
17 with a doctor. And the doctor asks about a bruise
18 below one of his eyes, and I told him he had gone
19 home for the day and had come back looking like
20 that, because he didn't have a bruise when he left
21 our house that morning.

22 And when we asked the family about it, they
23 told us he had fallen down, and that's how he got
24 the bruise. That's the first indication of abuse
25 at the time. And right away, the doctor says, "No

1 way, you don't get a bruise there", like below the
2 eye, "from falling down". And he makes... He tells
3 me he will make a report and send
4 it to DYP.

5 I called the case worker a week later, asking
6 if she had gotten the report, and she said no. And
7 I called back a month later to ask again, and then
8 she said she had gotten the report by then. Okay.

9 July... After this time, like between when his
10 mother came back from the hospital, until July ten
11 (10), he kept going back and forth, back and forth,
12 because he's mother sent... either sent him over or
13 we ask for visits for him, for the day. But
14 sometimes, he'd stayed... end up staying with us a
15 couple of days a week.

16 And July ten (10), two thousand nine (2009),
17 [REDACTED] stays with us again for the weekend, but
18 they never come for him, call for him, ask for him
19 until December five (5), two thousand nine (2009).
20 No contact, whatsoever, with the parents or the
21 family, the DYP, nothing.

22 August two thousand nine (2009), the daycare
23 facility calls us, saying they have a space
24 available for [REDACTED] at daycare. But we had never
25 applied for daycare, cause he always stayed with

1 us. And we found that the mother had applied for
2 that, but she was out of town at the time. And she
3 couldn't be reached, like...if we... like for us to
4 ask her if she would take the space, she wasn't
5 there.

6 And we were told we needed a birth certificate
7 for [REDACTED], for him to enter daycare, which we
8 didn't have at the time, and we never were able to
9 reach the mother to ask her for it. And we
10 contacted DYP for them to contact her about the
11 birth certificate. But to us, she was unreachable,
12 she was some place out of town.

13 But, eventually, we got the certificate...
14 birth certificate. And September twenty-nine (29),
15 two thousand nine (2009), [REDACTED] starts daycare...
16 attends daycare, and he stays there for thirteen
17 (13) weeks.

18 In the meantime, when... before we decided
19 that he would attend daycare, we had to make up our
20 minds if we have... could, like, pay for daycare,
21 if we would take the space available. And I
22 contacted the case worker, and she urged me to take
23 the place available for him. Because a week...
24 like during the same... after the daycare called,
25 the pediatrician saw [REDACTED] and noticed that he was

1 hyperactive. He couldn't stay in one place for one
2 minute. And later he was diagnosed with FASD, a
3 mild case of it, and that he would benefit from
4 daycare. So, that's when we decided to take the
5 space for him at daycare.

6 So, he attended for thirteen (13) weeks, cause
7 the... When the mother couldn't keep up with the
8 payments, we made the payments until the mother
9 came back to town. But when she couldn't make the
10 payments, he had to be removed from daycare, so he
11 stopped going, but he was there for thirteen (13)
12 weeks while... during the time he was with us.

13 So, during all this time, he's with us until
14 December fifth (5), two thousand nine (2009).

15 Around September, the month of September... or
16 maybe late August, early September, I was contacted
17 by the father of [REDACTED] He told me he had three
18 (3) kids in his custody and he had applied for the
19 Child Tax Benefit. And I could apply... He didn't
20 apply for [REDACTED] because he was in my care.

21 So, I contacted the DYP to ask for papers
22 indicating that he had stayed with us during the
23 whole time, but I never got an answer back. They
24 always had excuses for why they couldn't supply the
25 documents. But I got a letter saying I could apply

1 for the Child Tax Benefit, but I needed documents
2 stating that he was in our care, which we never
3 got.

4 And December fifth (5th), two thousand nine
5 (2009), the mother calls - apparently she had come
6 back to town, we didn't know - and demands to have
7 [REDACTED] back. This was after five (5) months, no
8 contact whatsoever. And I tell her, like, "You
9 can't just, like, take him home like that, on that
10 day", and I told her about the reintegration
11 process - I'm... like, I fostered kids before - and
12 that [REDACTED] would benefit from that, like if could
13 home... go home for the day for about a week, and
14 towards the end of the week, she could have him
15 back, but she wouldn't hear it. She just slammed
16 the phone down, and she mentioned that the... about
17 the Child Tax Benefit I had tried to get for
18 [REDACTED], but...

19 The impression I got was she got it... she got
20 the information from the case worker, cause I
21 don't... I didn't tell anybody else about it. I
22 didn't even tell the dad. I just said, "Okay, I'll
23 try." So, that's... I think that's why she
24 demanded to have him back, because of the Child Tax
25 Benefit, which she was still getting for [REDACTED].

1 And [REDACTED] ... [REDACTED] never saw that money. So, it
2 all went to the mother...

3 **M.** [REDACTED] :

4 Take a break.

5 **MME** [REDACTED] :

6 We'll take a break.

7 **LE COMMISSAIRE :**

8 Alors on se... We'll take a break.

9 SUSPENSION

10 -----

11 REPRISE

12 **LA GREFFIÈRE :**

13 Reprise de l'audience.

14 **LE COMMISSAIRE :**

15 So, welcome back! We are still listening to you.

16 **MME** [REDACTED] :

17 Okay. Okay, I'm back on December five (5), two
18 thousand nine (2009), when the mother would have
19 no... nothing to do with the integration process I
20 have recommended for her and for the child.

21 And later, without any notice, no phone call,
22 no prior notice, two (2) emergency workers came to
23 our place and they just took [REDACTED]. I told them,
24 "Can I feed him supper, first?" They said, "No, he
25 will get fed at home". But I don't know what they

1 meant by "at home", cause the mother didn't have a
2 place of her own to call home, to raise her kids.
3 This was at the maternal grandparent's place that
4 they called home at the moment. So, they just took
5 him.

6 And I have to go back to February fourteen
7 (14), when [REDACTED] saw the doctor, two thousand nine
8 (2009). After we took him home from the doctors,
9 the boyfriend came around, the boyfriend at the
10 time. And I told him about what the doctor had
11 said about the bruise and everything, and that's
12 when he mentioned abuse, the first time, abuse to
13 us. The first indication was when... like, when
14 the doctor asked. And he told us that the other
15 siblings were too rough on [REDACTED]

16 And I'll let him continue with the next part,
17 cause the boyfriend didn't talk to me, he talked at
18 my husband at the time, so he will read that part.

19 **M.** [REDACTED] :

20 Okay. Like, we have this place which we call
21 "commercial center" where we hang out, the... our
22 elders, they'll go to everyday. There's a store in
23 the...

24 **MME** [REDACTED] :

25 Mall.

1 **M.** [REDACTED] :

2 ... with the mall. A mini mall, you would call it.

3 So, that's where I met the boyfriend. And...

4 And he tells... tells me about the siblings. This

5 is the second time... Well, he approached me that

6 time, and she was not there with me. And... on

7 [REDACTED] being roughed up by his siblings, and

8 something should be done about it. And I told him,

9 "You should go to the DYP and file the complaint,

10 because I don't know if they'll believe me".

11 You know, I don't know how many times we went

12 to concerning [REDACTED], and... You know, what he told

13 me, that he... he had been kicked out, because he

14 has been living with his... the girlfriend, that he

15 got kicked out. And where he was staying with

16 the... along with the mother and the kids, they

17 were all staying in one... one dwelling. I don't

18 know how many of them were there.

19 So, that's what...that's where I got the

20 information from him, that... this is the second

21 time that he had, you know, saw it with his own

22 eyes, saw what was going on with [REDACTED] So...

23 **MME** [REDACTED] :

24 He left town.

25 **M.** [REDACTED] :

1 He left town, not... not long after that. And I
2 don't think he ever went to the DYP about it. And
3 I don't think he'd ever got a chance... He... I
4 don't know what... what went on, but...

5 I remember going to the case worker at that
6 time, with her, telling what... what the boyfriend
7 had told us. You know, what the case worker told
8 us was that he went to the father...

9 **MME** [REDACTED] :
10 Father's place. Cause [REDACTED] was in the father's
11 care at the time.

12 **M.** [REDACTED] :
13 That he had seen... seen worse, which I don't know
14 what he meant by that. And you know, for me, I
15 would... For me, I wasn't around that much. I was
16 out working, and sometimes things happened while I
17 was not there. Like, what she had to go through
18 and what she told you, you know, what she said so
19 far. And...

20 But, you know, I was there when they brought
21 [REDACTED] to our home. We were about to leave to go
22 in the bush for one (1) month. And he was three
23 (3) months old when they brought him to our... our
24 place. And I had... I had a dream before that,
25 maybe a week before he came to our... our care. I

1 saw... I saw this child coming towards me with a...
2 on a... on a...

3 **MME** [REDACTED] :

4 Walker. Walker.

5 **M.** [REDACTED] :

6 On a walker. You know, coming towards me. I was
7 lying down, and I took him in my arms.

8 So, when she got the call from the DYP
9 about... you know, if she was willing to take a
10 child, she had, you know, two (2) choices. Either
11 have the prenatal baby or the three (3) month old
12 baby. So, I told her, "Take the three (3) month
13 old baby", which was [REDACTED]

14 Apparently, he had stayed with a family here
15 in [REDACTED] I don't know how long, but the
16 mother demanded that he, you know, be brought back
17 to (inaudible). And... and that's how he came to
18 stay with us for... for six (6) months.

19 And, you know, the bond was there, like when
20 I... I will say the bond was there, because when we
21 take a child... In our customs, when we take a
22 child, we do it differently than the non-natives.
23 We used a cloth, warm blanket, and we cover the
24 face, if you take him in a... in a... outside, then
25 we take him in, then we take off the... the things

1 that he... the baby has on. So, when I opened the
2 cloth or... you know, he had a big smile on his
3 face seeing me. You know... You know, that's...

4 And I was very, very happy to have him in my
5 home and, you know, I would watch him. I was
6 working in town at that time and, you know, I got
7 to see him a lot, and I saw him started crawling
8 and all that. But when he went home, I wasn't
9 there. I was out of town. And I came home - I
10 think it was in September - and I had to go in the
11 room, and I cried. So... (Silence).

12 Yeah... I didn't know... you know, if I'd ever
13 see him again. It was hard on me.

14 So, I will let my wife take over for now.

15 **MME** [REDACTED] :

16 Okay. After the mother demanded to have him back,
17 the case... emergency workers came and took him
18 back to his mom. And we tried going to DYP to help
19 him out, cause we knew that things weren't going
20 right at home. And there was...

21 Like the mother always left town, I feel,
22 whenever she felt like it, without any prior notice
23 to us. She just brought him over and took off when
24 she felt like it.

25 So, we tried everything. I called the DYP, if

1 they could intervene to stop the mom from, like,
2 doing what she did. Leaving him, like for five (5)
3 months, no word, no contact, and then just
4 demanding to have him back, all in one day. And
5 they said there's nothing they could do. We went
6 to the... to the boss... head boss, I guess I'll
7 call him. And we called him... I called him and
8 ask him to return my call, but I never got a call
9 back from him, ever. I left a voice message, and
10 he never called.

11 So, when he came back to town, we went to see
12 him, the boss at DYP, and that's when he said there
13 was nothing he could do, the Department could do.
14 And I even talk to a lawyer over the phone in Val-
15 d'Or. I called her office and asked if they could
16 intervene too, and they just said there's nothing
17 they could do, too, cause he wasn't under DYP. But
18 apparently the mom was still there, cause the kids
19 would be... like taken from her, the other
20 siblings, placed in foster care, and it's still
21 ongoing to this day, the other siblings are still
22 in there, in foster care.

23 And the whole time they said [REDACTED] wasn't
24 under the DYP. But I don't know why, the mother
25 wasn't there, and [REDACTED] wasn't... And...

1 So, April eleven (11), two thousand ten
2 (2010), we are informed by our daughter... We have
3 two (2) kids, a daughter and a son... well, adults
4 now. And between my daughter and me, we took turns
5 taking care of [REDACTED]. Whenever I had to leave
6 town, she took over. When she was out of town, I
7 took over. So, whoever was available at... just
8 took care of [REDACTED]

9 And April eleven (11), two thousand ten
10 (2010), she informs us that someone had sent
11 pictures by phone to her of [REDACTED] having bruises,
12 being abused. And I asked her who... who had sent
13 them. And she said the cousin of [REDACTED]. He has a
14 big extended family, and it was one of the cousins
15 who took... who told her about the abuse and sent
16 her the pictures.

17 And this was on a Sunday evening, I believe,
18 when we first saw the pictures ourselves, and we
19 informed the... We told our daughter to tell the
20 cousin to take the pictures to DYP first thing
21 Monday morning. And when we contacted her again,
22 later in the day, and the cousin said yes, she had
23 taken the pictures to DYP. And we were just
24 waiting for a word, like if they'd intervene or
25 something. But they... apparently... apparently,

1 they never did.

2 That same day, he went... My husband went to
3 the case worker, and I told my daughter to go with
4 him cause she had the pictures on her phone, and I
5 told them, well, to show them to the case worker.
6 And, apparently, the case worker was... had a
7 client at the moment, and he came out and just
8 rudely told my husband, "I can't talk, I have a
9 client with me".

10 And they showed him the pictures, still. They
11 still showed him the pictures, and his response
12 was, "There's nothing I can do. If the abuse
13 happened inside the home, there's nothing I can
14 do". That was his response.

15 So, I told my husband, that same time... like
16 fifteen (15) minutes after they came back, when
17 they told me what the answer was from the case
18 worker, I told him, "You should go to the police
19 and show them the pictures".

20 And... and right away, the police said they
21 would. They intervened. They said they talked to
22 the case worker, and... and... have, like, asked
23 them to have [REDACTED] removed from the home. At this
24 time, [REDACTED] was at the... at a... home with his
25 mother and other siblings.

1 That on January... April eleven (11), two
2 thousand and ten (2010), when our daughter showed
3 us the pictures, she was told the mother had left
4 town that day with another sibling who had an
5 appointment in Val-d'Or, and she was the escort for
6 the sibling, and there was no food in the house,
7 whatsoever. I don't know how many... how many kids
8 were in the house. Because [REDACTED] is number nine
9 (9)... I call him number nine (9) in the family,
10 with the kids, number of siblings, he was number
11 nine (9) at the time, when he came into our care.

12 But now, he has five (5) other siblings, since
13 he came into our care. And at that time, April
14 eleven (11), two thousand and ten (2010), there was
15 absolutely no... no food in the house. The mother
16 just took off, with that many kids in the house.

17 And I don't know how long she was out of town.
18 And we still had to wait two (2) more days to find
19 out where [REDACTED] was. We called the cousin to know
20 if she had been... if [REDACTED] has been placed
21 somewhere, and where. And, apparently, they didn't
22 know, cause the DYP didn't tell them either. And I
23 had to call DYP two (2) days later to find out
24 where he had been placed. And they told me the
25 maternal parents... godparents... maternal

1 grandparents' place. He had been placed there.

2 And I asked them, "Why there? The abuser
3 could've just walked over and continued the abuse".
4 And the place... placement worker at the time, told
5 me that she wasn't happy with the placement. So,
6 she said she'd find out where he... like, if we
7 could have... have him back in our care. Cause we
8 were willing to take him back, always.

9 And we called... We got a call April fourteen
10 (14), two thousand ten (2010), telling us he was
11 being placed in our care, finally. And the term
12 they used was "long term". That was it. No
13 mention how many weeks, how many months, how many
14 years. They just said "long term". So, we said
15 okay.

16 And, at the time, I didn't want to say
17 anything until I was sure he would be back with us
18 for good, like, long term. And I believe it was
19 the day after he was placed with us, I told them
20 that I wanted my name taken off the list for a
21 foster... foster care. So, that's when I
22 stopped... (Crying)... that's when I stopped being
23 a foster parent. I believe it was April fourteen
24 (14), two thousand ten (2010). But I still got a
25 call. Apparently, the replacement workers were...

1 I don't know, they never got the message that I
2 wanted to stop being a foster mother, and they kept
3 calling for more kids to be placed in my care, but
4 I said no.

5 So, [REDACTED] stayed with us... has been with us
6 since April fourteen (14), two thousand ten (2010).
7 And in August two thousand thirteen (2013), I was
8 approached by the mother saying that she was
9 willing to give up [REDACTED] for adoption by us, to be
10 adopted by us. And I was so happy that day.

11 Next day, I called a lawyer and told him about
12 what the mom had said. And he says, "You can't
13 just have him with one parent's consent, you have
14 to have both parent's consent". And so, that
15 stopped there. I told the DYP about it. That...
16 they mentioned that we could go to court, but
17 nothing has happened with them or with the court
18 about the adoption.

19 And August two thousand ten (2010)... No,
20 September two thousand ten (2010), I get a call
21 from the case worker. By this time, she had
22 entitled the "group leader", they called her. And
23 she called us in to talk about [REDACTED], and... cause
24 she had been out of the office for... I don't know
25 for how long, and for medical reasons, I believe.

1 And... and we went in there. We didn't have too
2 many of these visits.

3 Once, I remember, before [REDACTED] was placed in
4 our care, I think when the... when the information
5 came in about the... about the abuse, because it
6 was all coming in from family members of [REDACTED]
7 about the abuse. And they used to say, "Don't let
8 him go, don't let them put him back".

9 And so, that's why we went to everybody, to
10 DYP, the lawyers for DYP, and nobody could do
11 anything, they said.

12 Okay, when we went to see the group leader,
13 she had the job title at the time, they... she
14 mentioned the pictures. She said she had seen the
15 pictures of [REDACTED] with the abuse. And that's the
16 first indication we had that they had read our
17 complaint, cause we filed a complaint of that to
18 DYP in July... I think... like after he was placed
19 with us long term, like I think in June, and they
20 told us to write a written complaint. We did that,
21 and to this day, we have never received any
22 acknowledgment of our complaint to them.

23 We indicated that we wanted to file a
24 complaint in order to prevent it from happening
25 again. And so, the meeting with the group leader

1 was the first indication that they got the
2 complaint, and we were told by her that there was a
3 court hearing in the next month, October. But a
4 week later, I got a call, I wasn't even at home.
5 It was to go into the courthouse ASAP, cause there
6 was a court hearing that day for [REDACTED]

7 I went there. This was on the twenty-third
8 (23rd), but we never got to go. We waited the whole
9 afternoon. So, we had to come back the next day,
10 and I had to go... They told me I had to go pick up
11 [REDACTED] from school, cause they wanted to talk to
12 him too, which they did. One of the lawyers did.

13 And the second indication we got about the
14 complaint was when the Judge asked me... Cause in
15 the file... complaint, we had... I had requested
16 that there'd be supervised visits with [REDACTED]
17 whenever he went home, like orders for the day.
18 Like, I knew it would be for the day only, but I
19 had requested that, in the complaint. And I even
20 told that to DYP, when they placed him with us, at
21 that time.

22 And that was the second indication that they
23 had gotten the complaint, when the Judge asked me
24 about the visits... supervised visits. And that
25 was the only time they mentioned anything about the

1 complaint. So, to this day, we haven't heard
2 any... heard anything from them.

3 There was a Complaint's Commissioner, we've
4 gone to them twice, and still nothing yet. So,
5 since he's been placed with us, [REDACTED] .. for
6 [REDACTED], we got payments for eight (8) months all
7 together, in that space of time, ten (10) year
8 period.

9 So, he's been with us about fifteen (15)
10 months, no payment, cause they said he was under
11 DYP. We didn't mind. So, he's been with us since
12 April fourteen (14), two thousand ten (2010).

13 And from time to time, I ask him if he wants
14 to go meet his family, and he answers always no. I
15 don't blame him. He gets invitations to birthday
16 parties. Last one recently was this past winter,
17 but that was the only time he would go, like,
18 without any of us. Before, either he refused to
19 go, or one of us had to go with him, cause he was
20 that scared.

21 I always encouraged him to go meet his family.
22 Like, this is in public only. He won't go to their
23 home, any of them, any member of his family. And I
24 still encourage him to go see them, if we see them
25 in public. Sometimes he'll go, sometimes he won't,

1 but there's still... I know there are psychological
2 things... issues he has to deal with. Like, he has
3 flashbacks, I would say, about the abuse.

4 And he was only twenty-eight (28) months at
5 the time. The abuse got to the... got that bad,
6 that started earlier. Cause we made notes on this
7 when the people would tell us things, the
8 happenings at home, and we'd make notes, take them
9 down, and voiced our concerns to DYP, but they
10 never intervened.

11 And I've been a foster parent since mid-
12 eighties ('80s), nineties ('90s), around there.
13 First, it was with adult... like teenagers, but
14 since my husband was out of town, I couldn't, like,
15 chase them around town, like at night, too. So, I
16 told them I'd take younger ones instead, ones that
17 I could look after inside my home. Cause I've had
18 mobility issues since birth, and...

19 So, eventually, younger ones came into my
20 care, cause I didn't want to take the teenagers.
21 It's not I didn't want to, but I couldn't, like,
22 keep up with them, and...

23 And prior to [REDACTED] being placed in our home,
24 two thousand eight (2008), two (2) other siblings
25 went home five (5) months earlier. We had them for

1 eighteen (18) months. The longest ones, like,
2 we've had for long term. So, usually, it was just,
3 like, a weekend, a few days. But this was our
4 first ones in two thousand six (2006), I believe.
5 We had them for eighteen (18) months, and the next
6 one came. It was [REDACTED] And I think to this day,
7 I'd still be a foster parent, except all this. I
8 said no.

9 And at the time, with all this abuse with
10 [REDACTED], going to different departments was like a
11 brick wall. Nobody intervened, nobody. So, this
12 has been ten (10) years now, [REDACTED] is ten (10)
13 years now. So, hopefully... But I still keep
14 asking for psychological help for [REDACTED]. I have
15 to make the calls. They don't.

16 I tell them about the psychological issues,
17 but they don't... I only remember once, one cared,
18 a case worker that the... made the appointment.
19 This was at the beginning, when he was placed in
20 our care, when he was really scared. He wouldn't
21 trust anybody, he wouldn't go anywhere. And he was
22 okay. This was a traditional healer I took him to,
23 but... but he still has issues with the abuse.

24 He didn't tell us... like, he was twenty-eight
25 (28) months at the time, and in later years, he

1 would go back, flashbacks. Like if he saw
2 something, he'd say, "Oh, that happened to me".
3 Cause the abuse wasn't just from the siblings, it
4 was from the mom, I learned later on.

5 Because earlier when... He was toilet trained
6 for... before he was two (2) years old. And when
7 he kept going back and forth, back and forth, he
8 came back to our place in diapers, and we had to
9 start the process all over again. Teach him the
10 things that he shouldn't be doing and... there
11 was... it was hard trying to control him at the
12 beginning, but after we placed him in daycare, he
13 settled down quite a bit. And now, he seems to be
14 much better.

15 He's starting to ask questions about... like
16 one day, he ask me, "Why was... Why was I dropped
17 off at your place when I was a baby?" And so, I
18 have to take my time and explain why he can't... he
19 couldn't be with his parents. But his attitude
20 right now is, "No, I don't want to speak to them"
21 or "I don't want to speak to my mom, cause she
22 can't even take care of me". So, I just let him
23 go, let him decide what he wants to do. I don't
24 push him. I don't push him to go there.

25 His father demanded to have him go to him, but

1 ████████ wouldn't go. And I was told by DYP, on one
2 occasion, not to force him. And I told the dad
3 that... the father, that I was not supposed to
4 force him, and he got mad at him. It was up to
5 ████████ whether he wanted to go or not. But he
6 hasn't been in the picture for, I don't know how
7 long now, so many years.

8 He knows who his biological parents are, but
9 he has to be reminded of what the sibling's name is
10 when we see them. He can't remember them all.

11 So, when I make the psychological appointments
12 to see the psychologist, I have to go on his behalf
13 and talk for him. And I have to ask what I need to
14 do to help him. And... I think that's about it,
15 for me.

16 And one thing I would like to recommend is
17 when the parents of foster kids are seen, that they
18 be told about the psychological consequences on the
19 child. I don't know if they're told. I have a
20 feeling they're not, cause I've had experiences
21 with the other kids.

22 On one occasion, on the other ones... with the
23 other ones, I called the mother. Like, he wasn't
24 living with us at the time, but recently. And I
25 told the mother I was going to take the child to

1 the doctor and ask him about... Like, there was
2 some issue there. And, apparently, she called one
3 of the social workers or the case workers from DYP,
4 I guess, I don't know who, but she was told by that
5 worker not to let me take the child there, to the
6 clinic. Because if I did, she'd end up losing the
7 child.

8 But I went, anyway. I wanted... I took the
9 child to the doctor to find out what the problem
10 was. Cause I had a concern it might be abuse, but
11 it turned out to be something else, like what the
12 mother was doing in the house, because of the baby,
13 too, in the house. So, things like that.

14 And the doctor's question to me was, while the
15 child was in my care, did the mother have a baby,
16 while the other child was in my care. And that's
17 when the... that's where the psychological thing
18 came in. Cause when that child was removed from
19 the home, he was the baby. The child was a boy.
20 He was the boy child, and he was the baby of the
21 family when he was removed. And when he went back,
22 he had another sibling. So, he wanted to be a baby
23 again, that's why I mention this psychological
24 thing.

25 I don't think they're told. I don't know if

1 they're told, but I have a feeling they're not.
2 And we, the parents, have to take care of that
3 without any help from the DYP.

4 So, I think that's all for me, today. Thank
5 you for hearing us.

6 **LE COMMISSAIRE :**

7 Thank you.

8 Would you have something to add?

9 **M.** [REDACTED] :

10 Yes. I would like to start off where I left off,
11 just sort of let you know the history of my... you
12 know, since [REDACTED] was with us.

13 Like I said, I had been working mostly all my
14 life. You know, when I said the bond was there,
15 you know... When he had... went home that... that
16 time, when December came around - his birthday was
17 on the twenty-fourth (24th) of December - so we
18 organized a... you know, a visit and have a, you
19 know, a small feast for him. It was a traditional
20 feast. I had killed a beaver that fall, so it was
21 for him, we said... we said that that's died for
22 this special occasion.

23 So, I was outside fixing... fixing the lights,
24 and I saw this small car parked in my driveway. It
25 was the father of [REDACTED] our foster child. So,

1 when the driver came out and opened the back...
2 back door, you know, the father wanted to take him,
3 and he just ignored... he sort of just pushed his
4 arm aside.

5 When he saw me, he was very delighted, he
6 called out my name and came running out of the
7 truck. And he almost knocked me over because, you
8 know, he grabbed me on the... that leg, and he held
9 on to me so, so tight, you know.

10 I let him do that for a while, and when he let
11 go, I... you know, I took him in my arms and gave
12 him a big hug. And we went in, and one of the
13 first things I saw was that he had no undershirt,
14 and it was cold outside, only the top.

15 So, you know, things started to open up for
16 me, you know, why... why is he... why is he
17 being... you know. I mean, when I cried, it was
18 just, you know... I wonder if he's going to be all
19 right, you know, things like that. You know, is
20 there anything we can do for him, not... not... not
21 to go through that process, day... you know, week
22 by weekend, you know, being placed in a different
23 home.

24 And, you know, things escalated within, you
25 know, what... what was happening to him. And, you

1 know, we used to have people tell us that [REDACTED]
2 he has... I looked after him. The father went to
3 [REDACTED] "How long did you stayed with him?" You
4 know, they would mention a couple of days.

5 And the father, you know, wanted to live with
6 his son. I mean, he would take off, I don't know
7 how many times, to [REDACTED] And this was not a
8 stable, you know, home for him. You know, being,
9 you know, sent to another... another family at
10 times, and...

11 So, you know, I did a little research on the
12 Youth... on the Youth Protection when this thing
13 happened to him. You know, when he was being
14 abused and, you know, the pictures brought to our
15 attention. And one of the things that I found out
16 was you can charge a parent, a mother, with
17 drunkenness and the abandonment.

18 So, you know, when we brought that to the
19 police, when this thing happened, I asked about
20 that, and... "Why cannot... Why can't you charge
21 the mother for that?" You know, it states in
22 the... in the Law, the Youth Department... that we
23 cannot do that unless the Youth Protection files
24 the charges on the mother. And they said, "I don't
25 think they'll ever do that".

1 And I think that's one of the areas I would
2 recommend that, you know, this sort of thing, if a
3 person is drunk or abandons his... abandons her or
4 his child, they should be charged, and this should
5 be brought to the Youth Protection. You know,
6 being more vigilant, and you have people...

7 They seem to, you know, have more attention on
8 the abuser or the family member, than the child.
9 It's the child that suffers the most, and has to
10 face the consequences later on... later on, on
11 their lives, and things happen psychologically.

12 So, when [REDACTED] was two (2) years old, you
13 know, that's what he told us, he remembers what
14 happened. All the... He was traumatized at that
15 early age. And one of the things that the
16 psychologist said was that, "You know, poor [REDACTED],
17 he's going to go through life like that, not
18 trusting anybody". And that seems to be the case.
19 We see it now in our own eyes.

20 Sometimes, you know, he... I don't how old he
21 was, like he... he was... you know, whenever I was
22 around, he was very glad. Like, if I went outside,
23 even though he was in the room, you know, he sort
24 of know that I was... He would be coming out of the
25 room running, and almost crying, start running down

1 the stairs asking to me where I was going, as if I
2 was... you know, thinking that I was going to leave
3 him. But I always told him, [REDACTED], I'm not going
4 to leave, I'm going to come back inside".

5 Even when the phone rang, he would... he would
6 always ask, "Who was that? Who was..." You know,
7 this kept on for... kept on for a while, asking...
8 asking, "Who... Who called? Who called?", you
9 know. He was afraid, I noticed that.

10 Even when he went to the... like in the
11 commercial area, if we went with him and he saw his
12 grandmother or siblings, he would run behind our
13 backs, you know, try to hide somewhere else. So, I
14 mean, that... that hurt me to see that child, you
15 know, going through that... this very complicated
16 issue on his behalf.

17 That's why we decided to file a complaint when
18 this happened. Not just for him, for other
19 children that might be, you know, in that same
20 process that he was going through. That to come up
21 with the solutions and not to, you know, deal with
22 that issue. If the guidelines are there within the
23 law, you know, why not follow them instead of, you
24 know, making excuses or saying that, you know, "If
25 it happened at home, we cannot do anything", you

1 know.

2 And even when you file... when you go to them,
3 you know, everything is there for them. That's why
4 they're there. But in some cases it's... doesn't
5 happen. Like she was saying, it was like running
6 into a brick wall at times. You know, I don't know
7 how many times we went to the... to the Youth
8 Protection about this... about our letter, if
9 anything was being done, or what their intentions
10 were.

11 And we even approach the Youth... the Youth
12 Director to talk to him. Why not take this to
13 court? This is serious. "Oh, we could do that.
14 We could do that". But nothing ever happened.

15 And somehow they said, "Don't stop. If you
16 have to go higher than that, go higher", you know.
17 So, that's what we did. We even approached the
18 Crown Attorney about it. And even there, nothing
19 happened. The thing is, what she was told by the
20 lawyer... you know, you go to them, then they said,
21 "Oh!" You find out they... you know, the lawyer is
22 just a client of the mother, so... you know, we
23 can't do anything.

24 So, we had to look for our own... But we
25 didn't have the money. And somebody suggested,

1 "Why not to take it to the... the court, you know,
2 and fight for him". I said, "But I don't have the
3 money." I'm not going to go through that, and he
4 suffered enough, and... I mean, the services are
5 there, but... you know, it's... It didn't... poor
6 [REDACTED], you know, he had to go through life like
7 that, I don't know, for seven (7) years, now,
8 before something happened.

9 And I even approached the Commissioner of
10 complaints and told him our... our complaints that
11 I haven't found a file, I don't know what it is
12 they call it in Montreal, they don't have it. So,
13 they still have that file, I have... you know, if
14 you want a copy of it, they can give it to you.
15 So, she... So, we... I took a copy of that letter,
16 and to this day, I have... we haven't heard
17 anything from her.

18 But one of the things that I would recommend
19 is that the... You know, the government is funding
20 the... the Cree Health Board, and I think there are
21 some guidelines in which the Cree Health Board has
22 very limited, you know, authority. You still have
23 to talk t over to the officials. You still have
24 that, you know... You have to... Sometimes they do,
25 and they bring that... attention to the government,

1 and I guess the file stays there.

2 Like the... Like the... Like the traditional
3 adoption. I don't know how many years before the
4 government, you know, agreed to it, that this...
5 that... which I'm very happy is going to happen, I
6 think it's supposed to be, I guess, in June, that
7 this will become legal. That's one of the things
8 that they fought, fought hard with the government
9 to recognize that we, as the Cree people, have our
10 own traditions and customs that need to be more,
11 you know...

12 Especially with the government to realize that
13 we are a distinct society, we have our own
14 traditions, and they have to respect that and put
15 it... you know, start negotiating our... I guess
16 have open discussions or a table, you know, bring
17 forward... bring forward our customs... our customs
18 and our traditions. This is what...

19 Like today, our... our elders are slowly dying
20 off. They had so much... so much traditional
21 knowledge of what went... what went on long before
22 we had had contact with the... you know, the
23 outside world. We had our own... like, our own
24 system, how we went about it. And it seems that
25 every... like every community, you know, this was

1 the case.

2 So, I think the government has to open up and
3 realize... I'm... I'm glad that we... that we are
4 going to have our own, you know, Cree... Cree
5 governance and all, but more has to be done to
6 bring the issues or attention to be discussed on
7 both levels of the government. Because we're here,
8 we're always going to be here living side by side.
9 Of course, we're going to have conflicts here
10 and... here and then, but I mean, we can, you know,
11 come up with, you know, solving our differences.

12 And... And I'm glad that, you know, that we've
13 gone this far, now that we are here, and have you,
14 hear a case on behalf of [REDACTED]. I didn't know we
15 would make it this far. But with the persistence
16 and the perseverance on our behalf, you know, we
17 got here, and I hope the betterment for every child
18 in Quebec of what we're... you know, what we...
19 what we were talking about, and to come up with...
20 with the solutions, you know.

21 Like I was saying, maybe, you know, open up,
22 you know, discussions or a table in which we could,
23 you know, come up with... and have our own customs
24 being... you know, being revised, which we're...
25 Like, for instance, the traditional adoption, which

1 I'm very glad it's... you know, it's gonna happen.

2 But... but [REDACTED], he's still under Youth
3 Protection. So, I don't know what's going to be...
4 His file is still with the Youth... Youth
5 Protection. So, I don't know what's going to...
6 what their intentions are.

7 And like I was saying, you know, my wife is
8 the... been with [REDACTED] for, you know, longer than
9 I have, but the bond is there. And you know,
10 he's... He will come up to me and, you know, even
11 if I'm lying down, hug me, you know. And, you
12 know, sometimes, I tell him, [REDACTED], do you still
13 know your parents... biological parents?" "H'mm,
14 no". He'll lie there. And sometimes he... he...

15 You know, he calls me "dad", "daddy". But I
16 call... I always say, "[REDACTED] your father, do you
17 know his name, your biological?" Yes, he still
18 remembers, but he says, "He's not there for me,
19 you're here. So, you're my father." But I tell
20 him, [REDACTED] he's still your father. You still
21 have to realize that. Even your mother". He
22 can't... you know, I always bring the issue back,
23 so he... he... you know, he'll remember his mother
24 or father, but... you know. I think that's all I
25 had to say.

1 And like yesterday, I was talking to Donald,
2 and I... you know, I was very, very comfortable.
3 And I think they had a little... good discussion
4 on... on... The lady here, I've forgotten her name,
5 she was there, and I was very glad, you know, to
6 talk to them. Maybe I forgot what I was talking
7 about yesterday, I mean... So much that we went...
8 you know, we went through. It can't, you know...

9 Finally, like I said, you know, I'm glad I'm
10 here and I hope we can come with the solutions or,
11 you know, maybe a... You know, I'm not here to
12 judge anybody or blame anybody, we're here to, you
13 know, I guess help... help each other out, you
14 know.

15 I mean, I've always believed I'm no different
16 from this guy or the other guy. We're all equal.
17 And that's the way my mother taught me, even...
18 even... you see me with my... my dress up shirt and
19 the way I dressed, that's her teaching. So,
20 she's... she's here with me. She always told me,
21 "If you can, son, you know, you dress up... dress
22 up just, you know, on respect to that person or the
23 child".

24 So, that's why I dressed up and respected you
25 guys that are here, and for the... for [REDACTED] and

1 other children that, you know, we're here for.

2 So, that's all I had to say, and thank you
3 very much for listening to our story.

4 **LE COMMISSAIRE :**

5 Okay. Thank you very much.

6 I will ask Maître Bourget, do you have
7 questions?

8 **M^e DONALD BOURGET :**

9 A few questions.

10 **LE COMMISSAIRE :**

11 Yes.

12 **M^e DONALD BOURGET :**

13 Not too many.

14 First of all, just to make sure, we're talking
15 about the Youth Protection Services from Chisasibi.

16 Am I right?

17 **LE COMMISSAIRE :**

18 Yes. Yes.

19 **M.** [REDACTED] :

20 Yes.

21 **M^e DONALD BOURGET :**

22 And at the end, you never heard from the Youth
23 Protection Services about an adoption process,
24 except once, but nothing else furthermore.

25 **MME** [REDACTED] :

1 Nothing more. He said we could go to court for
2 that, cause the father isn't in the picture, he's
3 the one who refused to give [REDACTED] up for adoption,
4 but he hasn't been in the picture. And they told
5 me they will take a look at that, but nothing so
6 far yet.

7 **M^e DONALD BOURGET :**

8 And just to make sure, again, are you paid as
9 foster family since two... since your period before
10 the court in two thousand thirteen (2013)?

11 **MME [REDACTED] :**

12 The payments started April fourteen (14), two
13 thousand ten (2010), to the present. But before,
14 it was just... before that, it was just for eight
15 (8) months.

16 **M^e DONALD BOURGET :**

17 And last question. Even though the Youth
18 Protection Services knew about [REDACTED]'s situation
19 into the family, do I understand that they let the
20 babies born after into the same family?

21 **MME [REDACTED] :**

22 [REDACTED] has five (5) younger siblings

23 **M^e DONALD BOURGET :**

24 And you're not a foster family anymore, except for
25 [REDACTED]?

1 **MME** [REDACTED] :

2 Yes.

3 **M^e DONALD BOURGET** :

4 Because of what happened...

5 **MME** [REDACTED] :

6 Yes.

7 **M^e DONALD BOURGET** :

8 ... with the Social Services?

9 **MME** [REDACTED] :

10 Yes. Yes.

11 **M.** [REDACTED] :

12 That's...

13 **MME** [REDACTED] :

14 It's frustrating...

15 **M.** [REDACTED] :

16 Yeah.

17 **MME** [REDACTED] :

18 ... trying to talk to them. Going up against a

19 brick wall.

20 **M.** [REDACTED] :

21 Yes, I brought this... brought this up to my wife,

22 because I had seen enough and, you know, dealt with

23 it and, you know... And I told her, "I don't

24 think... I don't think we would be helping if we

25 said yes. I think we would make the things... the

1 thing worse for the child". I mean, why... why
2 keep a child on... you know, just for that, on the
3 weekends. Because the families are drinking, then
4 have the child back, then another week later, same
5 situation. I mean, we're helping out with the
6 problem, I mean... I think it's up to the DYP to,
7 you know, come up with a... you know, deal with...
8 deal with that, and all. Since [REDACTED] I told her,
9 "No, we're not going to do that anymore, I think."

10 I mean, are we there... We're doing their job.
11 I think they took... this was the case, she was
12 doing the job for the... And she was asking, you
13 know, for help, but she was the one doing the work
14 for... you know, for [REDACTED], fighting for his
15 rights. And Youth Protection, it sort of just turn
16 the other way. This is why we said we ran into a
17 brick wall.

18 Even when I said... You know, when I talked
19 with the assistant... Youth Protection about our
20 letter, that "You're against us". I don't know
21 what she meant by that.

22 **M^e DONALD BOURGET :**

23 You saved that child, and I want to thank you for
24 that.

25 **M.** [REDACTED] :

1 Yes. Yes.

2 **MME** [REDACTED] :

3 Okay.

4 **M^e DONALD BOURGET** :

5 No further questions.

6 **LE COMMISSAIRE** :

7 M'hm.

8 **MME** [REDACTED] :

9 And...

10 **LE COMMISSAIRE** :

11 Maître Miller?

12 **MME** [REDACTED] :

13 Can I add one more thing?

14 **LE COMMISSAIRE** :

15 What do you have to add?

16 **MME** [REDACTED] :

17 When we would took our letter of complaint to
18 the... Director of... (inaudible). Anyway, she was
19 the director at the time. And I felt, when we told
20 her about the complaint and everything, and her
21 main concern was more for the workers. That I had
22 done the work for the workers. No mention of the
23 abuse. And she said that I... that I had done the
24 work for them, the work they were supposed to be
25 doing, so she had more concern about that, than

1 what happened to [REDACTED] That's the feeling I got.

2 **LE COMMISSAIRE :**

3 Maître Miller, do you have questions?

4 **M^e RAINBOW MILLER :**

5 No, thank you, Mr. Commissioner.

6 **LE COMMISSAIRE :**

7 No. Maître Boucher?

8 **M^e MARIE-PAULE BOUCHER :**

9 No questions. Thank you very much.

10 **LE COMMISSAIRE :**

11 Would you like to add something? I'm happy that
12 you... you had good discussions with Christine and
13 Donald, yesterday.

14 **M.** [REDACTED] :

15 M'hm.

16 **LE COMMISSAIRE :**

17 I would like to thank you for sharing with us what
18 happened to [REDACTED] I think [REDACTED] was very lucky
19 to have you in his life.

20 **M.** [REDACTED] :

21 Yes.

22 **LE COMMISSAIRE :**

23 Very.

24 **M.** [REDACTED] :

25 Yeah.

1 **LE COMMISSAIRE :**

2 I have the feeling you... you care for him.

3 **MME** [REDACTED] :

4 Yeah.

5 **LE COMMISSAIRE :**

6 You love him.

7 **MME** [REDACTED] :

8 Yeah.

9 **M.** [REDACTED] :

10 Yeah.

11 **MME** [REDACTED] :

12 And one other thing I'd like to add is, is the only
13 thanks we get is from the professionals, health
14 professionals, when they know, when we take him to
15 the hospital. And they say, "Thank you for taking
16 care of him". Nothing ever from DYP, parents,
17 anybody else.

18 **LE COMMISSAIRE :**

19 And thank you for telling us, because it's
20 important to know what's going on...

21 **MME** [REDACTED] :

22 M'hm.

23 **LE COMMISSAIRE :**

24 ... if it may help others.

25 **M.** [REDACTED] :

1 Yeah.

2 **MME** [REDACTED] :

3 Yeah.

4 **LE COMMISSAIRE** :

5 We... I think it will be necessary to improve...

6 **M.** [REDACTED] :

7 Yes.

8 **LE COMMISSAIRE** :

9 ... the way these services are going on.

10 **M.** [REDACTED] :

11 Yes. One more thing. [REDACTED] is ten (10) years
12 old. I was very concern that, you know, they say
13 that the child, when he turns eight (8) or nine
14 (9), that's when the... What do you call that? The
15 mother, with the alcohol... I forgot the term they
16 use, when the mother uses the alcohol...

17 **MME** [REDACTED] :

18 Oh, FASD.

19 **M.** [REDACTED] :

20 Yes, he had a... I'm very glad he passed that now.
21 He has no behavior problems and, you know, he's a
22 very smart kid. Sometimes he talks... he talks for
23 himself, which I'm, you know, very glad.

24 **MME** [REDACTED] :

25 They find that very amazing, too. Cause we were

1 told by family members that throughout her
2 pregnancy with [REDACTED], she was constantly drinking,
3 so it's amazing he only had a slight case of FASD.

4 **LE COMMISSAIRE :**

5 So, a smart kid with...

6 **M.** [REDACTED] :

7 Yeah.

8 **MME** [REDACTED] :

9 Yeah. He wins awards every year in school.

10 **LE COMMISSAIRE :**

11 ... with loving foster parents. Congratulations!

12 **M.** [REDACTED] :

13 Thank you very much.

14 **MME** [REDACTED] :

15 Thank you.

16 **Le COMMISSAIRE :**

17 Now, is there nothing... there's nothing else?

18 Well, thank you again.

19 **M.** [REDACTED] :

20 Yeah.

21 **MME** [REDACTED] :

22 Thank you.

23 **LE COMMISSAIRE :**

24 Wish you the best to you and [REDACTED] and thank you
25 for sharing with us.

1 **MME** [REDACTED] :

2 Okay, thank you...

3 **M.** [REDACTED] :

4 Thank you.

5 **MME** [REDACTED] :

6 ... for hearing us out.

7 **LE COMMISSAIRE** :

8 We'll take a break, now. Yes.

9 SUSPENSION

10 -----

11 REPRISE

12 **LA GREFFIÈRE** :

13 Reprise de l'audience.

14 **LE COMMISSAIRE** :

15 So, welcome! Welcome back! Maître Bourget, I
16 understand you will present the next witness?

17 **M^e DONALD BOURGET** :

18 Yes, Mr. Commissioner. The next witness is Mrs.
19 Elizabeth-Mina Bearskin, and she's with her son and
20 her husband. For this testimony, when she will
21 tell the story about herself... who had to be at
22 Amos Hospital for her surgery, and she got in
23 contact with the Cree Health Board of Chisasibi to
24 make sure that her son could be taken care while
25 she was out of the community. She asks for

1 services six (6) months before her stay in Amos,
2 without the services being in place when she had to
3 go. So, she will explain to the court what she
4 did, and what happened.

5 **LE COMMISSAIRE :**

6 So, we'll proceed with the Oath?

7 -----

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

1 Elizabeth-Mina Bearskin
2 Témoin-citoyenne
3 Affirmation solennelle

4 -----

5 **LA GREFFIÈRE :**

6 Thank you. Your witness.

7 **LE COMMISSAIRE :**

8 Welcome! We'll listen carefully to what you have
9 to tell us.

10 **MME ELIZABETH-MINA BEARSKIN :**

11 I will speak in my language.

12 **LE COMMISSAIRE :**

13 Yes.

14 **MME ELIZABETH-MINA BEARSKIN :**

15 Welcome to everybody. I am thankful that I can sit
16 here before you. You, the person that will be
17 listening to me and the one that's assisting me to
18 be here, and the ones here that are sitting with
19 me. (Inaudible), my teacher in the life that I
20 walk... the life that I walk which helps me. I
21 will tell my story. I will tell about what has...
22 which I... something that happened, I wasn't happy
23 with. I will speak about what happens to a person
24 that goes down south for health... for health
25 reasons. When I knew... When I knew that I was

1 going go down for health reasons to get medical
2 attention, and it's never easy, and it will never
3 be easy to be... to be helped by the medical
4 services because of my condition.

5 I have lived with this... this disability all
6 my life, ever since I was a child. I have a
7 problem with my hip, but the... but it didn't stop
8 me from doing what was... what I was capable of
9 doing as a young person. Four years prior, I felt
10 pain in my leg and I couldn't... I wasn't able to
11 do what I... what I could do before in terms of
12 work.

13 And this person, my son, who's sitting beside
14 me, he's always been like that. He... He hasn't
15 been able to work ever since birth and... and he's
16 been paralyzed, and they don't know what is causing
17 him to be paralyzed. I always thought that, how
18 could I, you know, take care of him and... when I'm
19 not able to take care of him, how can he be taken
20 care of, when I wasn't able to take care of him?

21 (Silence/Cries)

22 It's very difficult when a mother... a mother
23 has lots of love, 'cause she's the one that brought
24 life. And she's the one that carries it. Before
25 it comes into the world, she's the one that is the

1 first person that holds the baby, and that loves
2 it. She's... The mother is the first to... to know
3 the baby and vice versa, the baby knows... While
4 the baby was growing, it was still there. When
5 there's a special bond, no one can take away. The
6 only person that knows about the bond is the
7 mother.

8 And when it's time, for the baby to come,
9 she's the one that takes care of it, that feeds it
10 and puts it on her breast to nurse it. When a
11 child is a newborn, it brings something along with
12 him, and that is love. We all know where we came
13 from when we come into the world because there's
14 no... there's no end to what the child can bring
15 along with him.

16 When we start to learn... When you start to
17 learn things about the life, as we come into the
18 world, we learn everything from the... like, say
19 from the people that are in the world, plus the
20 animals and plus... the animals, water, and this is
21 what we see. That's how we know. And that's how
22 we know, when we see these things, that there is a
23 Creator and a Greater that's looking after us, our
24 Father in Heaven. And we live with our mothers
25 here on Earth. And that's what we have.

1 And when we went to find out about ourselves,
2 when you go in a bush, you'll find yourself, you'll
3 start to understand who you are. And we see many,
4 many things, and that's where we find out that out
5 what God wants us to... to know. And that's what I
6 thought my... And that's what I've learned because
7 that's why I don't want to let my child go. I don't
8 want my child to be down south, and I want it in the
9 community where I know that they'll show him love.
10 And you see him as he's sitting, he still wants to
11 live. He can't move, he can't talk. He can't talk
12 for himself, but he... I'm the one that talks for
13 him. And that's how I learn many things, when I
14 look at my son.

15 And when I leave him, when I have to go down
16 south for medical reasons... And there's no place
17 where I could take him, when I have to go down
18 south, and... but there are places I can... that he
19 can be placed down south, but it's me, I don't
20 want... I don't want to let him go down south.

21 When a person realizes how that... the love
22 that they have... When a person realizes the
23 parent... how much love the parents have, this is
24 one of the reasons that I don't want to let him go.
25 I don't want to... him to lose that, realizing how

1 much we loved him. And I'm afraid for him because
2 he's an indigenous person, and of the kind of
3 treatment that he can receive.

4 When he was... When he was younger, I sent him
5 to summer camp for two (2)... two (2) weeks, that
6 is... that is when I was told what... what he did.
7 They told us that he had been carrying around his
8 bike trying to... trying to find a way to get home,
9 to get... come home to us. And he kept looking...
10 They said he kept looking for me. It's very sad to
11 see a child go through that. They told us that he
12 didn't want to go to bed when he was told to. And
13 they really... they really kept an eye out for him
14 because they were afraid that he might wander off.
15 (Silence)

16 He told me already. He told me already that he
17 didn't want to be separated from us. He didn't want
18 to be separated from where he grew up. And when I
19 heard the story about how he was at that summer
20 camp, I realized I couldn't let him go to be under
21 the care of some other people or somebody else. And
22 he's always been with us, and we always took him to
23 the bush with us, and he was always happy.

24 And as he got older, four (4) years ago, he
25 completely lost the use of his legs. He couldn't

1 walk, and he used to do things... try to do things
2 for himself before, but now, he's not able to.

3 And when I took him to the clinic, he... he
4 couldn't move his legs. Like, he was dragging his
5 leg when we took him to the clinic. And when we got
6 there, they didn't want to send him out to get... to
7 get assessed, and I thought to myself, "Maybe he's
8 not important". Then other patients... because some
9 other patients are always taken good care of, I was
10 shocked. I didn't... I couldn't say anything, I
11 just... I just watched him.

12 When the doctors... When the doctors realized
13 that he was different from other children, but to
14 us, he was... he was borderline of being incapable
15 of being able to help himself. And in the Health
16 Services, I... I felt that he was ignored. And
17 because they have given... given up on him, because
18 they realized... they thought that they couldn't do
19 any more for him.

20 One thing I will say, when he first had the...
21 being paralyzed, they didn't... they couldn't even
22 do therapy for him. And that's when I realized that
23 they didn't really want to take care of him or help
24 him. I felt like I was in constant conflict with
25 the medical people, trying to get them to... to help

1 him.

2 The children that we are given to... to raise,
3 they are very important. We are... We are given...
4 these children are given to us, for us to take care
5 of them and to help them, and sometimes they see so
6 much that we, ourselves, cannot see. My... My late
7 father used to tell me that they are very close to
8 the Creator. And in the medical services that we
9 have, I don't understand how they look at him, that
10 he is special needs.

11 They... Sometimes we think that him being
12 special needs, we kind of... they kind of give up on
13 us, for us to... not to have hope for him to get
14 help. People don't want to invest their money
15 because they think - this is... this is what I think
16 about this - and they don't want to invest their
17 money. I think that everyone matters. (Silence)

18 I don't think the Health system has a right to
19 think or say, "Why should we invest on indigenous
20 cases", like my son. How would they know... they
21 know that giving him some of the services won't
22 help. We have to try. We have to give him a life,
23 to keep motivating him like we do. But his father
24 is getting older. And I have two (2) other sons
25 that have their own lives, that have their own

1 children. They have their own responsibilities.

2 That's another... another thing they always
3 question. When I seek for more help, I'm told,
4 "What about your family?" And I tell them, "Don't
5 involve my family, they have their own
6 responsibilities and I respect that". What I need
7 is more help, more resources for him that he can
8 benefit from, and to have a better life. I wonder
9 what he would tell us? I would tell you guys... or
10 tell you what he wants or what's best for him.

11 (Cries)

12 We cannot leave him in the gutter. This is
13 what I see where he is placed in the Health system.
14 They think of him as nothing. And I want him to be
15 helped, cause I don't have a place... I don't have a
16 place where I could take him, because in Chisasibi
17 where they have a place, it's always the elders have
18 priority. They take the acute patients first, but
19 him... but him, he doesn't have any medication to
20 take, so they don't take him.

21 And this is what I want to bring to your
22 attention, you that I am talking to. Our people
23 really need a lot of help. These kind... the cases
24 that I am in, where we are up north, that it's not
25 easy. They can't take us down south. It would be a

1 lot better if there was a place up north where they
2 can keep these special needs people in their own
3 communities, up north.

4 And this is where I'm going to stop, and this
5 is what I want, that the policies that they have,
6 that could change in the Cree... in the Cree Health
7 Board system. I... that's what the workers,
8 sometimes they can't... they have walls that they...
9 they go... and that they can't go through because of
10 how... how the system works. And it would be good
11 if they had another... another department in the
12 Cree Health Board, and called the... for... for the
13 special needs. Where a worker can work only for the
14 special needs.

15 There would be a lot of workers there, and
16 those who would be there would get a special
17 training. And those... And those that come from the
18 south should be given training in our traditional
19 ways, work related... the work that they are going
20 to be doing. That's what I wanted to say.

21 And now, I'm going to tell my story, what
22 happened when I was down... down south. I had a hip
23 replacement. It was very hard for me. So, it was
24 about six (6) months when I knew that I would have
25 that operation, and I... that's when I... I started

1 to look for help for my son. I was hoping that they
2 would send him to Amos, where I would be. He would
3 be close.

4 And then, it was about a couple of days before
5 I left, they told me that they... they had a place
6 for him for about a week, I guess. And then, I was
7 thinking that they were going to... I had sent him
8 down south to a certain place where he would stay
9 only for a... for a week, and so I was thinking,
10 "Why? I don't even know who..." I didn't even see
11 the person that was going to look after my child,
12 because I didn't know where they were going to send
13 him, and they didn't know anything about my son.

14 So, I told my husband that I have... we would
15 go with him. I had to go down south, cause they
16 were going to send him down south, and... to see
17 where he was going to be staying. And I... And I...
18 So, I was thinking that they would, you know, work
19 on it quickly, so... because none of my siblings
20 have adapted their homes. So, I guess they
21 calculated how much it was going to take them. I
22 said to my husband that they were going to drive.

23 I guess... I guess I... They got the... the
24 parents, the other parents to do some fundraising
25 for them while they were gone, so that when the time

1 came that they were running out of money, they would
2 at least be able to get money from... from the...
3 from the parents who were doing the fundraising.

4 And that's one of the obstacles we have, is
5 that when we want to do something it's always a
6 shortage of money. And when we left, when we went
7 to Amos, they put us in a place. It wasn't
8 adequate. They couldn't have anybody there that...
9 that would be safe for him to go in with a
10 wheelchair. There were two (2) boys. It was... It
11 was in a bar... bar part... the bar section of the
12 motel, I guess, where they were going to stay.
13 That's where they had to bring him in, because they
14 have a hard time... they had a hard time trying to
15 get the wheelchair in. And that's the kind of place
16 that they gave us, which was not adequate, and I
17 felt that they... It was... They didn't really care
18 about where they were putting us.

19 When a person tries to live a life without
20 alcohol, and putting him in a place like that, it
21 really did a big... When a person used to live
22 previously in a life where they abused alcohol, it
23 made a real impact on their lives in a negative way.
24 And it sure didn't feel good when we... when we were
25 put in a place like that, and we weren't living that

1 lifestyle anymore, like abusing alcohol.

2 And many times, I'm sure that's how people feel
3 when... even when they want to quit... quit abusing
4 alcohol, and they're put in a place like that, when
5 they feel that they're looked down on. They,
6 eventually, are driven back to going to that
7 lifestyle again of abusing alcohol. And that's what
8 really bothered me... us, when they put us in a
9 place that. It wasn't even accessible for him to...
10 It wasn't even accessible for a wheelchair.

11 And even the boys that... the young men that
12 helped him to try to get him into the motel, they
13 had a difficult time with the wheelchair, as well as
14 trying to lift my son up. As you can see, like, his
15 size, it was difficult for these young men.

16 And as we tried to get to our bed, to our room,
17 the only access was through the bar. And that is
18 the last time I want to see this kind of treatment.
19 Many times I'm sure people wouldn't... wouldn't want
20 to... wouldn't want to enter in a place like that.
21 He was there for three (3) weeks. Nothing...
22 nothing was adaptable for... to make it easier for
23 my husband to take care of our son. The room was
24 very small. That's where he would feed him, and
25 that's where they would eat together. It wasn't

1 easy for him to take him out. My husband couldn't
2 come and see me in the afternoons, because his
3 priority was to help our son first.

4 This is what I'll... want to... wanted to
5 request, it was to have a room that was accessible
6 for our son. And the worker answered me at the
7 Patient Services, when I made this request, the
8 Patient Services told me that... that I was the
9 patient, and my son wasn't the patient. That they
10 were focusing on me, and not on my son. And this
11 is... This is where I would like to have to suggest
12 that... that there be a position open where people
13 can have assistance, help with people that have
14 special needs children, so that when the parent is
15 in the hospital, that her child will be taken care
16 of.

17 I was hoping that they would help him, that he
18 would also have help and services from the home
19 care. I made that request and that was also denied,
20 because I know that in their job descriptions...
21 And this is what is... stands in their way. This...
22 this is what I understood, but I didn't agree to
23 this... with this... to do things that they can make
24 special referrals, especially in our case.

25 Now, we have to look at him, ask yourself, put

1 yourself in his shoes. You're sitting in the room
2 all day, all afternoon, nobody to talk to. Nobody
3 to do things with, but you still want to live.
4 You're still thankful you're given another life. He
5 chooses to live, to keep going. That's the
6 encouragement I always get when I look at him. It's
7 to keep going, no matter what I face as a mother, as
8 a caring, loving person I am. A mother who believes
9 in her son, that he can be helped. He deserves a
10 life, even though he can't do things like as... we
11 go to places, we get to eat to the restaurants.

12 For the last few years that was his life, just
13 sitting there watching TV. Imagine, three (3) weeks
14 staying in the room, wondering where I am or how I'm
15 doing, if I'm okay. I always told my husband to
16 tell him that everything was okay, that I was doing
17 okay, so that he would know. He would buy... buy
18 him a meal, something that was already cooked, and
19 he would pay... he would pay for his meal, but he
20 didn't get no reimbursement.

21 And those are the things that we don't... we
22 don't know. Because we're not told as to who is
23 looking after different programs, and the government
24 doesn't know. I think that if more information was
25 given to the government about the situations that we

1 face up north, maybe they would... they would...
2 they would put in more funds. Because you, as
3 you're sitting in front of me, there's many things
4 you don't understand what is going up... what is
5 happening up north. Because it's important to tell
6 you what is... what is happening and different
7 things in life, what's going on.

8 Because we have to see what we can... can do,
9 especially for those that... you know, the young,
10 the old, people with special needs that can't help
11 themselves.

12 I heard... I heard him laugh. He, himself...
13 He, himself, shows me something, cause he sees
14 something. And us, we don't see it because of what
15 he is given. Because the spirit guides are probably
16 talking to him, and that's who he... he hopes that
17 will help him, because us, we don't talk to him.
18 And us... And us, we talk to each other, we tell
19 things to each... And we teach. We tell our
20 stories, we mingle, we sit together, but him, he's
21 always alone.

22 There are things that help him, and the
23 multi... multiservices, but the thing is he can't
24 really go there, because he seems to always have
25 a... He comes not feeling well. I don't know, maybe

1 there's something... maybe there is something in the
2 building that... in the building, yes, so we don't
3 know. The ventilating system, is it working, or is
4 it making the place cold? I don't think so. And
5 that's where there is a work that needs... that need
6 to be done about the buildings or even our homes
7 inside, the ventilation systems, if they're working
8 properly. And since he's been having... since he
9 comes home with a cold all the times, so now, we
10 don't bother sending him there.

11 And I... The doors that they... that they take
12 the patient in and out, they're never properly
13 maintained. Because the snow... the snow up north
14 is sometimes... it's hard. There is different kinds
15 of snow that comes, so it's difficult for someone to
16 shovel the... So, it's difficult for someone to
17 clean the... the driveways. So, those are one of
18 the things that they should really be looking...
19 look after. So, I would tell my husband, "Don't
20 bother, don't bother shoveling it, we'll just keep
21 him at home". And the... another suggestion I would
22 make is to have the ramps covered, so as the snow
23 won't get... won't block the... the ramps to make it
24 easy for access into the building. It is not easy.

25 I also feel that... that these children are

1 always being neglected, and there's no help for
2 them, for the things that they need, to have
3 assistance and the things that they need in their
4 homes to have... to be able to have access, easy
5 access. And we do need adaptable housing, the ones
6 without the basement, have a home without a basement
7 where it can... so we would have easy access of
8 taking him in and out of the house, and also to have
9 the emergency exits in those houses.

10 Every day I see this, that I always see there's
11 only one... one entrance where we can take him in
12 and out from, and sometimes, the door is frozen.

13 And now, go back to the time when he was at the
14 hotel where... where he was at the motel and I was
15 in the hospital. I've seen a... and I experienced a
16 lot of things that were not done right, for me, when
17 I had that operation. Two (2) days after my
18 operation, I was asked to get up and walk, and I
19 couldn't. And they knew... and they knew that I
20 wouldn't be able to. I felt like I was being
21 physically abused. I couldn't really fight them off
22 when they were trying to get me up to walk, and I
23 was in great pain. I couldn't eat, I couldn't
24 really do anything. I know myself and I know my
25 body, what my body needs. I had needed more time to

1 recover. And I felt that they... they wanted to act
2 like they knew more about me, than I know about
3 myself. Just because they had these diplomas and
4 medical certificates, they felt that they knew more
5 about me than I... than I knew about myself. I
6 don't want to put them down or look down on them,
7 but I just want to mention this, because this is
8 what I've seen. I wasn't respected.

9 I wasn't respected for... like, how much I
10 could really do for myself. I felt like I kept
11 fighting them off, cause I knew when I would be able
12 to... to get up and to be able to walk. And I felt
13 that I needed to speak up for myself because of the
14 mistreatment I received. You know how this... how
15 hard it is for a person to receive medical
16 attention, and how a person can recover after
17 receiving medical services. Do they know that there
18 are some people that cannot do this? Some patients
19 that... that some patients need more time. That
20 they should give patients more time to be able to...
21 to help themselves get better and to get strength,
22 to get their strength back. I'm sure they don't
23 know.

24 That is where, again, it should be taught for
25 them to know that some patients are not... they

1 don't recover very fast. That they need more
2 time... more time for recovery.

3 When a patient retaliates towards a worker,
4 they want to... they want to be more aggressive
5 towards the patient and they start to neglect,
6 sometimes, the patient, because they tell the
7 patient that he or she is not cooperative. That is
8 where I've seen it again. There's a time where I
9 really wanted to eat some wild meat and drink some
10 broth, because I thought it would strengthen me and
11 that I knew it would help me to feel better in my
12 stomach, because I couldn't retain water. I felt
13 that the broth would be better for me and it would
14 strengthen me, if I was given some to drink.

15 When I think about the elders, that's probably
16 how they feel, too. I've carried this for so
17 long... this, what I'm going to share. When you
18 can't move, when you can't do anything, but you
19 know, and you start to remember hearing an elder.
20 When you hear an elder expressing pain... When he
21 starts moaning in pain... When there's no one there
22 to help him, to go check up on him.

23 I'm not sure if he was, like, moved because he
24 was... he was in pain and you could tell they were
25 getting aggressive with him, and the nurse was

1 pretty harsh with words against the elder. Now, I
2 was wondering why she was talking to him like that.
3 I wish there was somebody there to help him, maybe
4 he wouldn't... the nurse wouldn't be talking to her
5 like that. Maybe the shaking was related to the
6 fact that she was afraid of the nurse.

7 Also, when an elder is in need of help,
8 especially when they have a fever, but I... but what
9 I heard from the tone of her voice, that really
10 bothered me, the tone of her voice as she was
11 speaking to the elder.

12 That's... That's what I wanted to talk about,
13 that to recommend that if whenever an elder needs
14 medical assistance, that there should always be
15 somebody there to help them. We could create...
16 create an employment there, to hire somebody to...
17 to be there just for the elders, to help them. Even
18 if that person can't be hired from our own
19 community.

20 When I thought about the elder, he wasn't born
21 to... he wasn't born to... to be in the hospital or
22 to know... to have knowledge of how to be treated by
23 a nurse or a doctor. Everything is so new for them.
24 Their life was out there, and just how he, himself,
25 knew how life was supposed to be. When they receive

1 medical attention, they should know that every
2 person is... every person has the right to receive
3 medical attention when they need it. We can still
4 call that trauma, when an elder has fear of
5 something that they don't know about, or they don't
6 know what's happening. And even the... And even the
7 medication that they're given with the side effects
8 that they experience, that just creates fear in
9 them.

10 How can we put the elders through that? When
11 we don't tell our elders, we don't teach our elders,
12 to tell them how the... how the medical services
13 that they receive, how they will feel, how they
14 will... How they can react or what side effects
15 medication can have on them. We can teach them
16 these things. This is something that should be...
17 be relayed to them. They should be informed about
18 this, and they should always give... be given the
19 choice to... to have somebody translate for them, be
20 there for them. And then, if he agreed to it, they
21 should always have somebody there with him.

22 I never talked about this with anyone except my
23 husband, I never mentioned it to anyone else. And
24 the elder must have... must be thankful for me
25 today, and he is now where he... where he doesn't

1 feel any more pain or... Maybe he's the one that's
2 giving me the strength to talk about this today. I
3 thank him. I thank him for the... for what he's
4 taught me, for what he made known to me while I was
5 in the hospital.

6 When a person looks after an elder, he is... he
7 is trusted to give that person the love, gentleness,
8 kindness. This is what I need when I'm under the
9 care... under a medical care. I need compassion.
10 That the nurses and doctors, or whoever works there,
11 should be taught compassion and to be taught how to
12 value a person. Because I realized that some of
13 these people that work there are pretty young, and
14 they don't really understand life, the value of
15 life. And all they know is how to... how to give
16 medical attention, but other than that, they don't
17 really know how to really treat a person with care,
18 and to have life skills.

19 And that's how we were taught as well, when we
20 were in training. I was taught how to look at a
21 person, when I'm working with someone. And these
22 life skills should be taught to these people that
23 work with people under the medical... under medical
24 services, especially the ones that are still pretty
25 young, so that we can understand each other. All

1 nationalities who understand each other. So, to
2 prevent things from happening the way they're
3 happening, things that we don't see happening.

4 This is what they also do, the people that work
5 in the Patient Services, they realize and know
6 that... they are aware that the mistreatment that
7 some patients, Cree patients do receive. And when
8 they try to speak up for the patient, it also falls
9 on them as well, and they get mistreated, as well as
10 workers. They call them traitors.

11 And that is... There's so much... There's so
12 much of that happening right now, and also
13 oppression. Sometimes I think that there is so much
14 to be done, where people can work well with each
15 other, and also work well with patients, as they try
16 to help them in terms of medical services.

17 I am a patient and I've seen so much. Even
18 what I see, what I hear and what the kind of
19 treatment a native person receives. Sometimes when
20 there is an emergency for a white person, they get
21 so much. They work fast for them, but for a native
22 person, they don't... they don't work as fast for a
23 person when they need emergency services.

24 There was shortage of staff. There is shortage
25 of staff, that's why we see a lot of this happening.

1 Give us people or give us services, resources that
2 can help us, especially for the ones that... that
3 work for us. Let them be trained to... to know how
4 to help the native people in terms of services, so
5 that they can understand. Understand what they...
6 what they need in order to have healthy lives. So
7 that the person doesn't to be... to be asked to get
8 up right away after having a surgery, even when the
9 person doesn't have the strength to get up,
10 especially when they don't feel like getting up yet,
11 they're still asked to get up. That can be
12 prevented.

13 Also, when a person feels... doesn't feel very
14 well. Like that happened to me one time, and I
15 really wanted my husband to be there to give me
16 comfort by rubbing me, he was asked to leave.
17 The... the medical staff didn't care what my needs
18 were. They didn't even... They didn't even
19 considered my needs and they kept telling me to
20 wait, whenever I asked for help. Whenever I felt
21 nauseous, they didn't help me or didn't come. And
22 also, one time, I needed a lotion, one time, to rub
23 my feet with. And I asked one of the staff, the
24 nursing staff, and he told me... and he asked me,
25 "Why can't you sit up and you can do it yourself".

1 And I told him, "I can't. I can't get up. I can't,
2 you know, sit up, that's why I need you to rub my
3 feet with the lotion", and he told me I was lying.
4 I kept telling him I couldn't get up. Then he told
5 me, "You... You do it yourself".

6 I really didn't like the way he was speaking to
7 me, and he didn't know how I was feeling. Whenever
8 I needed something, from what I know about myself,
9 I'm not the kind of person to ask for help unless I
10 feel really helpless. And I felt really helpless at
11 that time. But I felt that they thought they knew
12 more about me than I did about myself, and didn't
13 see me or they didn't feel how I was feeling.

14 I'm sure the... the patients... the Cree
15 patients get discharged even when they're... when
16 they're not strong enough. I believe they get
17 discharged... they still get discharged from the
18 hospital, and then they send them to... to the
19 Friendship Centers or hotels to stay, even when they
20 can't really help themselves. And they don't even
21 consider the escorts, that the escorts also do need
22 assistance and support, too. For the escorts also,
23 to have a rest or to take some time for themselves.
24 There should be... Those that are... Those that are
25 being discharged from the hospital, to have help

1 while they are recovering. Like there should be
2 orderlies also for the people... to assist, to help
3 the people who are recovering.

4 Just like they do in the south. There are
5 homes for elders, where they place elders so that
6 they can receive the help that they need. They
7 should also be considered, as well, for Cree
8 patients. I've seen an elderly woman, that she
9 was... She was sick, and she wanted to do her
10 laundry. And she was walking very slowly getting
11 her laundry. And I was waiting for one of the
12 washers to be available, I was sitting there. I
13 helped the elderly woman with her laundry, because
14 she couldn't bend down and she didn't have the
15 strength. She wasn't feeling... feeling well. She
16 was feeling weak due to her illness. Those are the
17 long term patients. And yet, she still wasn't
18 complaining, and I saw what her needs were when she
19 needed help.

20 And another patient whose elderly husband was
21 with him... with her. There should be also somebody
22 who could be able to prepare meals for these elders,
23 and what they desire to eat. Some elders can't eat,
24 because they don't... because they don't like the
25 food that's been cooked or offered to them. I'm

1 talking about, also, for the Friendship Centers,
2 there should be more staff that could be helping
3 those patients who were discharged from the
4 hospital. And to also be there to help them as they
5 take their medication, to make sure that they take
6 their medication properly. And also, if they need
7 assistance during the night, they should be there.

8 This is why I say this, because I saw, the time
9 I was discharged from the hospital, I witnessed. I
10 saw... the following morning, I witnessed this. I
11 wasn't feeling well, I was weak and I couldn't
12 really move. All I wanted to do was lie down. And
13 yet, they still discharged me. I couldn't even put
14 on my own shoes or put my clothes on. I couldn't...
15 I couldn't even eat, because I had... I was so weak.
16 All I wanted to do was lie down. And I would be...
17 I was sent... I would be sent directly home to my
18 house, but I knew that myself, I needed more medical
19 attention or I needed to be hospitalized because I
20 needed time to recover. And I needed a lot of care,
21 medical care, because my husband already had our son
22 to take care of. I didn't go.

23 And the one that saw me the way I was, was the
24 receptionist, and she realized that I couldn't go
25 anywhere. And she couldn't really say anything

1 because she was just the receptionist. It's not the
2 responsibility of the receptionist to... to identify
3 the need of a patient. So, we do need workers to...
4 to be able to work with patients that need more
5 assistance.

6 There should be... There should be a worker,
7 somebody hired to be able to help a person, a
8 patient to... to assist the patient with more
9 medical assistance. And this is where, a lot of
10 times, Cree people feel they're mistreated. And
11 wherever you see a Cree, a Cree will always help...
12 try to help somebody who needs help. He doesn't
13 worry about anything else, when he or she needs...
14 sees a person in need. They just go right ahead and
15 help that person.

16 And, sometimes, the request to have help or
17 request for a person to have help, especially when
18 they see a person who's not capable of taking care
19 of themselves right now, or is not in full recovery,
20 and sometimes a worker at the Patient Services
21 doesn't have that power to assist a person... a
22 patient in that way.

23 And this is... This is... This is some of the
24 things that I do think about is the policies that
25 are preventing a lot of things. Like, for instance,

1 my son, from receiving the help that he needs. And
2 many times, when I ask for assistance, they're
3 always referring to policies. And whenever I ask
4 where they get this information, they say that some
5 people... some of these policies are from down
6 south, that are applied down south. And many times,
7 I tell them, like, "These policies do not affect us.
8 They can't be used for us, because we... we live
9 differently up here, in the North".

10 And these... and these policies are the ones
11 that stand in the way of the management from doing
12 what is needed to be done for the patients. And I
13 believe this is something that needs to be done...
14 is to be for the Cree Health Board policies to be
15 reviewed. These policies should be amended to our
16 needs, to the needs of the Cree people. Our... Our
17 communities are not cities, and these policies are
18 not effective for our own communities. That a
19 person should in place to... to look after the...
20 the special needs because there's... these
21 procedures, sometimes, are not adapted to them.
22 Because I don't think there's a department for
23 special needs, or even a worker there.

24 And that's why I'm asking... I'm asking that
25 they have... there should be a person in place or a

1 department for the handicapped and special needs.
2 There's workers down south, but they only come...
3 they only concentrate on children, and there are
4 foundations down south. And these older people with
5 special needs are not really considered when...

6 And we would like to see a place where my son
7 can... can be. And it will be always on my mind,
8 thinking about if they do send him down south, I
9 wonder if they're treating him right, that will
10 always be in my concern. And then, when I think of
11 him, I will be wondering if he's lonely. And I
12 know... I understand that there are a lot of
13 resources down south. I think he would be happier,
14 but for me, I would feel... I would feel, if I let
15 him go, that I'm not a good mother. I don't want
16 him... I don't want him down... to go down, I want
17 him to stay in the community. That's why I would
18 prefer if there was a building built for them. I
19 would like to have it in the community, in the Cree
20 community.

21 And sometimes... And sometimes, when a person
22 is very unhappy, the... that's what I think. Even
23 if they want to put him in some medication to help
24 us, but... but that medication cause constipation,
25 and I told the doctor, "No, I don't want to get him

1 to go through something else, because he's already
2 going through something", that we don't really know
3 about the (inaudible). They respect that.

4 And the other thing is, I don't think any
5 doctor that's working for us should have a say of
6 where our surgery will take place. My case, I want
7 to stick with where I was before, but that all
8 changed because of the health system, that we have
9 to follow changes. When I was in Montreal, they
10 always told me to go to Amos. Since when do they
11 have the right to make those decisions or plans for
12 us, as patients? Whatever they decide, that we have
13 to follow. And we don't get to say that "I already
14 have a place, I would like to keep that place, where
15 I was before", it's just an example.

16 And I'm having pain on my knee and I'm due for
17 another surgery. If I should have it in Amos, or I
18 could choose where, I would know I'll be okay and be
19 treated fairly. My son (speaks in Cree) in the
20 south, what was happening to him, I asked his doctor
21 if he could have everything done, all in one shot,
22 because it's hard for... with his condition. It was
23 impossible for him to travel back and forth to his
24 appointments.

1 So, she made it like that. (Speaks Cree)...
2 between the doctor and the one that's looking after
3 the patients. She gets to say, she gets to make
4 changes, which I don't agree. I think we, the
5 parents, should always be informed before any
6 changes take place by her or the management, looking
7 after the Cree Patient Services.

8 That's what happened with his case, someone
9 made changes on some of his appointments. We got a
10 call saying that he has an appointment in Val-d'Or,
11 and I found out what... And right away... Well, I'm
12 a person that just doesn't... sometimes I have to do
13 things, what I see is right for my son. I called
14 Patient Services telling them what happened to his
15 appointments, and who made the changes. I thought
16 everything was going to be done in Montreal because
17 of his condition. Someone booked an appointment in
18 Val-d'Or - biopsy, muscle biopsy, a piece of muscle
19 to be taken in his knee - they didn't tell me about
20 this. They just made this appointment, just like
21 that.

22 If it was okay for me, to explain what will
23 take place, if he's going to be in pain or what can
24 happen. I get to question all these things, and
25 sometimes I know, I piss people off because the way

1 I do things, sometimes. Because I want to know.
2 Because I need them to ask me first, before they
3 decide if it's okay. What if there's other people
4 that are going through the same thing? They just do
5 as they're told. They don't get to decide.

6 So, I stopped that. They canceled, but they
7 didn't tell me who made those changes. So, we had
8 to wait another year or two (2). When he finally
9 got those appointments, it was only last summer.
10 And we stayed there for one (1) month at the
11 Neuro... Neuro Hospital.

12 Yes, sometimes I'm very sad just to look at
13 him. Sometimes I just smile at him and I accept.
14 And that's why we need people like [Ernie], more
15 people to help us stay focused, cause I follow... I
16 go in to the sweat to unload. That helps. I take
17 him to ceremonies, it helps. It helps us. (Speaks
18 in Cree). What we had before... (Speaks in Cree)
19 this is what we use, it's the traditional ways of
20 healing ourselves. That's strong for... for them,
21 and it's the same Creator that we... I respect that,
22 I acknowledge it and I need to be where I want to
23 be. I need to practice what I want to practice to
24 help me and my son.

25 And especially to those people that guide us,

1 that help us, like [Ernie], have those resources,
2 for the government to help and support us, cause
3 eventually, you'll walk with us in that path.
4 You'll be in a place where it's nice, where it's
5 very nice and beautiful, where you'll look at life
6 differently. The trees are not just trees. The
7 bushes are not just bushes. The water is not just
8 water. The sky is not the sky. The Earth is not
9 just an earth. Everything that's living matters.
10 You matter, I matter.

11 We need to teach each other the right way. We
12 need to walk with each other the way it should be.
13 We need to understand each other the way the Creator
14 meant... meant it, to live together in harmony and
15 to be at peace. I know there's a lot of challenges
16 in a working environment. Especially when you want
17 to work with the Indigenous people, that can be
18 challenging. Very challenging against your people
19 that want to help us. That you want to help us.
20 You could be called traitors, or we could be called
21 traitors, but it's just negativity working through
22 us. Positivism is more in the light. That's where
23 we need to be.

24 Like just talking, actually suggestions are all
25 motivational skills, demands are for what's right,

1 work with it. That's the message I got. Put it...
2 We all have Spirit guides through Creator. You guys
3 call them... call them "Angels", us we call them
4 "Spirit guides". They help us when we connect with
5 Spirit. They help us to do what's right, without
6 the negativity. So, we need to work with that, to
7 understand us, to understand each other. And we
8 need to work with them.

9 Special needs, they're gifted people even
10 though some people think, "Why? No use. There's no
11 use, they're going to go anyway". That's what...
12 (Speaks in Cree). Somebody told me this one time,
13 "My own people..." A friend of mine, someone told
14 me that, "Do you think the future is going to go
15 well?" But nobody knows." It can work both ways.
16 I still thank him because that's what (inaudible),
17 but for me I see it differently. I want to be on
18 the positive, still hope... have hope. I still
19 want... I have hope for him, in the future, it will
20 go well. I hope that it will go well with him, but
21 for me, I don't... for myself, I don't know. I'm
22 always afraid for him.

23 Because a doctor, one time, told me that some
24 of them... some of the medication that they use
25 to... to help someone, like for instance

1 freezing... freezing a person, because that's what
2 they did to me. They give me a needle and they give
3 it to me at my back, and I couldn't feel anything, I
4 was numb from waist down, and I felt really bad
5 after agreeing... agreeing to have in that.

6 One of the things that I had a problem, that's
7 my periods after that, and so the doctor told me,
8 "Did you ever have a needle in your spine?" And so,
9 I said, "Yes". And he told me that was... that
10 was... sometimes that's what happens to... to a
11 woman. If you don't give the needle at the right
12 place. Or even medication. I still... for myself,
13 I strongly believe in our traditional medicine.

14 I feel sorry that I had to mention this, but
15 that's exactly what the doctor had told me. Because
16 I used to have really heavy periods. And the doctor
17 already knew what was going to happen to me.
18 Finally, they took my uterus out, and it was so
19 upsetting for me because I knew, when they did that,
20 I would never again have a child. And the doctor
21 knew why I was crying, because I was grieving over
22 what I was going through, having my uterus removed.
23 And that's why I thank this doctor, because of his
24 honesty, because he told me everything that was
25 going to happen.

1 And a lot of doctors don't bother to tell you
2 about the side effects of the medication that they
3 give you. Not everybody can understand this,
4 because when a person has respect for his or for her
5 body, they grieve over any part that's removed from
6 their body, especially when it's a female. So,
7 that... that will cause that... that person not...
8 never to be able to conceive.

9 I'm also going to add this. My second son was
10 born in Chisasibi. I think that was the last time
11 there was ever that place where babies were
12 delivered, delivery rooms. When I was pregnant with
13 my son here, I was... I really had a hard time with
14 morning sickness. This is where I also experienced
15 medical neglect. I... that's what happened to me,
16 and that's what I experienced. I couldn't... I
17 couldn't eat, and the doctor wouldn't help me, to
18 give me something to be able to... just to feed my
19 child that I was carrying.

20 And the one that used to examine me, I believe
21 that they weren't... what they were doing was wrong,
22 they didn't do it carefully. Whenever they would
23 examine me, I could feel that they were... when they
24 would almost feel the fetus. I felt like... as if
25 they were flipping... flipping it. I knew that they

1 were doing something wrong to me.

2 When the time came for him to be born, my
3 contractions were very... very slow. And he was
4 delivered, he was... he came very fast. There's a
5 lot of... there's a lot of misinformation and also a
6 lot of things done wrong through the medical
7 services. I experienced a lot, I also saw a lot
8 that wasn't right. And some of them, I didn't even
9 mention, because I felt that I couldn't be
10 understood by anybody. And now that you that are
11 sitting before me, will understand.

12 I worked a lot on myself towards my healing,
13 and I didn't mentioned that. And that's why I... I
14 mention that I thank those people who work, who
15 perform the ceremonies, because I received a lot of
16 help from them, but they never knew anything about
17 me.

18 And then, eventually, I became a teacher
19 myself. A teacher of ceremonies and I... I learned
20 a lot from working with people, also. (Inaudible)
21 Human Resources Department was my boss. She taught
22 me a lot. That's how I became the person I am.
23 (Inaudible) to be... I guess, how to look at things,
24 and how I get these ideas, because I was with the
25 system, part of the system as a patient, also. I

1 got to observe a lot of things that are in need
2 within the [EOSG].

3 I'd like to thank Annie, Annie (inaudible), it
4 was a privilege to work with her. Sometimes I'm
5 tired. I'm tired trying to confront these things.
6 I've been doing this a lot, for a long time,
7 confronting people to do things that need to be
8 done. From what I see, and also someone... and
9 someone once said to me, "I just want to be heard".

10 There's also some teaching there, also. And
11 some... the things that are talked to our youth,
12 from what I see, is not always... it's not always
13 right. I'm not here to talk about that, but I'm
14 only here to talk about the Health Board services
15 and the medical services that were applied to me
16 that were wrong. And I know a lot of people have
17 experienced this treatment. They don't... they
18 don't... they are not making these things up, what
19 they report.

20 And this is what we're always... always aware
21 of, or always in... that I'm sitting here today
22 talking to you about this, this is what I've
23 always... I did not want to do, but this has
24 happened, and I want you to be able to... to work
25 with what the people have brought to... have brought

1 before you regarding mistreatment and regarding
2 things that were done wrong to them.

3 And I... I'm happy that I'm not really pointing
4 any fingers at anybody, even... even though what
5 I've experienced through the medical services that I
6 received as a patient and also my son.

7 And my son, there's no... nothing available for
8 him that would really help him. And we do need...
9 We do need those services for him to... to help him.
10 Because we, ourselves, are getting in age, so
11 that... that will help us, that will also help him,
12 also. Those are the services that... they are
13 services that we need. As Crees, we need these
14 services.

15 I'm not aware of what it's like in the south,
16 what help is available for the special needs. I'm
17 not aware, but I do... but I do know there are
18 facilities and residences and day centers for people
19 with special needs. They are just... Our people,
20 our staff are just starting to train themselves to
21 look in that direction to... to help special needs.
22 And some of the staff that do need training in these
23 areas, they don't have... it is not in their job
24 description to be able to have the skills to help
25 people like my son.

1 And we are starting to speak up, also. We that
2 have... that are experiencing this... these special
3 needs cases. And I know that the staff that are
4 there are over... their work is overloaded, and we
5 do need more workers to be able to... to work with
6 special needs. To have their own social workers,
7 their own nurses. And also guidance... their own
8 guidance counselors in schools.

9 This is what I wanted to talk about. When a
10 person is in the process of working towards healing
11 and is still working, as they try to work and help
12 their people, sometimes they get over tired. And
13 that's where the ones that are called the energy
14 fields... When we take something... When we
15 take something that's hard or work with something
16 that's hard, and we work with something new, we
17 always want to train ourselves and understand what
18 it is... what it is... try to understand the person
19 that we work with, or work for.

20 And sometimes, we can't do what... what are job
21 descriptions are. We can't fulfill them. And when
22 we try to help others, we get overworked. Sometimes
23 when there's a new worker, there's a lot... there's
24 a lot of things there that we don't... that we're
25 not aware of, the work that's here. And we take

1 that... The help that we offer as a new... as a new
2 worker, the help that we offer, we can work with
3 what's already there, and then, we work what we
4 know, and the new thing that's there to work with.
5 We all get all these things combined together, and
6 there's many times that this is where burnout comes
7 from.

8 And sometimes when... as for my son, when
9 they... when he needs help, he gets kind of pushed
10 aside, and then this worker eventually will work
11 with somebody else, and then our son gets neglected
12 again. Even when the purpose for hiring that person
13 is for our son. But then, eventually, that worker
14 is going in a different direction.

15 And especially when the worker is overworked,
16 sometimes they do get overworked and they forget
17 about themselves and their need of self-care, and
18 sometimes they just take off, and they'll go to
19 where they can get some rest. And then when there's
20 another worker... When this worker leaves, then
21 there's another worker that comes along and then you
22 have to train that person again. And even the
23 physiotherapists are overworked because they,
24 themselves, have a lot of work to do and they get
25 overworked. And they have no one to assist them.

1 I just... I want to mention that there's so
2 much to be done in the health system, so that we can
3 be offered the services that we do need as Cree
4 people, and especially the special needs.

5 As for me, this is where I thought about my
6 son... for my son with special needs. (Inaudible),
7 to take him with us sometimes. We could also create
8 employment there, to hire more staff in a land based
9 area, where people can work with people...
10 (inaudible)... me and my husband.

11 This is what I'm also recommending, that these
12 land based, that there'll be support for these land
13 based programs, so that there can be a place where
14 these people like him can go for (inaudible) breaks,
15 when there's no space for them to be kept in the
16 hospital, because there's no respite care or home
17 for them. I was told this would take another five
18 (5) years, but it's too long for the elders, and
19 even the... he's looked at as an adult.

20 One time, I thought, "What can I do to be
21 heard?" (Inaudible) more people can easily
22 (inaudible) to get a place for him. And that's what
23 I thought. I was so frustrated because I didn't
24 want... I didn't want to let him go down south. I
25 felt that I was forced to let him go and be kept

1 down south. I thought about the young people, what
2 will I offer the... the youth if I do this. Why
3 would I want to give them something that will not
4 benefit them or help them? Why would I want to let
5 them experience what... what I experienced down
6 south, the mistreatment that I experienced. I would
7 rather... I would rather talk about this whenever I
8 get the chance, I thought.

9 I don't want... What I've shared here, I don't
10 want... I don't want it to just be taken and just
11 written down and not be acted upon. It's not the
12 solution. (Inaudible).

13 It's hard to... When people have these
14 experiences, especially the native people, it's hard
15 not to speak up, to ignore it, and to put themselves
16 in that place. So, we need to tell our stories.
17 Nobody wants to in there, but we have to, someone
18 has to, like I did. I didn't care... I didn't care
19 what other people thought, because I knew what I was
20 doing was right, and I was doing it for others too.

21 Sometimes... Sometimes, when something is very
22 challenging to me, and... and I face the Creator,
23 I'm not shy to talk to him about what's bothering
24 me. And what I give myself, just like what our
25 mothers, our parents used to do to us. They used to

1 try to stop us, like to listen to what is right and
2 to do what is right, and to obey... obey... Cause
3 right now, I... the people use negative... and it's
4 him that is pulling me towards to say something
5 positive instead of negative. It's hard.

6 It's hard when someone... when someone faces
7 you that's the opposite of you. Like for instance,
8 non-native persons, you're facing non-native person
9 and you're a native person, that's kind of awkward.
10 But you, yourself, know where the person is at that
11 you're looking at, you'll feel different. And when
12 they bring you a story, and you know what to take,
13 what this... what we talk about.

14 And this is what I feel, that whatever I said,
15 we'll find a... like a solution, so that other
16 people will be helped.

17 What I want to say, when I want to let
18 something go, right away I think about Mother Earth,
19 and then that's where I go and I see nature...
20 nature all around me. I go to a place to be alone
21 and to talk to the Creator. And, sometimes, you'll
22 see an eagle, or sometimes you'll see a goose, or
23 sometimes you'll see a fish jump up from the water.
24 And that means it's telling me that they hear me, of
25 what I am saying. And also the sun, shining right

1 on me, all I say to it is, "What do you want? What
2 do you want me to see?"

3 When you work with the Creator or start to work
4 with the Creator, automatically... automatically,
5 when you see these things, you know that it's...
6 like it's pulling towards positive things, not the
7 negative things. Cause the Creator looks after us.
8 I find it so amazing and wonderful... a wonderful
9 place to be.

10 And this is what I would like to say to you.
11 Like each one of you to be alone. Whatever comes
12 from your heart, it comes from Creator. And that...
13 And what I have shared, I don't want... I don't want
14 the people, like, to put people down or to... And
15 our Creator gives us lot of... a lot of chances,
16 just like our parents who give... our children, we
17 give them patience, we have to work with them with
18 patience.

19 Because... because I thought a lot, a lot and
20 hard about what I was supposed... I was going to
21 present in my presentation, but I don't want anyone
22 to be... to be put down because of what I had
23 shared, but just to be able to find solutions to
24 the... to these problems and that they learn, they
25 teach things that will help them. And that's what

1 I wanted to say.

2 (Speaks in Cree)... in the hospital, the
3 workers, but they're (inaudible)... respect what we
4 want or our needs during the time as patients.

5 I've got to question now whatever the doctor
6 recommends, and that was just to follow it. If I was
7 in their shoes, what the doctor brings, it's very
8 important for the children to (inaudible), never
9 questioning it, cause the doctor knows. But some...
10 there's so little they can do sometimes because of
11 the budget. Sometimes they remove some services.
12 The things that help us (inaudible).

13 But the way, sometimes are treated, I can't no
14 longer tolerate it, but to share it with you as
15 patients, as victims. (Speaks in Cree)... you
16 should have another one for... There are other
17 things. There's so much that we need to tell you,
18 or that we need to brief on. There's so many things
19 that's been happening or is still happening.

20 One thing is our environment. The other thing,
21 I should say. But I won't go into that because it'
22 another thing. Another important matter that's
23 causing illnesses or creating sicknesses, because of
24 recent or past projects which involves health.

25 One thing, how long have we been eating that...

1 from our traditional foods, causing premature
2 birthing. He was premature, but that's all I'm
3 going to say. We need another one, I'm sure there
4 will be other people that will come forward to tell
5 their stories.

6 You know how hard it is to choose your ways and
7 my ways... our ways, to decide which is better.
8 Sometimes it's both, but sometimes we have to leave
9 because we're in danger. And sometimes we have to
10 just cry, because we're not there yet with our
11 stories that we would like to share. There's more.

12 It's hard to tell or to say what's... what you
13 see that is actually happening, but others don't
14 want to look in that direction.

15 Do you know how hard it is to sleep, when you
16 wake up in the middle of the night, when you hear
17 water rushing, ice breaking? You're not sure what
18 is really happening underneath, and you're living
19 right beside it. It's just an example, again. I'm
20 totally putting myself at risk every night cause
21 I'm... I'm sleeping under... right under a dam. And
22 plus, no exit, no emergency exit for him if
23 something should happen, if we need to evacuate.
24 There's only three (3) of us in the house sometimes,
25 and it's not easy to get him up and...

1 And people aren't told the truth. We need
2 to... We need to... We need to understand truth. We
3 need to know what's really happening, so we can get
4 ready. Even in the health area, they need to tell
5 us what really happened to my son. Was it a stroke
6 he had? I know there's a gap somewhere. And then,
7 it turned to something more because he didn't had
8 the proper help he should have gotten. Because one
9 thought, "He won't go anyway. We don't need to
10 invest on him."

11 Now, those are the thoughts, negative thoughts
12 that sometimes that come in. We call them negative,
13 but are they... are they in reality? That someone
14 doesn't want to bring out truth.

15 In my case, as a young girl, I was taken away
16 from my family. I was studied upon, practiced upon.
17 That's how it made me feel. So, I'm still here.
18 I'm still alive. I'm grateful for it. But they
19 helped me. They still helped me with this new
20 technology.

21 A lot of things has changed: Where you need to
22 get up right away after surgery, or you don't have
23 to wear a cast for six (6) months, for many months.
24 and then have physiotherapy, where everything is
25 less. Talking about the recovery.

1 I used to fight them in the surgery, because I
2 didn't want the mask. Because they used gas, and
3 now I've learned that it's not good, it was never
4 good. And they would ask me, "Okay, okay, we won't
5 use the mask". I used to put my hands, cover them,
6 my mouth and turn over. I'd give them a hard time.
7 That's how I fought when I was a little girl.

8 Another time, there was no escort, just me.
9 So, I can say a lot of things has improved, but we
10 still need more... more services now for our special
11 needs.

12 And I can say I was treated very well, very
13 good. The doctor made sure I was well taken care
14 of. I was in a... a good place. But today, I find
15 there's more demands, more patients and less... they
16 tend to cut off some of the patient's needs, and
17 there are some that receive less care and some who
18 receive more care, so that's what I see, today.

19 We need more workers to work for us, or for the
20 government to work for the Indigenous people for the
21 Health system. And they need to put workers in the
22 hospitals to care for our elders, especially the
23 ones that can't speak for themselves. And you need
24 to have workshops for the workers that will attend
25 to our needs.

1 Everything is good.

2 **LE COMMISSAIRE :**

3 Okay. Thank you for sharing with us, for having the
4 courage to do it. For having the courage. You are
5 very courageous to go through all these matters with
6 us.

7 I noticed that, first of all, you... you had
8 some difficulties with having help for your son. I
9 understand that you have two (2) other sons, and
10 that they have their own families. That your
11 husband is now... is not anymore twenty (20) years
12 old, and you are... You are feeling that your son
13 will need help, and you too will need help, because
14 you did a lot to... to help him, to take care of
15 him.

16 And you have the feeling that the government
17 and the Cree Board of Health and Social Services,
18 they don't do enough to help you and your son. I
19 noticed that. I hope somebody else heard you in
20 this room, okay, but online also. I'm pretty sure
21 that somebody will look at a way to help you and
22 your son.

23 I understand that you also, yourself, needed
24 help with your hip. And I understand that you
25 didn't feel comfortable with the treatment you had

1 the last time in Amos. And I understand, also, that
2 you will need a surgery on the knee, and that you
3 would like to be treated by the nurse correctly.

4 You also want that elders, in hospitals, be
5 treated correctly, especially those who have
6 difficulty to express themselves, to speak for
7 themselves. They would like if... You would like,
8 if possible, that they have people in these
9 hospitals to take care of them. Liaison officers or
10 some... I don't know what we can call these persons,
11 but some people in there having knowledge of
12 Indigenous realities and being able to help these
13 elders.

14 I understand that your speaking for yourself
15 and your son, but also for many more people, wishing
16 to be treated correctly. And I feel the same way as
17 you. Cree people have... are entitled to be treated
18 correctly, to be treated fairly, to be treated with
19 respect in hospitals and everywhere else. Not only
20 in hospitals, everywhere else. I have this strong
21 feeling, not only Cree people, but all the
22 Indigenous people in the province. Whether they are
23 Anishinaabe, Atikamekw, Micmac, Innu, every
24 Indigenous people is entitled to be treated
25 correctly, fairly, with respect.

1 Feel at ease, that we have listened to you,
2 that we will, as you told, listen to many other
3 people, as we did since the past year.

4 And I noticed when you said, "The Creator wants
5 us to... to walk all together, to help each other,
6 to live in harmony, in peace." So, I wish everybody
7 will help people all around, people they can help,
8 maybe by themselves and especially government of
9 people of authority who has the power, the
10 possibility to make a better life to people.

11 So, I thank you very, very much for having
12 shared with us. I wish you the best, for you, your
13 son, all your family, and I will say all the people
14 in Cree territory. Thank you very much.

15 So, now we'll suspend until tomorrow morning,
16 nine thirty (9:30). So, we'll go again with
17 other... other stories.

18 We need those stories to be able to recommend
19 some way to improve the situation, and you're right
20 when you tell that it has to be improved. You're
21 right when you say that it has to be improved, that
22 it has to be better. That something else... that
23 many things have to change to improve these
24 situations.

1 So, thank you again. And I wish you the best
2 for you and your family.

3 **MME ELIZABETH-MINA BEARSKIN :**

4 Thank you.

5 **LE COMMISSAIRE :**

6 So, tomorrow morning, nine thirty (9:30).

7 -----

8
9 Nous, soussignées, **Gabrielle Clément et Anita Auza**,
10 sténographes officielles, certifions que les pages
11 qui précèdent sont et contiennent la transcription
12 exacte et fidèle des notes recueillies au moyen de
13 l'enregistrement mécanique, le tout hors de notre
14 contrôle et au meilleur de la qualité dudit
15 enregistrement, le tout conformément à la loi;


16
17 Et nous avons signé :

18
19



20
21
22
23
24
25
26

Gabrielle Clément, s.o.



ANITA AUZA, Official Court Reporter